



Investir dans les populations rurales

République Tunisienne

Projet de développement agricole intégré dans le gouvernorat de Siliana - phase-II (Prêt FIDA : 687-TN et Don GEF-FSP-08-TN)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 12 juin 2014
Date du document: 20 juin 2014
No. du Projet: 01299
No. du rapport: 3471-TN

Division Nord Afrique, Moyen Orient et Europe
Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet	2
C. Produits et effets	5
D. État d'avancement de l'exécution du projet	23
E. Aspects fiduciaires	24
F. Durabilité	26
G. Autres	28
H. Impact	31
I. Conclusion	32

Liste des tableaux en appendice 5

Tableau 5A: Exécution des obligations de financement par source de financement

Tableau 5B: Exécution des obligations de financement par source de financement et par composante (en milliers d'USD)

Tableau 5C: Décaissements du prêt du FIDA (en DTS à la date du 12.06.2014)

Tableau 5Cbis: Décaissements du don FEM (en \$ à la date du 12.06.2014)

Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	35
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	39
Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	43
Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	57
Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	61
Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	63
Appendice 8: Etat d'avancement des travaux des projets d'alimentation en eau potable	65
Appendice 10: Etat d'avancement des travaux des pistes	68
Appendice 11: Etude hydrogéologique des nappes de la plaine de Rouhia – Termes de Référence	69

Sigles et acronymes

ACTA	Aménagement et Conservation des Terres Agricoles
AEP	Alimentation en Eau Potable
AFA	Agence Foncière Agricole
AFD	Agence Française de Développement
AGR	Activités Génératrices de Revenus
ALD	Association Locale de Développement
AO	Appel d'Offres
ANETI	Agence Nationale de l'Emploi et du Travail Indépendant
API	Approche participative intégrée
AVFA	Agence de Vulgarisation et de la Formation Agricole
BCT	Banque Centrale de Tunisie
BE	Bureau d'Etudes
BF	Bailleur de fonds
BFPME	Banque de Financement de la PME
BRETI	Bureau Régional de l'Emploi et du Travail Indépendant
CES	Conservation des Eaux et des Sols
CD	Comité de Développement
CCOP	Comité de Coordination Opérationnelle du Projet
CDI	Comité de Développement de l'Imadat
CGF	Contrôle Général des Finances
CL	Conseil Local
CM	Commission des marchés
CPA	Contrat programme Annuel
CNSC	Comité National de Suivi et de Coordination
CR	Conseil Régional
CRDA	Commissariat de Développement Agricole
DAO	Dossier d'Appels d'Offres
DG	Direction Générale
DRH	Direction Régionale de l'Habitat
DT	Dinar Tunisien
FCGBV	Financement Cadre pour la Gestion des Bassins Versants
FEM	Fonds Mondial pour l'Environnement
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FIOP	Financement, Investissement et Organismes Professionnels
GDA	Groupement de Développement Agricole
GREE	Génie Rural et Exploitation des Eaux
GDT	Gestion Durable des Terres
MA	Ministère de l'Agriculture
MICI	Ministère de l'Investissement et de la Coopération Internationale
ME	Ministère de l'Environnement
Mdt	Mille dinars tunisiens
MF	Ministère des Finances
MP	Micro-projet
OEP	Office de l'Elevage et du Pâturage
ODNO	Office de Développement du Nord Ouest
OSP	Organisation Socio Professionnelle
PDAI II	Projet de Développement Agricole Intégré de Siliana (phase II)
PDP	Plan de Développement Participatif
PI	Périmètre Irrigué
PME	Petite et Moyenne Entreprise
SMSA	Société Mutuelle de Service Agricole
PRODESUD-II	Programme de développement sylvo-pastoral et initiatives locale dans le sud

PRODEFIL	de la Tunisie (phase II)
SSE	Projet de développement agro-pastoral et des filières associées à Medenine
TDR	Système de Suivi-Evaluation
UPLC	Termes de Référence
UST	Unité de Planification Locale et de Coordination
	Unité Socio-Territoriale

A. Introduction¹

1. Une mission de supervision du projet de développement agricole intégré dans le gouvernorat de Siliana, Phase II (PDAI-II) a été effectuée du 02 au 14 juin 2014. En plus des missions d'examen à mi-parcours qui ont eu lieu en décembre 2012 pour le financement FIDA et en janvier 2014 pour le financement du Fonds de l'Environnement Mondial (FEM), c'est la quatrième mission de supervision du PDAI-II effectuée directement par le FIDA. Les trois premières missions de supervision ont eu lieu en 2007, 2008 et 2009 et ont été assurées par l'UNOPS. La mission avait pour objectifs l'examen de l'état d'avancement du projet, l'analyse des résultats atteints et éventuellement des contraintes rencontrées, l'assistance de l'équipe du projet pour l'identification des solutions de nature à contribuer à lever ces contraintes, et la préparation, avec l'équipe du projet, de la mission d'achèvement prévue en fin 2014.

2. Après une réunion de démarrage au niveau central, avec M. le Directeur Général du Financement de l'Investissement et des Organismes Professionnels², la mission s'est rendue directement sur terrain à Siliana et a assisté à la prise de contact de démarrage, présidée par M. le Commissaire Régional de Développement Agricole de Siliana³ et en présence des principaux opérateurs et partenaires régionaux. Elle a effectué des entretiens avec, les responsables des différentes structures techniques du Commissariat Régional de Développement Agricole (CRDA) (Arrondissements, CES, GREE, Vulgarisation, PI) et, avec les principaux partenaires régionaux (OEP, ODNO, ANETI-BRETI, AFA). Sur terrain, la mission a discuté avec les représentants des bénéficiaires organisés en Comités de développement de l'Imadat (CDI) et en groupements de développement agricoles (GDA) et a visité quelques sites de périmètres irrigués (PI), de conservation des eaux et sols (CES), d'alimentation en eau potable (AEP), de plantation arboricole, et de micro-projets et micro-entreprises réalisés et accompagnés dans le cadre du projet, pour constater de visu la matérialisation des actions et sonder l'avis des bénéficiaires ainsi que leur degré de participation-implication et de satisfaction au niveau des activités du projet, estimer la durabilité des réalisations et leur contribution à la réalisations des objectifs du projet et préparer la mission d'achèvement prévue en fin 2014.

3. Une première restitution a eu lieu le 05 juin sous la présidence de M. le Commissaire et en présence des opérateurs du Projet, suivi d'un entretien avec M. le Gouverneur de Siliana⁴ qui s'est engagé personnellement à suivre le projet avec une attention particulière pour l'achever en temps contractuel. A la fin de la première semaine, les membres de la mission ont été reçus le 06 juin par le Chef de Cabinet⁵ de M. le Ministre de l'Agriculture à qui ont été restitués les premiers constats par rapport aux objectifs du projet et les mesures préparatoires pour le démarrage des deux nouveaux projets au Sud de la Tunisie (PRODESUD-II et PRODEFIL). M. le Chef du cabinet a pris note pour récupérer les retards enregistrés à Siliana et faciliter le démarrage des nouveaux projets. La mission a assisté aussi à des réunions avec la DGEQV et la DG/Forêts pour discuter de l'avancement de la composante Gestion Durable des Terres financée par le FEM.

4. Au cours de la deuxième semaine, la mission a continué les investigations et les discussions sur terrain et avec les membres de l'UPLC et les différents partenaires du projet à Siliana. De retour à Tunis, la mission a tenu une réunion de synthèse le 13 juin à la DGFIOP, présidée par le Directeur Général du FIOP, en présence des représentants du Ministère de l'économie et des finances (MEF), de la DGEQV, des Directions techniques centrales impliquées, du CRDA de Siliana et, de l'unité de pilotage local et de coordination (UPLC) du projet. Une restitution des résultats de la mission a eu lieu le même jour au Secrétariat d'Etat chargé du développement et de la coopération internationale, lors d'une réunion présidée par la Directrice Générale de la Coopération Multilatérale.

5. La mission tient à remercier tous les responsables et cadres Tunisiens au niveau local, régional et central, pour leur accueil et de l'assistance dont elle a bénéficié tout au long de cette mission.

¹ Composition de la mission: La mission est composée de, M. Patrick Herlant, Chargé de Programme au FIDA, M. Zine El Abidine Ghoudi, Point Focal du FIDA en Tunisie, Spécialiste en organisation et gestion des projets, M. Jacopo Monzini, Chargé du suivi des projets GEF au FIDA, M. Fethi Goucha, Ingénieur rural, spécialiste en hydraulique agricole et infrastructure de base, et M. Abderrahmene Ben Boubaker, Sociologue rural.

² M. Lotfi Frad

³ M. Nejib Chennoufi

⁴ M. Nouredine Ghannouchi

⁵ M. Abdallah Chrid

6. Les conclusions et propositions présentées dans cet aide-mémoire ne reflètent que le point de vue de la mission et ne seront définitives qu'après approbation du FIDA et du Gouvernement Tunisien.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

7. D'un coût global initial de 39 MUSD (l'équivalent de 50,6 millions de dinars tunisiens) pour une durée d'exécution de six ans, le projet de développement agricole intégré dans le Gouvernorat de Siliana, Phase II a démarré par l'entrée en vigueur de la première source de financement extérieur (FIDA: 10,9 MDTs) en juin 2007. En août 2012, et sur demande du Gouvernement Tunisien, un financement supplémentaire d'un prêt FIDA a été signé pour un montant de 5 M\$ et une prolongation de la date d'achèvement de 18 mois a été approuvée par le FIDA. Le coût total actualisé est de 45 MUSD et la nouvelle date d'achèvement est prévue pour fin décembre 2014. Le financement FEM, géré par le FIDA (5 M\$) est entré en vigueur en septembre 2010 pour un achèvement en septembre 2015. Compte tenu du prêt supplémentaire et du glissement du dinar tunisien (DT) par rapport au DTS et au dollar, le coût du projet a été actualisé à 62 millions de dinars (MD), environ. Le projet a assigné les objectifs spécifiques suivants: (i) engager un processus de développement local capable de stimuler l'initiative et l'investissement des populations rurales dans l'agriculture, l'élevage et la conservation des ressources naturelles, (ii) diversifier et accroître les possibilités d'emplois et d'investissements en milieu rural en particulier pour les femmes et les jeunes, (iii) renforcer les capacités institutionnelles de l'administration et des bénéficiaires, et (iv) assurer que la gestion durable des sols soit prise en compte comme un axe essentiel du développement local par l'ensemble des acteurs locaux et décideurs au niveau national. Après plus de six ans de mise en œuvre du projet, et malgré la conjoncture difficile durant les trois dernières années, l'Unité du projet et les structures techniques régionales ont déployé un effort important pour maintenir un rythme optimum de l'exécution.

8. Au terme du premier objectif relatif à l'engagement du processus de développement local, une formation théorique et pratique en approche participative et en préparation des plans de développement local a été entreprise en 2006-2007 préalablement au démarrage des activités sur terrain du projet. Elle a concerné 30 cadres, dont 15 de l'administration (UPLC, CRDA, ODNO, BRETI, OEP) et 15 des bureaux d'études (BE) et des ONG (06 BE et 03 ONG) impliqués dans le processus de développement local. Cette formation a débouché sur la préparation de 4 PDP pilotes et un manuel de procédure de préparation de Plan de Développement Participatif (PDP). Les 54 PDP prévus ont été préparés niveau de chaque secteur administratif (imada), pris comme unité de territoriale de base pour planification locale, en concertation avec la population, organisée en comité de développement (CDI)⁶, et les différents intervenants en développement dans la région. selon une priorisation et une planification établie en septembre 2009 au niveau du conseil régional en concertation avec l'ensemble des intervenants en développement dans la région. Le premier lot de 12 PDP, jugé prioritaire sur la base des indicateurs socio-économiques et environnementaux a été préparé par les cadres de l'administration et les autres lots ont été sous-traités aux ONG et aux bureaux d'études (BE). Le suivi et l'accompagnement de la mise en œuvre de 42 PDP ont été sous-traités au BE et aux ONG. L'accompagnement des derniers 12 PDP n'a pas eu lieu faute de réalisations effectives dans ces Imadats qui n'ont bénéficié, jusque là que de plantations arboricoles et de quelques travaux de CES. Parmi les CDI en place 12 ont été institutionnalisés en Associations et en GDA. Aussi, tous les PI et projets d'AEP créés et réhabilités sont nécessairement gérés par des GDA qui assurent les frais de fonctionnement et les petites réparations à partir des cotisations et la facturation de l'eau aux adhérents. Les grosses réparations sont assurées par le CRDA. Le fonctionnement des CDI et des GDA a été perturbé suite à la conjoncture de 2011 et un programme de rétablissement et de renouvellement des membres des GDA a été initié depuis début 2013. Une assistance externe intensive pourrait être mobilisée immédiatement pour appuyer les efforts de l'administration et renforcer la durabilité de ces structures. Cette conjoncture spécifique a perturbé aussi le déroulement des prestations de suivi et d'accompagnement des PDP et a freiné l'exécution des actions prévues dans les contrat-programmes établis avec les CDI. A ce jour, les réalisations physiques ont intéressé la quasi-totalité des composantes du projet avec une avancée relative des actions financées sur les ressources du FIDA et des retards des actions financées sur les ressources

⁶ La population de chaque secteur administratif (imada), pris comme unité territoriale de base pour la planification locale, a été organisée en Comité de développement (CDI) qui joue le rôle d'interlocuteur, représentant la population dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre du PDP.

du FEM. L'approche de développement adoptée, essentiellement géographique (54 PDP) a mené aussi à la dispersion des activités (saupoudrage) et les ressources financières du projet n'ont pu répondre, globalement, qu'à concurrence de 25% des investissements prioritaires, essentiellement, de désenclavement, l'alimentation en eau potable, de périmètres irrigués, et de plantation arboricole, identifiés dans le cadre des PDP touchant directement plus de 37 655 ménages (37655 personnes, 94% des prévisions) et environ 4750 ménages touchés indirectement (23 750 personnes, 68% des prévisions). Des financements additionnels sur les ressources du budget national et des programmes régionaux ont été mobilisés pour atteindre un niveau de satisfaction des besoins de l'ordre de 55% tout en favorisant les premiers lots de PDP au détriment des derniers.

9. Par ailleurs, la qualité des réalisations des infrastructures hydrauliques est satisfaisante alors que le niveau d'exploitation et de mise en valeur des PI et des projets d'AEP reste encore à améliorer vue l'importance socio-économique de ce type d'investissement. La qualité des pistes réalisées reste moyenne et certains tronçons ont été endommagés faute de budget d'entretien suffisant et de modestes qualifications des entreprises. Le tronçon de 3.5 km d'accès au Parc de Jbel Serj, en cours d'exécution, nécessite des mesures urgentes de stabilisation des ouvrages, de protection et de mitigation des risques environnementaux. D'autres tronçons ont accusé des retards dans l'exécution et la mise en exploitation. Le tissu communautaire et les organisations de base responsables de la gestion des infrastructures hydrauliques encore fragiles, la pression conjoncturelle exagérée de la population, et les structures administratives, conjoncturellement affaiblies, risquent de limiter le niveau d'exploitation de ces infrastructures.

10. En ce qui concerne le deuxième objectif relatif à la diversification et l'accroissement des possibilités d'emplois et d'investissements en milieu rural, réalisé en partenariat avec l'ODNO pour la promotion des PME et l'ANETI-BRETI pour les AGR, dans le cadre de conventions de partenariat signées avec le projet. Une première identification des créneaux porteurs dans le Gouvernorat de Siliana a été réalisée en 2005 dans le cadre d'une étude sur la petite entreprise et l'emploi financée par le FIDA lors de la conception du PDAI-II. Aussi, lors du processus de préparation et de planification des PDP à partir de 2007, les partenaires en charge de l'emploi et des microprojets ont été impliqués dans ce processus, ce qui a permis une identification participative plus concrète et plus ciblée des opportunités et des bénéficiaires. Les résultats réalisés par l'ANETI ont porté sur l'organisation des séances d'information et de sensibilisation au profit de 4143 jeunes dont 27% sont des femmes, l'étude de 1164 microprojets dont 22% de jeunes filles, le financement de 501 microprojets (soit 87% des prévisions) dont 26% pour les filles, dans les domaines de l'agriculture et l'élevage, des jardins d'enfant et des petits métiers. Les activités de l'ODNO pour la promotion de l'investissement consistent à l'étude de 203 projets dont 42 projets sont installés (soit 116% des prévisions du projet) avec un volume d'investissement de l'ordre de 7.6 millions de dinars, dans les domaines de l'agriculture, des textiles, de transformation des produits agricoles, et des petits métiers. Ces projets ont fourni 294 postes d'emploi. Il y a 43 projets qui sont au stade de recherche de financement avec un volume d'investissement de l'ordre de 11.2 millions de DT avec un nombre d'emplois escomptés de 360 postes. Si les niveaux d'identification et d'installation des projets ont fonctionné, avec un faible taux d'échec estimé à 7% par l'ODNO. Il reste beaucoup à faire en termes d'accompagnement de ces initiatives pour assurer leur durabilité qui reste fragile, en particulier pour les projets de textiles.

11. Le troisième objectif relatif au renforcement des capacités institutionnelles de l'administration et des bénéficiaires interfère avec les deux premiers objectifs en termes de renforcement des capacités des cadres de l'administration dans le domaine de l'approche participative et le développement local et d'accord de partenariat. A ce titre, et en plus des formations mentionnées ci-dessous, plusieurs formations ont été entreprises dans les domaines de la planification participative, du suivi-évaluation, de la gestion financière, de la cartographie et du système d'information géographique. Ces formations, malgré qu'elles aient été réalisées en l'absence d'un plan de formation structuré, ont eu un impact positif sur l'amélioration des capacités des cadres de l'UPLC, du CRDA et des autres partenaires régionaux surtout dans le domaine de l'approche participative. Dans les domaines du suivi-évaluation, la cartographie et la communication, l'impact est très limité. Le montage institutionnel de gestion du projet a été jugé relativement complexe du fait qu'il implique différents niveaux régionaux et centraux avec, parfois, des confusions dans les rôles et les tâches. Si l'Unité de planification locale et de coordination (UPLC), structure spécifique créée au sein du CRDA pour coordonner le projet, a réussi à jouer son rôle dans le domaine de la coordination de l'exécution des différentes activités du projet en concertation avec les structures techniques du CRDA et des administrations régionales et avec les différents partenaires, elle est restée toutefois non proactive

dans le pilotage stratégique du projet et peu active dans les domaines de coordination, en particulier pour les activités du FEM, de documentation, de capitalisation et de communication des acquis du projet. Malgré les tentatives de mise en place d'un système informatisé de suivi-évaluation dès le démarrage du projet, le suivi-évaluation est restée limitée au suivi physique et financier des activités du projet à travers les tableaux Excel sans pour autant généré des informations nécessaires à l'évaluation des effets et impacts du projet. Ceci constitue une contrainte importante pour la réalisation de cet objectif de renforcement de capacités institutionnelles.

12. En termes de renforcement des capacités des bénéficiaires, le projet a déployé peu d'efforts dans ce domaine et certaines formations entreprises étaient sur le tas dans le domaine du développement participatif lors de la préparation et l'accompagnement des PDP. Des formations techniques et spécifiques ont concerné les porteurs de projets et les agriculteurs et éleveurs dans leurs exploitations surtout à l'occasion de la mise en œuvre des activités de conseil et vulgarisation privée et l'accompagnement des éleveurs à travers les services de l'OEP contracté par le projet. La problématique de la collecte du lait revient chaque fois où une production additionnelle est constatée, du fait que les interventions n'ont pas adopté une approche filière touchant les principaux maillons relatifs à la commercialisation et à l'organisation socioprofessionnelle. Les structures socioprofessionnelles (GDA et SMSA) et les structures d'intérêt collectif sont fragiles et n'ont pas encore les capacités nécessaires pour constituer de véritables partenaires dans le processus de développement. Des réflexions, aux niveaux national, sont en cours dans le cadre de programmes, appuyés par la GIZ et par l'AFD dans l'objectif d'améliorer les assises juridiques actuelles de ces structures et les rendre plus fonctionnels et plus durable.

13. Le quatrième objectif du projet est lié à la Gestion Durable des Terres (GDT) qui doit être prise en compte comme un axe essentiel du développement local par l'ensemble des acteurs locaux et décideurs. Sur le plan conceptuel, le financement FEM a fait l'objet d'un projet qui s'appuie sur la complémentarité avec le PDAI II, pour contribuer à l'objectif global d'apporter des solutions à la dégradation des terres et les pertes en biodiversité dans les écosystèmes du nord du pays et atteindre les objectifs spécifiques suivants: (i) adoption d'une planification de l'utilisation des terres et d'une gestion améliorée des eaux, (ii) augmentation des investissements GDT dans des domaines productifs, tout en améliorant les conditions de vie des foyers aux revenus moyens et bas; et (iii) renforcement de la protection d'écosystèmes montagneux sylvo-pastoraux au sein du système national de zones protégées. L'entrée en vigueur de ce financement, avec un retard de trois ans par rapport au démarrage du PDAI-II, qui finance la composante relative à cet objectif, et la complexité relative de la structure de coordination et de gestion du projet, n'ont pas été en faveur d'une parfaite synergie et complémentarité des différentes interventions.

14. En termes de réalisations physiques GDT, les actions qui ont démarré ont concerné, l'engagement des travaux pour la réalisation de 3,5 km de pistes d'accès à Djebel Serj, le lancement des opérations de remembrement des terres morcelées sur 1500 ha, l'engagement des travaux d'amélioration pastorale sur les terres privées, à travers un contrat avec l'OEP, sur une superficie de 1050 ha, l'engagement des opérations de consolidation des ouvrages de CES et de reconversion des terres de céréales à faible productivité sur environ 400 ha moyennant la plantation d'olivier, le réaménagement de 4 pépinières forestiers. Pour les activités gérées par le Ministère de l'Environnement, un plan de gestion participatif pour le parc national de Jebel Esserj est en cours de finalisation, les travaux de construction du musée sont en cours avec d'achèvement et des supports de communication sur le parc Jbel Serj ont été élaborés. Les principales contraintes rencontrées dans la mise en œuvre de la composante GDT sont afférentes au manque de cadres dédiés aux activités spécifiques à cette composante et à l'insuffisance de coordination interne et entre les différents opérateurs de la composante.

15. Sur le plan financier, les engagements cumulés jusqu'à fin Mai 2014 sont de l'ordre de 56.2 million DT représentant 87 % du coût total du projet, dont 89% sont des engagements relatifs à la composante A (développement local intégré). Les paiements cumulés sont de l'ordre de 39.5 millions DT pour tous financements confondus soit 70% des engagements cumulés. Les engagements sur le prêt FIDA représentent 94.2 % du total du prêt et les décaissements sont de l'ordre de 66%. Les engagements sur les ressources de l'AFD sont de l'ordre de 7.2 million DT soit 100% des prévisions. Les engagements sur les ressources du don FEM sont de l'ordre de 3.8 million DT soit 51% des prévisions. Le taux de décaissements FEM est de 25%. Les niveaux actuels des engagements sur les ressources du FIDA et du FEM sont importants et permettent une amélioration substantielle des niveaux de décaissement les très prochains mois.

Compte tenu de ce qui précède la mission juge que dans l'ensemble l'exécution du projet est modérément satisfaisante

Mesures correctives/recommandations

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Achever et réceptionner tous les travaux et prestations en cours et à engager avant la date d'achèvement du projet, en particulier les infrastructures de base (Pistes, AEP, PI, protection des berges O Siliana)	CRDA UPLC DRH	31 décembre 2014 pour les prêts FIDA et 30 septembre pour le don FEM
Accélérer le rythme de décaissement aussi bien pour les Prêts du FIDA que sur le Don GEF	UPLC AT-FEM	80% pour les prêts et 50% pour le don FEM avant fin 2014
Soumettre au FIDA le rapport d'achèvement du projet (en particulier sur les ressources du FIDA)	UPLC	avant fin décembre 2014

C. Produits et effets

Composante A: Développement local intégré

16. L'objectif de la composante vise à engager à partir de l'échelle communautaire, un processus de développement local, capable de stimuler l'initiative et l'investissement des populations rurales en particulier dans l'agriculture et l'élevage et la valorisation et la conservation des ressources naturelles.

17. La conception du PDAI-II de Siliana, qui vient consolider et étendre les acquis du PDAI-I et prôner la promotion du développement local intégré en adoptant la mise en pratique d'une version améliorée de l'approche participative et intégrée (API) sur la base des expériences accumulées au cours du PDAI-I et par d'autres projets similaires dans la région⁷. Les éléments pertinents de cette amélioration sur le plan stratégique ont porté sur les principaux aspects suivants⁸ : (i) les PDP devraient constituer des outils de référence pour la planification locale en intégrant l'ensemble des actions de développement (amélioration des conditions de vie et des sources de revenus) et de gestion des ressources naturelles. Ces PDP devraient servir à l'ensemble des intervenants ; (ii) le secteur administratif (ou Imada) a été adopté comme la base territoriale de cette planification locale de manière à faciliter l'ancrage des PDP dans le dispositif de la planification locale et régionale, vu que cet espace constitue l'entité administrative de base en matière de délimitation territoriale et « l'identifiant » principal de la population rurale pour les services administratifs et les organismes de développement, (iii), les PDP devraient être élaborés et exécutés avec la participation effective des communautés et l'ensemble des intervenants et avec l'orchestration des cadres de concertation (conseil local et conseil régional) ; (iv) la population de chaque secteur administratif devrait être organisée en Comité de développement (CDI), jouant le rôle d'interlocuteur-décideur dans le processus d'élaboration et d'exécution des PDP vis-à-vis des intervenants et des autorités locales et régionales, en tant que représentant légitime de la population, (v) les PDP devraient être exécutés dans le cadre de contrat-programmes (CP) annuel endossés par le CDI, le CRDA et le conseil local ; (vii) Les PDP et les CP devraient être institués comme des outils de référence pour négocier et allouer des financements (notamment au sein des cadres de concertation au niveau local et régional) et constituer les documents de référence pour le suivi-évaluation des actions et de la dynamique de développement communautaire.

18. La prise en compte de l'ensemble de ces considérations dans la mise en œuvre de l'approche préconisée devrait permettre, outre la réalisation d'investissements et des résultats, de jeter des bases et de fournir des éléments de réflexion pour l'évolution des politiques et des stratégies en

⁷ Projet de développement des zones montagneuses et forestières du Nord-Ouest, et dont la 4^{ème} phase est en cours d'exécution (PNO4) et le Projet de gestion des ressources naturelles (cofinancés par la Banque Mondiale) et le Financement cadre de gestion des bassins versants.

⁸ L'évaluation du PDRI de Siliana avait recommandé l'adoption, pour la seconde phase, d'une démarche effectivement participative, menée dans le cadre d'une approche de développement local, conjuguant activités agro-sylvo-pastorales, extra-agricoles et services de proximité qui devrait avoir une portée stratégique et un impact sur les dynamiques locales de développement. Cette approche devrait se traduire dans la conception des instruments, des modes d'intervention et dans le montage institutionnel du projet qui devrait permettre de conjuguer efficacement les dynamiques propres des diverses institutions/acteurs locaux.

matière de développement local, de gestion durable des ressources naturelles et d'équité entre les genres⁹.

A.1. Appui aux organisations de base des populations

19. **Organisation de la population et dynamique communautaire.** A ce jour, 54 CDI ont été créés et ont participé activement à l'élaboration des PDP dans l'ensemble des secteurs administratifs ciblés par le projet. Ils veillent à la mise en œuvre des PDP en partenariat avec le projet et les autres intervenants. La mise en place des CDI, bien qu'ils soient informels, a permis de combler un vide socio-institutionnel et de structurer et améliorer nettement les relations et la collaboration entre les populations et les services publics en améliorant la communication et la transparence dans les procédés de planification, de programmation et d'exécution des actions de développement. En participant au choix des actions et au suivi de leur exécution dans le cadre des CPA, les CDI ont joué un rôle essentiel dans la mise en place d'une dynamique communautaire tout en atténuant les conflits sociaux. Cette dynamique a rendu plus facile la communication entre les divers groupes d'intérêt au sein des populations pour identifier et prioriser d'une manière consensuelle les besoins et les actions à entreprendre dans le cadre des PDP et d'assurer un ciblage des interventions et des bénéficiaires.

20. En plus des CDI et des GDA eau existant, le projet a soutenu la mise en place de 12 groupements de développement agricole (GDA) qui sont des structures formelles. Cette action s'inscrit dans une stratégie de redéfinition des rôles et attributions du secteur public et de l'administration en transférant à ces GDA la gestion des systèmes d'alimentation en eau potable et de systèmes d'irrigation dans les périmètres irrigués. Une formation de base¹⁰ a été dispensée à 41 membres appartenant à 15 GDA pour une durée de 5 jours (avril-mai 2013). Le projet a aménagé des locaux pour 5 GDA.

21. Par ailleurs, et afin d'aider la population à trouver des financements complémentaires pour réaliser leur PDP, le projet a encouragé des CDI à créer des associations de développement formelles. A ce jour, 5 sont déjà créées¹¹ et 5 en cours). Cette initiative vise aussi à donner une légitimité administrative et socio-institutionnelle aux organisations locales de la population et assurer une certaine continuité de la dynamique de développement communautaire après projet.

22. **Préparation et accompagnement de PDP.** Le projet a initié et soutenu l'élaboration de 54 PDP (100% des prévisions) qui ont servi comme outil de planification et de priorisation des activités, aussi bien pour le projet que pour les autres programmes régionaux. Les 4 premiers PDP¹² ont été élaborés en 2007 à titre pilote dans le cadre de formation-action réalisée lors de la préparation du PDAI-II et financée par le FEM (PDF-B) pour affiner l'itinéraire méthodologique d'élaboration des PDP et servir de modèle. Cette formation avait concernée les cadres du CRDA de Siliana, les ONG locales et les bureaux d'études potentiellement intéressés à collaborer ultérieurement, entant que prestataires, pour aider les communautés à élaborer et mettre en œuvre leurs PDP. Les acquis de cette formation ont permis au CRDA d'élaborer en régie 8 autres PDP¹³ (3 en 2007 et 5 en 2008). Les 42 autres PDP ont été élaborés par des prestataires de services (21 PDP par 4 bureaux d'études privés et 21 par 2 ONG locales). Ces prestations ont été financées totalement par le Prêt (FIDA) alors qu'il est prévu le financement de 15 sur le Don (FEM) à cause du retard de la mise en vigueur de ce Don.

23. L'accompagnement¹⁴ de la mise en œuvre de 42 PDP (78% des prévisions) a été également sous-traité aux bureaux d'études et aux ONG locales à raison de 12 à 15 PDP par prestataire. Une

⁹ L'évaluation du programme pays du FIDA avait recommandé de ne pas limiter le champ d'intervention des projets futurs aux seules activités agricoles et de les concevoir comme des instruments d'innovation en matière de stratégies de développement qui devaient apporter une contribution au dialogue sur les politiques de développement rural.

¹⁰ La formation des GDA a porté sur 5 modules : (i) Planification et gestion des activités d'un GDA, (ii) Gestion administrative et financière, (iii) Management du personnel et des adhérents dans la gestion du GDA, (iv) Notion de partenariat et relation avec l'administration, (v) Élaboration du programme d'exploitation, de distribution de l'eau et d'entretien du réseau.

¹¹ El Louza et Fdhoul (à Kesra) ; Ouled Znag (à Siliana Sud) ; Ahouaz Bargou et Sidi Said (à Bargou)

¹² PDP pilotes : Haria (Rouhia), Sayar (Makthar), El Hammam (Kesra), Sidi Morched (Siliana Sud)

¹³ Les 8 PDP élaborés en régie par le CRDA : Sidi Mansour et Sidi Hmada (Siliana Sud), Jmilette, Hbabsa Sud et Hbabsa Nord (Rouhia), Soualem (Makthar), Henchir Roumen (Bourada), Bhirine (Bargou)

¹⁴ Les prestations principales assurées par les bureaux d'étude et les associations sont : l'encadrement et l'assistance aux communautés pour l'élaboration de leurs PDP ; l'établissement des CPA ; l'appui à la mise en œuvre, le suivi et

équipe, formée d'un agro-économiste (chef d'équipe) et d'un animateur ou vulgarisateur animateur, est chargée d'assurer l'accompagnement de 12 à 15 PDP. A ce stade, cette prestation est achevée pour 12 PDP et en cours pour 30 autres. L'accompagnement des 12 derniers PDP est assuré par le CRDA vu que les réalisations sont limitées. La mise en œuvre des PDP a été ralentie voire freinée pendant la période post-révolution (2011/2012), qui a coïncidé avec la phase de croisière de l'exécution du projet. Le contexte post-révolution a été marquée par les effets majeurs suivants : (i) la dissolution des cadres de concertation (conseil local et conseil régional) qui avaient un rôle essentiel dans le dispositif de planification et de programmation des actions de développement au niveau local et régional (arbitrage, mobilisation des acteurs et des financements additionnels) ;(ii) la remise en cause de la représentativité et de la légitimité de nombreuses organisations locales formelles ou informelles créée notamment dans le cadre du projet ;(iii) la remise en cause du contenu de certaines actions dans les PDP par rapport aux nouvelles exigences et à la forte demandes des populations en voulant obtenir des solutions immédiates à des problèmes complexes (emploi, amélioration des infrastructures, création des sources de revenus pour un nombre importants de demandeurs); et (iv) l'affaiblissement des administrations et de leurs capacités d'intervention. Ces administrations ont continué à fonctionner en dépit de ces contraintes.

24. Afin d'atténuer cette pression sociale et mieux répondre à certains besoins prioritaires de la population, un prêt additionnel de 5 M\$ a été accordé par le FIDA et la date d'achèvement du projet a été prolongée de 18 mois, à la demande du gouvernement. Ceci a permis au projet de consolider ces interventions et d'adapter son approche d'intervention au nouveau contexte.

25. **Mise en œuvre des PDP et réponse aux besoins des populations.** Sur la base des résultats de l'évaluation à mi-parcours du projet, on peut distinguer trois catégories de secteurs selon la consistance des PDP, la diversité des actions réalisées et le volume des investissements consentis :

- (i) un premier groupe de 10 secteurs administratifs¹⁵, pourvus d'un potentiel d'intensification des systèmes de production, ces secteurs ont bénéficié de la majorité des activités éligibles au financement du projet avec principalement la création ou la réhabilitation des périmètres irrigués, les activités d'amélioration des infrastructures de base, des aménagements de conservation des terres (travaux de CES, plantation arboricole, remembrement) et des actions de formation et d'appui conseil. Les investissements réalisés directement par le projet sont compris entre 0,7 MDT (El Hammam) et 1,875 MDT (El Haria) et représentent environ 60 à 75% des prévisions retenues dans les PDP.
- (ii) Un deuxième groupe de 8 secteurs administratifs¹⁶ qui ont bénéficié d'une gamme d'actions plus réduite dont principalement les aménagements de CES, l'amélioration de quelques infrastructures de base, les plantations arboricoles et des actions d'appui-conseil. Les investissements réalisés par le projet sont en moyenne en dessous de 0,5 MDT et moins de 30% des besoins exprimés dans les PDP.
- (iii) Un troisième groupe de 24 secteurs, qui n'ont bénéficié que de quelques plantations arboricoles fruitières et agropastorales et d'interventions limitées d'appui conseil. On peut citer à titre d'exemple Smirat Sud et Smirat Nord, Garia Nord et Garia Sud,

26. En dépit des efforts déployés et vu la diversité et l'importance des besoins, la cadence d'exécution des PDP, 6 mois avant l'achèvement du projet, ne permettra pas d'atténuer significativement les écarts importants entre le volume des investissements identifiés dans les PDP et les taux de réalisations. A titre d'exemple, les investissements réalisés par le projet dans le cadre du PDP de Sidi Mansour (1,623 MDT) représentent 21% des prévisions globales du PDP et 64% des investissements programmés sur le projet. De même pour le secteur de Sidi Morched, où les investissements réalisés par le projet (1,3 MDT) représentent 34% du montant total du PDP et 62% des investissements prévus par le Projet. Toutefois, les financements additionnels sur les ressources du budget de l'Etat et des programmes régionaux ont contribué partiellement à la satisfaction relative des besoins.

l'évaluation participative des CPA pour les 3 années prévues pour l'exécution du PDP ; l'assistance à l'élaboration d'un PDP de consolidation

¹⁵ Haria, Rouhia, Sidi Hmada, Sidi Mansour, Sidi Morched, El Hammam, Jmilette, Bhirine, Sayar, Msahla

¹⁶ Hbabsa sud, Soualem, Hmama, Chouarnia, Ellouza, Fdhoul, O.Zneg et O.Frej

27. Ces constats reflètent l'inadéquation entre l'étendu de la zone d'intervention du projet (54 secteurs parmi les plus pauvres et les plus affectés par la dégradation des ressources naturelles) et les moyens financiers d'une part, et les capacités de réalisation, d'autre part. Le contexte post-révolution a certes amplifié ces contraintes en limitant les possibilités de mobilisation des financements complémentaires. Cette situation a contribué à la fragilisation de la légitimité des organisations locales formelles ou informelles initiées et soutenues par le projet. Les CDI et les structures formelles (GDA et associations) sont loin de constituer des structures capables de gérer les acquis générés par le projet et d'assurer la continuité de la dynamique de développement communautaire après projet. Ces organisations locales sont dépourvues de moyens d'action et n'ont pas les capacités d'organisation nécessaire pour jouer leur rôle dans le contexte actuel sans un appui de proximité efficace et continu.

28. Pour redynamiser et améliorer la durabilité des structures paysannes, il est recommandé que le projet mobilise, en synergie avec le programme national appuyé par la GIZ et l'AFD, un appui intensif immédiat à ces structures et organise un séminaire national, voir international, à l'occasion de la clôture du Projet, pour capitaliser et diffuser les acquis de l'expérience acquise dans le cadre du PDAI (1^{ère} et 2^{ème} phase). Cette initiative doit être inscrite dans une vision stratégique visant à apporter une contribution aux réflexions sur la promotion du développement local et la décentralisation (modes d'organisation des populations en milieu rural, ancrage et institutionnalisation de l'API, bonne gouvernance locale et gestion durable des ressources naturelles, création d'emploi et soutien à la petite et moyenne entreprise, mécanisme de financement et d'encouragement des groupes vulnérables).

A.2. Conseil agricole aux producteurs

29. **Vulgarisation et conseil agricole privés.** L'appui conseil et la vulgarisation agricole ont été confiés à deux bureaux d'études pour une durée de 3 ans à partir d'avril 2010 jusqu'à juillet 2013. Ces actions ont été menées dans 17 secteurs administratifs, répartis entre les deux bureaux (8 dans le nord du gouvernorat et 9 dans le sud du gouvernorat). Chaque bureau a mobilisé une équipe multidisciplinaire de 5 spécialistes- matières¹⁷, coordonnée par un vulgarisateur polyvalent qui réside dans la zone du projet et qui assure la coordination des interventions et la liaison entre les agriculteurs et les partenaires. L'Agence de vulgarisation et de la formation agricole (AVFA) et les services techniques du CRDA ont été associés dans la conception et le suivi de ces prestations. Les besoins ont été identifiés sur la base d'un diagnostic participatif auprès de 500 exploitations et les interventions ont ciblés directement 250 petits et moyens agriculteurs qui ont été choisis avec les membres des CDI sur la base d'un certain nombre de critères convenus par les différents intervenants.

30. L'auto-évaluation de ces actions a montré que 30% des agriculteurs ont suivi et appliqué avec maîtrise les conseils, 55% ont appliqué partiellement les conseils et 15% n'ont pas pu le faire. Ces résultats mitigés sont expliqués par les difficultés rencontrées par la majorité d'agriculteurs pour acquérir les intrants et les équipements nécessaires à cause de leur cherté par rapport aux capacités financières limitées des agriculteurs. Un appel d'offre a été lancé à la fin du mois de mai 2014 pour évaluer cette expérience innovatrice d'appui conseil et de vulgarisation réalisé par le secteur privé. Il faut s'assurer que les résultats de cette évaluation seront disponibles avant l'achèvement du projet.

31. **Conseil en élevage.** Conformément aux prévisions, l'encadrement technique des producteurs laitiers soutenu par le projet est assuré par l'OEP dans le cadre d'une convention entre le CRDA et l'OEP pour une durée de 5 ans à partir de février 2010. Ces prestations ciblent les petits et moyens éleveurs, choisis selon la démarche et les critères appliqués dans le cadre du programme national d'encadrement des moyens éleveurs par l'OEP, dans les différentes zones d'intervention du projet. Le conseil personnalisé est dispensé à 105 éleveurs (à raison de 3 visites par mois en moyenne) répartis dans 19 secteurs administratifs et qui possèdent au total un cheptel de 550 têtes vaches laitières. D'autres éleveurs (450 éleveurs) bénéficient des journées d'information et d'un appui technique ponctuel à la demande.

32. L'appui conseil aux ateliers de production animale couvre des activités d'information, de sensibilisation et de conseil technique dans les domaines suivants : (i) conduite du cheptel bovin

¹⁷ Un vulgarisateur coordinateur, un technicien en grande culture, un technicien en arboriculture, un zootechnicien, 1 technicien en cultures maraichères et 1 technicien à la demande selon le besoins dans d'autres domaine (petit élevage, transformation des produits agricoles...)

laitier (reproduction, amélioration génétique, santé animale, alimentation...) ;(ii) production fourragère à la ferme et amélioration de la qualité des fourrages. Ceci avec le but de (1) permettre aux éleveurs d'augmenter la productivité de leurs ateliers d'élevage tout en maîtrisant les coûts de production ; et (2) l'amélioration de la qualité du lait. L'appui aux centres de collecte de lait facilitant ensuite de la commercialisation

33. Le suivi des paramètres techniques de l'élevage, réalisé par la Direction régionale de l'OEP de Siliana auprès de 59 éleveurs au cours de trois dernières années a permis de constater les évolutions suivantes : (i) une augmentation du cheptel bovin laitier¹⁸ de 1,3 têtes par éleveur en moyenne. Cette augmentation est corrélée à l'augmentation de la superficie affectée aux cultures fourragères qui est passée de 14,5% à plus de 75% de la surface agricole utile¹⁹ ; (iii) une progression de la production laitière de 3,3 litres en moyenne par vaches à 11,6 litres; (iv) le nombre d'éleveurs qui vendent leur lait aux centres de collecte est passé de 40 à 98% et ceux qui pratiquent la traite mécanique a progressé de 13,5% à 57% ; (v) l'ensemble des éleveurs accède aux services vétérinaires, (vi) sur le plan économique, la marge nette par litre de lait est passée de 18 millimes en 2010 à 39 millimes en 2013 (soit un gain supplémentaire de 21 millimes par litre). Cet impact a été suivi régulièrement au niveau des ateliers de production laitière (regroupant une vingtaine d'éleveurs).

34. Le suivi de ces différents impacts générés par l'approche conseil, soutenue par le projet, doit être continué et confirmé par une évaluation externe afin de tirer des orientations stratégiques. Les résultats de cette évaluation seront d'une grande utilité pour adapter et étendre l'approche à d'autres éleveurs et l'inscrire dans une stratégie globale d'amélioration durable de l'élevage chez les petits et les moyens éleveurs.

35. **Recherche-développement.** La réalisation de cette action a été confiée au Pôle de recherche du Nord-Ouest dans le cadre d'une convention signée en mars 2012. Elle devrait porter sur les six thèmes suivants: (i) Développement des grandes cultures en irrigué; (ii) développement des techniques d'alimentation des ovins et des caprins; (iii) développement du secteur oléicole; (iv) développement de l'écotourisme; (v) étude sur les systèmes de gestion des ressources naturelles; et (vi) diversification des sources de revenus des familles pauvres. Les travaux ont démarré mais n'ont pas produits de résultats substantiels à ce jour. L'établissement des référentiels technico-économiques ou l'amélioration de ceux qui existent²⁰, prévu par le projet et retenu dans le cadre de la convention avec le Pôle de recherche n'a pas été réalisé à ce jour²¹.

36. Un rapport complet sur les actions de recherche-développement doit être préparé et transmis au FIDA avant la fin du mois de juillet 2014.

A.3. Soutien à la production agricole

37. **Actions de soutien au développement de l'arboriculture.** Les superficies des plantations arboricoles (olivier, amandier, figuier, cerisier, pêcher et pommier) encouragées par le projet (fourniture des plants et appui technique) ont atteint 9349 ha (à raison de 2 ha en moyenne par agriculteur) avec un taux de réussite estimé par le CRDA à 80%. La moitié de ces plantations est actuellement en production. Ces réalisations représentent 181% des prévisions totales du projet. Il est prévu d'encourager la plantation de 2200 ha au cours de l'année 2014. La contribution des agriculteurs, estimée à plus de 75% de l'investissement, consiste à la préparation du sol, la plantation et l'entretien sur leur propre fond.

38. Les agriculteurs ont exprimé des besoins en formation et en appui technique pour assurer la bonne conduite de leurs plantations. La majorité des agriculteurs ont beaucoup de difficultés à trouver des tailleurs pour entretenir leurs plantations. Une formation de ce corps de métier est devenue indispensable compte tenu de la forte demande et l'importance des superficies. Il est recommandé que le projet assure une formation des jeunes de la région dans ce domaine dans les

¹⁸ L'effectif du cheptel laitier est en moyenne de 5 vaches laitières par éleveurs

¹⁹ La surface agricole utile est en moyenne de 7,5 ha par éleveur

²⁰ Il existe actuellement quatre référentiels technico-économiques : un pour l'élevage et l'amélioration pastorale, un pour les grandes cultures et cultures fourragères, un pour l'arboriculture (y compris les espèces semi-forestières) et un pour la CES

²¹ Les thèmes retenus, sur la base des potentialités de la région et des capacités d'amélioration, se rapportent aux produits forestiers non ligneux, à l'amélioration pastorale, à l'arboriculture fruitière et aux espèces semi-forestières, aux grandes cultures et élevage et à la CES.

prochains mois et établit un plan d'appui-conseil permettant aux agriculteurs d'assurer la conduite et la gestion appropriées de leurs plantations.

39. **Opérations de remembrement.** Le remembrement des terres agricoles en sec, soutenu par le projet dans le cadre d'une convention avec l'Agence Foncière Agricole (AFA) a été achevé sur 1500 ha au profit de 708 agriculteurs dans les secteurs de Harai (Rouhia) et de Sidi Morched (Siliana Sud). Les agriculteurs ont déjà acquis leurs parcelles selon le nouveau lotissement adopté dans le plan de remembrement. L'AFA a déposé le plan de remembrement aux services des affaires foncières concernés afin de permettre aux agriculteurs d'obtenir leurs certificats de propriété. A travers cette opération le nombre de parcelles par exploitant est passé de 865 à 717 et les contraintes initiales d'accès aux parcelles ont été résolues. Ceci a permis aussi d'améliorer très nettement les techniques culturale et donner plus de valeur à la terre qui a été multiplié par cinq à dix par rapport à la situation initiale. Un autre contrat a été signé en juillet 2011 avec l'AFA pour le remembrement de 1500 ha sur les ressources du FEM. Les travaux sont en cours (taux de réalisation de 40%).

40. **Formation des bénéficiaires.** Cette action a été menée dans le cadre de partenariats avec d'autres intervenants. Les formations ont concernées : (i) un groupe de 42 agriculteurs qui a bénéficié de deux sessions de formation sur la gestion des réseaux d'irrigation à la parcelle visant à augmenter le rendement et l'efficacité de l'irrigation dans les périmètres irrigués (Délégation de Gaâfour) et sur la conduite de l'élevage bovin et son intégration dans les exploitations agricoles irriguées (Bargou). La formation a été assurée par le Centre de formation professionnelle agricole d'El Gantra (Siliana Sud) et elle a permis aux bénéficiaires d'obtenir des crédits octroyé par l'ONG El-Wifak de Bargou pour acquérir des vaches laitières ; (ii) un groupe de 20 femmes rurales, qui a eu une formation en petit élevage (aviculture de ferme, cuniculture, apiculture) réalisée en étroite collaboration avec l'ANETI, un bureau de formation privé et l'ONG El-Wifak de Bargou ; (iii) un groupe de 18 femmes rurales dans la délégation de Makthar, qui a bénéficié d'une formation en cuniculture et d'un accompagnement technique pour installer et gérer ses microprojets. Cette prestation a été réalisée par une technicienne promotrice et formatrice en la matière dans le cadre d'un partenariat Privé – Privé.

41. Un suivi de l'impact des ces différentes formations et des microprojets méritent d'être réalisés avant la fin du projet en étroite collaboration avec les partenaires concernés.

42. **Formation des organisations locales des populations.** Les CDI ont bénéficié d'une formation dans les domaines suivants : (i) la méthodologie de mise en œuvre du PDAI (organisation de la population, étapes d'élaboration des PDP et processus de sa validation) ; (ii) le rôle et les missions d'un CDI ; (iii) l'utilisation des outils pour réaliser le diagnostic participatif, la planification et la programmation des actions de développement ; (iv) l'élaboration d'un plan de travail d'un CDI. Ces formations ont été réalisées par les bureaux d'étude en charge de l'accompagnement de la mise en œuvre des PDP et ont concerné les membres de 42 CDI pour une durée de 6 jours par groupe de 12 personnes. Une formation de 15 GDA est en cours de réalisation par un bureau privé pour une durée de 35 jours.

43. **Actions de démonstration.** Ces actions ont porté essentiellement sur : (i) l'acquisition des semences fourragères pour 159 parcelles chez des petits agriculteurs (83,5 ha) ; (ii) l'acquisition des produits de traitement utilisés dans le semis direct pour une superficie emblavée de l'ordre de 792 ha et (iii) l'achat et la distribution de 765 portes greffes pour améliorer la conduite de pêcher de Bargou au profit de 15 bénéficiaires.

A.4. Conservation et protection des ressources naturelles

44. Cette sous composante rentre dans le cadre de la protection et la conservation des eaux et des sols dans une région la plus touchée par le phénomène de dégradation. Elle a été financée, principalement, dans le cadre du FCGBV-AFD sur la base d'une étude de planification et priorisation des travaux de CES et sur le programme national

45. **Programme FCGBV.** Les principales réalisations effectuées sur le financement de l'AFD-FCGBV ont porté sur: i) 61 ouvrages de recharge ou de protection en gabion; ii) 1573 ha de protection des ravins ont été construits, souvent en maçonnerie de pierres sèches; et iii) des travaux de végétalisation des ravins ont été réalisés sur une superficie de 510 ha et 580 ha identifiés et les marchés sont en cours de signature et les travaux démarreraient en novembre 2014. En plus de ces travaux, le projet a réalisé les études de treize (13) lacs collinaires et la réalisation de six (06) ouvrages. Deux (2) autres lacs sont en cours d'engagement.

46. Dans le cadre du même financement de l'AFD les travaux suivants ont été réalisés: i) aménagement de 850 ha de banquettes mécaniques; ii) la protection de 1435 ha par des cordons en pierres sèches; iii) des travaux d'entretien et de sauvegarde sur une superficie de 550 ha; iv) la protection des cours d'eau par la construction de sept (07) murs de soutènement ; v) plantations arboricoles pour consolidation des banquettes et ouvrages de CES sur une superficie de 1200 ha; et vi) l'aménagement de 200 ha par de seuils en pierres sèches et 211 ha en cours de réalisation et dont les travaux sont avancés à 80%. En revanche, aucune réalisation n'a été concrétisée au niveau des banquettes manuelles (1000 ha prévus) et de la mise en œuvre de techniques biologiques (1000 ha sont prévus). Dans le cadre de ce programme, le CRDA a retenu, pour l'année 2014, les actions suivantes ; i) La correction des ravins sur une superficie de 1580 ha dont les marchés sont en cours de signature; ii) 1435 ha de cordons en pierres sèches ; iii) des travaux d'entretien et de sauvegarde sur 1650 ha dont 550 ha sont déjà aménagés ; et iv) aménagement de 1110 ha de seuils en pierres sèches.

47. **Programme National.** En plus des travaux mentionnés ci-dessus, l'Arrondissement CES a réalisé sur le programme national de 2009 à 2013 plusieurs autres travaux, dont les plus importants sont: i) aménagement par des ouvrages simples (cordons, banquettes, correction des ravins, ...) sur une superficie totale de 9022 ha ; ii) 2834 ha de plantations pastorales ; iii) 44 ouvrages de recharge; iii) 25 ouvrages de correction des ravins; iv) 6 lacs collinaires; et v) la sauvegarde et l'entretien des travaux sur 14278 ha. Les actions retenues pour 2014 et en cours d'exécution sont : i) aménagement de 4550 ha par des ouvrages simples (cordons, banquettes ...) ; ii) 500 ha de plantations pastorales, iii) réhabilitation de 04 lacs colinéaires et création d'un lac, iv) la sauvegarde des plantations sur 1822 ha; et iv) 10 ouvrages de correction des ravins.

48. D'une manière générale, la qualité des travaux de CES est globalement satisfaisante. Toutefois la mission a constaté que le choix de certaines techniques n'est pas approprié (banquette sur les terrains à faible pente inférieur à 5%). Les réalisations sur le programme FCGBV, en matière d'aménagement, sont encore largement en dessous des prévisions du projet même si d'autres actions non prévues ont été réalisées comme les lacs collinaires. Cette situation pourrait s'expliquer, essentiellement par le fait que ce programme est piloté à l'échelle nationale et concerne plusieurs Gouvernorats. Toutefois, cette modeste contribution est largement atténuée par l'effort consenti dans le cadre du programme national.

49. Les principaux constats pourront être récapitulés comme suit: i) la difficulté de concilier entre une approche participative à la demande avec les exigences d'une approche technique obéissant à une logique d'intervention exhaustive de l'amont vers l'aval; ii) l'énorme inadéquation entre les besoins impressionnants et les ressources disponibles (durée et ressources financières et humaines); iii) une faible intégration entre les travaux de CES avec les autres activités du projet. On peut citer comme exemple l'opportunité manquée d'associer systématiquement des travaux de protection des ravins avec les travaux de construction des pistes surtout au niveau des tronçons très vulnérables aux crues; et iv) le manque d'études d'évaluation des impacts réels des ouvrages de CES (reconstitution des sols dénudés, développement du couvert végétale, recharge des nappes,...).

50. **Financement FIDA.** Compte tenu de la dévaluation du dinar tunisien, des reliquats importants ont été constatés, la mission FIDA de supervision de novembre 2013 a retenu un projet d'aménagement d'un tronçon de l'oued de Siliana par des actions de protection des berges (murs de soutènement, seuils de stabilisation et correction du lit de l'oued). Les berges de l'oued ont subi des dégâts importants, le long de 15 km environ, entre les deux barrages de Lakhmès et Siliana, causés par les crues de 2011 affectant les terres agricoles (glissement), l'infrastructure et les habitations limitrophes à l'oued. Cet aménagement permet de: i) protéger les parcelles productives (plantations arboricoles, cultures maraichères et annuelles) et les équipements installés dans ces parcelles, ii) d'atténuer les effets érosifs des grandes crues à caractères destructifs; et iii) garantir la durabilité des investissements agricoles dans les parcelles à risque vis-à-vis les effets des crues, surtout que ces parcelles appartiennent à des petits agriculteurs et des jeunes promoteurs. L'aménagement retenu par le projet répond aussi aux objectifs de la gestion durable des terres. Dans ce cadre, le CRDA a réalisé une étude qui a prévu un montant d'investissement de 8 MD pour la protection de la zone agricole exposée aux hauts risques d'inondation causés par l'oued Siliana. Le lot 1, d'un montant de 1.835 MD a été engagé sur les ressources du budget national et le lot 2 pour un coût estimatif de 2,22 MD est pris en charge sur les ressources du prêt FIDA et qui faisait partie du PTBA 2014 ; le rapport de dépouillement est approuvé par la commission des marchés et le démarrage des travaux est visé en juillet 2014.

51. Amélioration des parcours privés et de protection et développement du domaine forestier. Ces activités, prévues sur le financement FEM, pour des superficies respectifs de 1600 ha et 2600 ha (selon le rapport de formulation). Une convention a été signée avec l'OEP pour la réalisation de 1050 ha d'amélioration pastorale. Le niveau d'exécution est de 60%. Une DAO est en cours de non objection par le FIDA pour le reboisement de 430 ha.

A.5. Aménagements hydro agricoles

52. Aménagement de périmètres irrigués sur forages. Le projet a prévu au total l'aménagement de 350 ha, dont 200 ha de création de nouveaux périmètres et 150 ha de réhabilitation de périmètres existants. Pour les créations, les réalisations ont porté sur l'aménagement et l'équipement de neuf nouveaux périmètres totalisant une superficie de 445 ha (*127% des prévisions*) bénéficiant à 305 exploitants. En plus de l'aménagement des systèmes d'irrigation, dix (10) km de pistes non revêtues ont été aménagées à l'intérieur de ces périmètres. Les travaux ont été achevés à 100% pour tous les nouveaux périmètres à l'exception du périmètre Sidi Ennawi qui nécessite la réhabilitation des deux conduites (refoulement et distribution) endommagés par les crues de 2013. Une deuxième consultation pour la modernisation des tronçons endommagés a été lancée et la mise en eau est visée en septembre 2014. Pour ce qui concerne les travaux de réhabilitation, le Projet a engagé, depuis 2010 des travaux pour la réhabilitation de 4 périmètres existants totalisant 206 ha (178 exploitants), soit *137% des prévisions*. Les travaux sont achevés à 100% au niveau des périmètres Sodga III (45 ha) et Sdi Hmada-dadine; par contre, pour les deux (02) autres périmètres, le taux d'avancement est de 95% et la réception des travaux est visée au plus tard en Aout 2014. En outre, le projet de la réhabilitation du périmètre Soualem (50 ha, 35 bénéficiaires) a été abandonnée avant son démarrage. Le forage réalisé dans le cadre de ce projet, sera réservé pour le renforcement des besoins en eau potable de 1038 habitants. Dans le cadre de la réhabilitation de ces quatre périmètres, 7 km de pistes internes non revêtues ont été réalisés.

53. Le schéma dominant de la mise en valeur pratiqué dans les périmètres est axé sur la plantation arboricole (pommier, olivier et cerisier), les cultures maraîchères et les grandes cultures. L'arboriculture fruitière occupe la principale spéculation demandée par les agriculteurs. La mise en valeur a démarré dans huit (8) périmètres aménagés, sur les douze (12) retenus par le projet, alors que pour les autres (04) le démarrage de la mise en valeur est prévu à partir de la prochaine campagne agricole et qui restera tributaire de l'achèvement des travaux prévus au plus tard en septembre 2014. Les niveaux d'exploitation et d'intensification des périmètres publics irrigués en exploitation sont relativement acceptables compte tenu du fait qu'ils sont en phase de démarrage. En effet les taux d'intensification sont compris entre 58% (périmètre Oued Zguifa) et 112% (périmètre Sodga III); le taux d'intensification du périmètre S'mati, le plus grand périmètre irrigué aménagé par le projet, est de 75% après deux ans de mise en eaux. Ce taux est de 100% au niveau des périmètres de Hbabsa 1 et 2.

54. Les aspects de diversification, de maîtrise de l'irrigation, de la rotation agronomique appropriée et de la gestion de l'eau doivent être enseignés aux irrigants et GDA. En effet la mission a relevé une vision dans ce cadre pris en compte dans la valorisation des eaux. Cette valorisation doit analyser et intégrer tous ces facteurs. En effet la mission a insisté sur la gestion rationnelle des ressources en eau en tenant compte des disponibilités en eau des forages. Tout dépassement dans les superficies autorisées de l'arboriculture risquerait de déséquilibrer le bilan ressources en eau-besoins effectifs en eau d'irrigation. Cette situation pourrait être constatée dans les périmètres de Rouhia. L'objectif visé par le projet des ces aménagements ne peut donc être atteint, que dans les conditions suivantes : i) l'encadrement et l'appui des GDA pour assurer la gestion/ entretien des infrastructures réalisées ; ii) la formation des irrigants pour appliquer le schéma de mise en valeur proposé pour chaque périmètre ; et iii) la formation des GDA à l'exploitation des réseaux surtout ceux qui comportent des ballons de régulation et de mise en charge (exemple périmètre Sidi Mouallah à Rouhia).

55. Le projet a réalisé plusieurs aménagements hydro-agricoles dans la plaine de Rouhia. Les aménagements ont été achevés et la mise en valeur agricole dans ces périmètres a démarré. Cette plaine a connu durant les trois dernières années, une extension importante des surfaces plantées en arboriculture (pommier) par l'initiative des agriculteurs à l'extérieur des périmètres publics irrigués créés par le CRDA de Siliana. Ces jeunes vergers sont irrigués à partir de forages, creusés dans leur majorité d'une façon illicite, captant la nappe profonde. L'accroissement important du nombre de forages permet de constater ce qui suit: i) le niveau hydrostatique de la nappe a baissé ce qui a obligé certains agriculteurs à approfondir leurs puits et à réaliser des sondages de plus en plus

profonds ; ii) depuis 2011, le bilan de la nappe est négatif ; en effet le taux d'exploitation actuel est de 126% et serait plus élevé durant les prochaines années où les plantations atteindront la croisière de leur production ; et iii) la forte demande en eau d'irrigation durant les années à venir, à la cadence actuelle ou même plus, laisserait à craindre, l'émergence de conflits sociaux entre les irrigants des deux nappes (phréatique et profonde). Garantir la pérennité de l'exploitation durable de la nappe de Rouhia nécessite une gestion intégrée de ses ressources renouvelables. La gestion de contrôle de l'exploitation de cette nappe nécessite l'intervention sur le milieu physique (délimitation d'un périmètre de sauvegarde) et un régime rationnel d'exploitation. Cette situation impose donc la réalisation d'une étude dont les objectifs sont : i) établir un inventaire exhaustif des points d'eau dans la plaine de Rouhia captant les deux nappes ; ii) évaluer le bilan des deux nappes, par plusieurs hypothèses (prélèvements, alimentation des nappes). Cette évaluation sera simulée par un modèle mathématique et iii) définir les mesures préventives afin d'éviter la dégradation progressive des ressources mobilisables durant les prochaines années où les besoins en eau d'irrigation des vergers seront importants. Le CRDA devra aussi veiller à l'application de la loi en vigueur pour empêcher les extensions illicites des points d'eau et des périmètres irrigués et, éviter la surexploitation des nappes, en particulier de Rouhia;

56. La qualité des travaux. Elle est généralement bonne à l'exception des travaux de la piste interne au périmètre de Sodga III (3km, environ) qui a été très fortement dégradée par les fortes pluies de 2012. Ces dégâts ont été aggravés par l'absence de dispositif efficace de protection contre les ruissellements du corps de la piste; cette protection n'a pas été prévue par l'aménagement pour des raisons financières. En outre, La mission a constaté que le périmètre d'*Aouled Moullah* reste très vulnérable aux fortes crues et aux charriages de galets en provenance des montagnes qui le longent. Des travaux complémentaires de protection s'imposent pour assurer la durabilité de ce périmètre.

57. **Aménagement de périmètres irrigués sur barrage collinaire.** L'exploitation du périmètre irrigué du Barrage de Smati sur une superficie de 220 ha (*sur 450 ha prévus, soit 51%*) au profit de 85 bénéficiaires du côté de Siliana a démarré en mai 2012. Les travaux d'aménagement ont démarré en 2009 mais ils ont connu des retards importants à cause d'une opposition formulée par les exploitants riverains du côté du Gouvernorat de Kairouan qui ont réclamé eux aussi leur droit d'aménager un périmètre irrigué sur ce barrage. Finalement, compte tenu des ressources excédentaires du barrage, une solution d'entente a été trouvée en reconnaissant leur droit à aménager un autre périmètre sur la rive gauche de la retenue sur les programmes du Gouvernorat de Kairouan. La mise en valeur a démarré en 2012 et le plan cultural pratiqué durant la campagne agricole 2013-2014 est basé sur les cultures suivantes : 120 ha de plantations arboricoles (oliviers, amandiers et pommiers), 5 ha de cultures maraichères, 41 ha de grandes cultures irriguées et le reste de la superficie (54 ha) de cultures annuelles en sec.

58. **Aménagement de périmètres d'épandage des eaux des crues.** Les travaux d'aménagement de 400 ha d'épandage sur oued El Aoud ont démarré en 2011 sur le financement de l'AFD (*contre une prévision de 600 ha, soit 67%*). Néanmoins, l'entreprise initiale s'est confrontée à plusieurs problèmes aussi bien avec les bénéficiaires qu'avec ses propres employés. Après plusieurs lettres de mise en demeure adressées à l'Entreprise, l'Administration a résilié le marché et l'a attribué à une autre entreprise et les travaux ont été réceptionnés et le périmètre est fonctionnel sur 300 ha. Et ce, compte tenu de l'opposition sociale sur 100 ha. La réhabilitation des 1200 ha existants (réalisés au cours de la première phase) aucune action n'a été programmée durant l'exécution du projet.

59. **Aménagement de périmètres irrigués sur des puits de surface.** Les réalisations, prévues par les bénéficiaires avec des subventions de l'Etat, ont porté sur: i) le curage et l'approfondissement de 22 puits sur 50 prévus (44%); et ii) l'équipement en matériel d'économie d'eau de 78 ha sur 250 ha prévus (31%). Aucune réalisation n'a été notée en matière de construction de bassins de stockage (25 unités prévues) et d'équipement et construction d'abris (50 unités prévues). A cet égard, on peut constater que le projet n'a pas pu réaliser des résultats meilleurs en dépit de l'importance de la demande dans le domaine du développement de l'irrigation privée et la bonne rentabilité de cette action. Le Projet a intervenu pour les petits périmètres irrigués individuels par l'électrification des puits de surface à partir d'une ligne électrique principale. Les branchements individuels sur cette ligne sont réalisés à la charge des agriculteurs.

A.6. Alimentation en eau potable

60. **Création de nouveaux systèmes d'AEP.** Dix neuf (19) nouveaux systèmes d'AEP ont été retenus par le projet pour desservir une population totale de 8189 habitants. L'état général

d'avancement des travaux, en juin 2014, se présente comme suit: i) dix (10) systèmes AEP ont été achevés à 100%. Ces systèmes sont entrés en exploitation et ils assurent l'alimentation de près de 3841 habitants, ii) la SONEDE a donné son accord sur les points de piquage sur ses réseaux pour l'alimentation des deux (02) systèmes des projets de Msilib-Souidia (286 habitants) et Ras Eloued (200 habitants) ; les entrepreneurs seront visés pour la reprise des travaux vers la troisième semaine de juin 2014. Par contre le système Marget El Ejla-Aouled Mrabet (152 habitants) à été pris en charge par la SONEDE; iii) les taux d'avancement des projets Babboucha, Erraainine, Bannouria et ouled Arfa sont évalués respectivement à 40%, 75%, 35% et 10%. L'achèvement des travaux de ces 4 projets est programmé au plus tard en décembre 2014.

61. **Réhabilitation de systèmes existants d'AEP.** L'état d'avancement des travaux est récapitulé comme suit: i) Les travaux de réhabilitation de cinq (05) systèmes prévus, par le projet, ont été achevés à 100%; ces infrastructures assurent l'approvisionnement de 2705 habitants (*Elmfathia* de la délégation de Makthar: 825 habitants, *Aouled Abda* de la délégation Siliana sud: 650 habitants, *Jabnoun* de la délégation de Kesra: 560 habitants, *Sodga-Dkhila*: 670 habitants, et *Dhouaouda* de délégation de Kesra: 150 habitants). Les travaux ont été achevés et les systèmes ont été mis en eau; et ii) neuf (09) nouveaux projets de réhabilitation ont été identifiés et retenus, par le CRDA en 2013; le taux d'avancement varie entre 10% et 75% et la réception pourrait être prononcée entre juillet (projet Sejja) et décembre 2014 (projet Mansoura). Pour le système Dkhila l'entrepreneur a refusé de signer le marché. La mission recommande, pour l'achèvement des travaux des projets d'AEP, une maîtrise des délais contractuels des travaux. L'avancement des réalisations doit être contrôlé et suivi par des réunions rapprochées, regroupant les différents intervenants (Entrepreneurs, CRDA, autorités locales et représentants des bénéficiaires). Cette approche proposée par la mission en novembre 2013 a permis de réduire les dérapages sur les délais contractuels.

62. **Construction de citernes d'eau pluviale.** Les travaux ont été réceptionnés pour 191 ouvrages permettant de desservir en eau potable 925 habitants environ et 34 citernes seront achevées en juillet 2014. Par contre pour un lot de 25 citernes, l'entrepreneur désigné a refusé de signer le marché et la consultation sera relancée.

63. Les travaux d'AEP exécutés sont de bonne qualité et la conception des systèmes AEP est conforme aux normes techniques validées et appliquées par la DGGREE. Néanmoins, à l'instar des travaux d'irrigation, la réalisation et/ou le démarrage de l'exploitation des systèmes d'AEP a connu des retards importants liés à plusieurs contraintes (conjoncture sociopolitique actuelle du pays, réclamation systématique par les bénéficiaires des branchements individuels, demandes des extensions non prévues par le concepteur, oppositions de certains riverains pour le passage des conduites dans leurs parcelles, retards dans l'électrification de certains points d'eau). Ces difficultés ont été progressivement atténuées et surmontées durant 2013 et 2014. Vu le nombre important de projets en cours d'exécution, le CRDA doit intensifier les visites de contrôle afin de garantir une qualité des travaux assurant le fonctionnement des systèmes sans réserves majeures lors de la réception des travaux.

A.7. Pistes rurales

64. **Les travaux achevés** ont porté sur cinq (05) petits tronçons de pistes de désenclavement totalisant un linéaire de 19 km. Il s'agit des tronçons: a) Hammem-jebnoun (Secteur de Hammem/Délégation de Kessra): 5.2km, 2008; b) GP4 Makthar-Fejj (Secteur Sidi Mansour/Siliana sud): 3.5km, 2009; c) Ras Maa-Zitouna (Sidi Morched/Siliana sud): 2km, 2009; d) Faouar Snoussi-Route Sodga (Secteur Sidi Hmada/Siliana sud): 2.3km, 2009 ; et e) Kharrouba-Gabel (5.96 km).

65. La qualité d'exécution de ces tronçons est acceptable pour le premier tronçon (Hammam-jabnoun). Les réserves formulées, lors de la mission d'examen à mi-parcours, au niveau des trois autres tronçons: des *Faouar Snoussi - Route Sodga* (2.3km), GP4 Makthar-Fejj (3.5 km) et Ras Maa-Zitouna (2 km) ont été levées par l'entreprise et la réception définitive a été prononcée.

66. **Les travaux en cours d'exécution** concernent sept (07) autres petits tronçons totalisant un linéaire de 41 km. Ces travaux ont connu d'importants retards et les taux d'avancement varient entre 45 et 90%. Les constats évalués permettent d'avancer les situations suivantes: i) le taux d'exécution le plus élevé (90%) est enregistré pour quatre (04) tronçons de pistes d'un linéaire total de 12 km. Les travaux restants se limitent au revêtement en bicouche et le reprofilage des fossés de drainage le long des pistes; la mise en œuvre du revêtement a été retardée suite aux conditions climatiques défavorables durant les mois d'avril et mai 2014 et ces travaux seraient réalisés à partir de la

deuxième quinzaine d u mois de juin 2014, ; ii) le retard important dans l'exécution de la piste Jmilette-PI S'mati, d'une longueur de 8 km, a été relativement maîtrisé et le taux d'avancement des travaux est de 70% ; l'achèvement des travaux est visé pour le mois d'août 2014; iii) le taux d'avancement de la piste reliant Ajeijia Haria-Tarfaoui (2.8 km) est de 65%, iv) l'avancement général de l'aménagement de la piste Ramlia-El Gabel (3.8km) est évalué à 45% ; la capacité financière de l'entreprise est la cause principale du retard des travaux et par conséquent l'achèvement des travaux, avant décembre 2014 est à risque. Pour minimiser ce risque la Direction Régionale de l'Equipeement doit planifier avec l'entrepreneur les tronçons à finaliser selon l'état d'avancement; et v) l'aménagement de la piste Ouled khedher-Route J'milette (4.7) n'a pu être démarré dans les délais programmés à cause de l'opposition ferme des bénéficiaires qui ont demandé d'annexer d'un autre tronçon à la piste déjà fait. Le marché des deux (02) tronçons (10 km) a été attribué pour un délai contractuel de 5 mois et l'entrepreneur a remis le projet d'exécution pour approbation ; et vi) les travaux de la piste du parc Serj, d'une longueur de 3.5 km, sont avancés à 60%, L'exécution des travaux de cet accès, nécessite des actions de renforcement de la stabilité de certains tronçons. En effet la création de la plateforme de la route est à l'origine des travaux importants de terrassement en déblai. La stabilité des talus telle que se présente actuellement est critique, compte tenu de la texture des sols (argileuse-marneuse) et de la forte pente des talus. En cas d'averses violentes, les eaux de ruissellement pourraient entraîner un glissement de terrain. Afin de minimiser ces effets sur le milieu physique, qui pourraient survenir, à court terme, la protection de la route devra être engagée et qui aura pour objectif de consolider les talus décapés et la structure de la route aux risques de dégradation et de glissement.

67. **Principaux constats.** Les principaux constats techniques relatifs a cette sous-composante peuvent être récapitulés comme suit: i) les réserves soulevées par les deux dernières missions ont été levées par les entreprises dans la majorité des projets ; ii) Absence de perspectives claires et insuffisance de budget d'entretien pour les pistes revêtues réalisées. En effet, tous les tronçons réalisés ne sont pas classés et ne le seront vraisemblablement pas à court et à moyen terme; iii) Les pistes non revêtues réalisées dans le cadre de l'aménagement des périmètres irrigués souffrent aussi de certains problèmes de qualité dus essentiellement au caractère sommaire des études (souvent réalisées par des bureaux peu spécialisés dans les études routières); aux faibles enveloppes financières qui ne permettent pas de réaliser des travaux solides et de qualité (revêtement) et vue que cette catégorie de pistes ne relèvent pas des attributions des services spécialisés du Ministère de l'Equipeement.

*Compte tenu de ce qui précède la mission juge que les **produits et effets de la composante A sont modérément satisfaisants***

Mesures correctives/recommandations		
Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Actualiser le planning détaillé de réalisation des travaux en cours sans dépasser le 31 décembre 2014 pour le FIDA et 30 septembre 2015 pour le FEM comme date de réception de toutes les prestations	UPLC Les services techniques du CRDA La Direction Régionale de l'Equiperment	30 juin 2014
Renforcer des moyens de suivi et de contrôle des projets de pistes et alimentation en eau potable qui sont en cours d'exécution et qui ont accusé des retards sensibles. Des réunions mensuelles associant les entreprises les entreprises adjudicataire sont bien recommandées	UPLC Les services techniques du CRDA La Direction Régionale de l'Equiperment	mensuel
Agir pour résoudre le problème de la collecte du lait qui risque de compromettre les acquis importants en termes de production additionnelle résultant de l'accompagnement rapproché des éleveurs	Autorités régionales CRDA	Juin 2014
(i) Actualiser la situation sur le fonctionnement des organisations locale des populations (CDI, GDA, associations locales) (ii) Apporter le soutien nécessaire pour restructurer et redynamiser aux organisations locales qui sont en difficultés. (ii) initier, en collaboration avec les autres partenaires et projets similaires, une réflexion sur l'avenir des CDI et leur relation avec les structures socioprofessionnelles en vigueur surtout après l'achèvement du projet et inscrire cette réflexion dans une vision stratégique d'organisation de la population en milieu rural dans une perspective de décentralisation et de promotion du développement local	UPLC CRDA-AFE DGFIOF	Organisation d'un séminaire à l'occasion de la clôture du projet (contenu et organisation à préparer avant la fin septembre 2014. Le séminaire peut être financé par le FEM
Réaliser : (i) une évaluation externe de l'expérience de la vulgarisation et le conseil agricole privés et exploiter les résultats pour alimenter les réflexions sur la stratégie de la vulgarisation agricole et (ii) une évaluation de l'expérience de l'appui conseil en élevage, réalisée en partenariat avec l'OEP afin de tirer des orientations stratégiques pour adapter et étendre l'approche à d'autres éleveurs et l'inscrire dans une stratégie globale d'amélioration durable de l'élevage chez les petits et moyens éleveurs.	UPLC / AVFA /OEP	S'assurer que les résultats de cette évaluation seront disponibles avant fin décembre 2014
Préparer un rapport complet sur les actions de recherche-développement et le transmettre au FIDA	UPLC et le pôle de recherche	avant la fin du mois de juillet 2014.
Assurer une formation des jeunes de la région dans le domaine de la taille des arbres fruitiers et établir un plan d'appui conseil de base permettant aux agriculteurs d'assurer la conduite et la gestion appropriées de leurs plantations.	UPLC / CRDA	Avant fin décembre 2014
Présenter une requête au FIDA pour envisager la possibilité de financement d'une étude hydrogéologique des nappes de Rouhia.	CRDA RE UPLC	Avant fin juin 2014

Composante B: Promotion de l'investissement privé et des PME

B.1. Activités réalisées par les représentants de l'ANETI

68. L'objectif de cette composante vise à « diversifier et accroître les possibilités d'emploi et d'investissement en milieu rural, en particulier pour les femmes et les jeunes pour contribuer à créer un tissu économique local durable, capable, progressivement, de participer activement au processus de développement local », et ce, en créant 540 micro-entreprises (AGR) et en consolidant 305 autres.

69. Conformément aux orientations définies dans le rapport de pré-évaluation, un accord-cadre de partenariat a été signé entre le CRDA, l'Office de Développement de Nord-Ouest (ODNO) et l'Agence de l'Emploi et du Travail Indépendant (ANETI) en avril 2007. Cette convention prévoit : (i) l'appui à la création de 573 petites et moyennes entreprises initiées surtout par les femmes et par les jeunes

promoteurs ; (ii) la consolidation de 305 entreprises existantes et (iii) la création de 1500 postes d'emploi.

70. A ce jour, les réalisations selon le rapport d'activité de l'ANETI ont porté sur : (i) l'organisation des journées d'information et de sensibilisation au profit de 4143 jeunes demandeurs d'emploi et inscrits au bureau régional de l'emploi (27% des femmes et 21% des jeunes diplômés) ; (ii) l'organisation de 4 rencontres d'échanges sur différents thèmes²² au profit de 500 bénéficiaires (dont 200 femmes et 120 diplômés) ; (iii) l'organisation des sessions de formation dans divers domaines au profit de 1097 participants dont 493 femmes et 600 jeunes diplômés ; (v) la réalisation des études de faisabilité des projets pour 1164 promoteurs (dont 262 femmes et 162 diplômés). Parmi ces promoteurs, 501 ont obtenus des crédits et réalisés leurs projets²³ (dont 131 femmes et 49 diplômés du supérieur).

71. Depuis le démarrage du projet, l'ANETI a effectué 1842 visites de suivi des promoteurs (571 femmes et 151 jeunes diplômés). L'acquisition d'une voiture fournie par le projet a permis à l'ANETI de commencer le suivi des projets installés. A ce jour, ce suivi a concerné 228 micro-entreprises²⁴ et fait état d'un taux d'abandon (ou d'échec) de 11%. Il est important de continuer ce suivi afin d'aider les promoteurs à trouver des solutions aux problèmes rencontrés et de faire une évolution externe des réalisations.

72. En conclusion, et à la lumière des résultats obtenus, on peut dire que les objectifs physiques prévus sont atteints et que la collaboration a été bénéfique pour les groupes cibles du projet. Toutefois, le BRETI a très peu adapté ses démarches et ses méthodologies d'intervention aux objectifs et à l'approche du projet, surtout en termes recherche de financement aux AGR et d'accompagnement des microprojets installés. Les efforts déployés n'ont pas permis de prendre, suffisamment, en compte des besoins ou des idées de projets identifiés dans les PDP pour promouvoir des activités génératrices de revenus et pour initier l'émergence de micro-entreprises spécialisées aussi bien dans l'exécution et des travaux de CES, l'entretien et la maintenance des équipements hydro-agricoles et des systèmes d'adduction d'eau potable. En effet ces spécialités répondent à des besoins réels de la région et les opportunités de travail dans ces domaines sont importantes et nécessaires pour assurer la durabilité des investissements et réduire les coûts (concurrence).

73. Vu le caractère novateur et la pertinence de l'expérience d'intégration de la problématique de l'emploi dans les projets de développement agricole, il est important de réaliser la proposition de la mission précédente pour réaliser une évaluation rapprochée de l'approche adoptée et des réalisations de manière à tirer les leçons et proposer des mécanismes plus appropriés à la création d'emploi et l'encadrement des projets actuellement en place. De cette évaluation bénéficieront en même temps le BRETI et l'ODNO ainsi que tout autre montage futur.

B.2. Activités réalisées par l'Office de Développement du Nord Ouest

74. Les résultats attendus de cette composante tels que définis par l'accord cadre d'avril 2007 étaient (i) la création d'environ 33 petites et moyennes entreprises ;(ii) la contribution à la création de 1500 postes emplois et le renforcement d'environ 315 autres postes d'emploi. Le rapport d'activité de l'ODNO de 2013 fait état de la réalisation de 206 études de faisabilité de projets pour un investissement global de 68,5 Millions de DT susceptible de créer 1886 emplois.

75. A ce jour, 45 projets (soit 127% des prévisions du projet) pour un montant global de 9,068 MDT ont été réalisés sur les 206 étudiés (22%), dont 03 abandonnés. Il ya 29 autres projets qui sont en attente de financement alors que 50 promoteurs n'ont pas pu obtenir des crédits et 17 ont abandonné les démarches pour concrétiser leur projets. Les principales contraintes identifiées sont liées au manque de ressources financières et les difficultés de répondre aux critères d'éligibilité exigées par les banques.

²² (i) Incitation des femmes rurales pour promouvoir des projets (130 participants); (ii) Perspectives de développement autour du périmètre irrigué d'El Khmèss (150 participants) ; (iii) Mécanismes de promotion des petites et moyennes entreprises (120 participants) ; (iv) l'appui aux jeunes promoteurs (100 participants)

²³ L'investissement global réalisé est estimé à 1.690.300 DT. 80% des projets ont été réalisés avec un investissement compris entre 700 DT et 4000 DT fourni essentiellement par des crédits BTS (fournis directement par la BTS ou relayés par les ALD et les ONG de la zone du projet).

²⁴ 77 entreprises à Siliana Sud, 75 à Bargou et 76 à Sidi Bourouis.

76. D'autres activités ont été réalisées par l'ODNO dans le cadre de sa collaboration avec le projet telles que l'organisation de 7 rencontres d'échange et des journées d'information, notamment sur les mécanismes de financement et d'encouragement, l'agriculture biologique et les grandes cultures; (ii) l'organisation des sessions de formation au profit de cadres de l'ODNO en Arcgis (pour 8 cadres en mars 2014) et une formation en coaching personnel en entreprise (formation en cours pour 10 cadres).

77. Pour ce qui reste de la durée du projet, il semblerait utile de limiter la mission de l'ODNO à l'appui conseil aux entreprises existantes et à sous-traiter une évaluation objective de cette expérience innovatrice dans le cadre du projet.

B.3 Aménagement des zones de métiers.

78. Le rapport de conception du projet a prévu la réhabilitation de deux zones de métiers réalisées dans le cadre de la première phase du PDAI Siliana. Après concertation avec les différents intervenants, le projet a réhabilité une seule zone à Makthar et les travaux sont achevés à 100%. L'aménagement de la zone industrielle de Bouarada n'a pas été réalisé. Cet aménagement relève des attributions d'autres Ministère que l'Agriculture.

*Compte tenu de ce qui précède la mission juge que les produits et effets de la **composante B** sont modérément satisfaisants*

Mesures correctives/recommandations

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Engager une évaluation spécifique de la composante promotion de l'investissement privé et des PME. Les résultats de cette évaluation peuvent servir les projets futurs et contribuer à l'amélioration de la stratégie de l'emploi	UPLC BRETI ODNO	Avant fin septembre 2014

Composante C: Renforcement institutionnel

79. L'objectif de cette composante est de renforcer les capacités institutionnelles du CRDA à engager un développement intégré, participatif, équitable et répondant à la parité hommes- femmes.

80. Le projet a créé au sein du CRDA de Siliana une unité de gestion par objectifs ayant spécifiquement pour mandat la promotion et la mise en œuvre de l'approche et la stratégie du projet et l'organisation, la gestion, le suivi et l'évaluation. La mise en œuvre du projet a adopté une méthodologie reposant sur le développement local et intégrant l'approche participative mettant les bénéficiaires dans la position d'acteurs principaux pour développer leurs régions. Les activités programmées répondent aux besoins de la population locale en matière d'actions agricoles et extra-agricoles relevant du secteur de l'économie régionale et qui sont exécutées selon plusieurs démarches et procédures établies en tenant compte de la typologie des différents opérateurs de développement. A cet effet, il a été prévu un renforcement des capacités institutionnelles et une amélioration des compétences du personnel opérant dans le cadre du projet et appartenant à l'administration (les cadres de l'unité du projet, des services du CRDA et des partenaires), aux organisations paysannes (CDI et GDA) et aux producteurs (groupes d'intérêts). L'appui à d'autres services du CRDA pour lesquels le projet représente une charge additionnelle de travail a été donc renforcé en personnel et équipements de bureau et des moyens de transport.

81. Le renforcement en personnel et la mise à niveau de ses performances ont été entrepris en faisant participer les intéressés dans des sessions de formation orientées vers les besoins identifiés dans les plans de développement participatifs et suivant la procédure de mise en œuvre des activités. Le personnel de l'unité du projet, des arrondissements et des services techniques du CRDA de Siliana et les partenaires du projet ont bénéficié de sessions de formation organisées dans le cadre du projet selon un programme déterminé fixant les thèmes, la durée et les coûts. Les modalités de passation des marchés publics ont été respectées.

82. L'unité du projet a organisé, en concertation avec les services techniques du CRDA et les partenaires, des sessions de formation au bénéfice des structures paysannes selon les besoins ayant

pour objectif la familiarisation des structures paysannes à l'approche de développement et l'amélioration des connaissances des producteurs (agriculteurs ou autres) dans des thèmes spécifiques à chaque groupe d'intérêt permettant de contribuer à la pérennité des investissements.

83. En plus de la formation, le renforcement des capacités institutionnelles a été concrétisé par l'acquisition des moyens de fonctionnement nécessaires à la mise en œuvre des différentes activités programmées et utiles pour le suivi et le contrôle de l'exécution des travaux. A cet effet, les investigations sur terrain ont été coordonnées entre les services techniques, les représentants de l'ODNO et de l'ANETI, ce qui a conforté l'ancrage du projet dans les structures régionales et locales de développement conformément à l'approche méthodologique établie par le projet. De même, la mise en place du système de suivi informatisé a renforcé relativement, les moyens de suivi physique de l'avancement du développement local intégré.

84. **Gestion du Projet:** Pour la coordination et la gestion du projet, le rapport de conception a prévu la création d'une Unité de Planification Locale et de Coordination au sein du CRDA de Siliana dotée d'une cellule de planification, une cellule de mise en œuvre et une cellule de suivi-évaluation, renforcée de 11 cadres dans les domaines de gestion financière de planification participative et du suivi-évaluation. Depuis l'entrée en vigueur du financement du FIDA, en 2007, l'UPLC a été mise en place à Siliana avec un Directeur national, un sous-directeur chargé de la planification, un sous-directeur chargé de la mise en œuvre, et un Chef de service du suivi-évaluation. Pour la coordination de la composante FEM, il a été prévu aussi, le recrutement d'un coordinateur et d'un financier au sein de l'UPLC. Actuellement cette structure est dotée de sept (08) cadres supérieurs (un Directeur du UPLC, un Sous Directeur de la planification, un coordinateur FEM, deux cadres chargés du Suivi-évaluation, un cadre chargé de la passation des marchés et deux cadres chargés des aspects financiers) et 4 techniciens. Le chef du service de suivi-évaluation a quitté le projet depuis plus de trois ans et le Sous Directeur de la mise en œuvre a quitté le projet en 2012 et n'ont pas été remplacés. Trois autres cadres ont été recrutés pour l'UPLC et ont été mis à la disposition des arrondissements techniques au CRDA (1 cadre dans la cellule de passation des marchés, 1 cadre dans division de la vulgarisation, 1 cadre dans la Division hydraulique). Si l'UPLC, a réussi à jouer son rôle dans le domaine de la coordination de l'exécution des différentes activités du projet en concertation avec les structures techniques du CRDA et des administrations régionales et avec les différents partenaires, elle est restée non active dans les domaines de réflexion stratégique, et peu active dans les domaines de coordination, en particulier pour les activités du FEM, de documentation et de communication des acquis du projet.

85. Pour la coordination entre les différents secteurs aux niveaux national et régional, un comité de coordination opérationnelle au niveau de la zone du projet (CCOP) qui se réunit une fois par trimestre et un Comité de Suivi et de Coordination National au niveau central (CSCN) qui se réunit une fois par an, ont été mis en place.

86. Devant les objectifs ambitieux du projet et l'urgence d'intervenir dans des zones marginalisées depuis longtemps par les anciens régimes, et surtout durant ces dernières années qui ont suivi la révolution, ces structures ont rencontré des difficultés de coordination et de communication, particulièrement avec la population devenue plus exigeante et impatience. A coté de la conjoncture spécifique, l'insuffisance relative en termes de capacités des ressources humaines et en moyens matériels au niveau de l'UPLC et des différentes structures régionales, chargées de la mise en œuvre des composantes hydrauliques et d'infrastructure de base, n'était pas en faveur d'un encadrement plus rapproché pour atteindre les objectifs assignés dans la limite du temps contractuel.

87. **Suivi-évaluation:** Un système de suivi-évaluation informatisé sur le web a été élaboré et installé depuis le démarrage du projet. Il a été conçu pour faciliter l'accès aux informations physiques et financières en temps réel, l'alimentation des indicateurs SYGRI, la facilitation de la production des principaux rapports de planification et d'avancement, et pour aider à la prise des décisions. Jusqu'à fin 2010, ce système était fonctionnel et capable de produire les états de planification et d'avancement physique et financier en temps réel. Depuis début 2011, ce système n'est plus fonctionnel. Il présente des bugs et nécessite une intervention rapide de la part du concepteur et éventuellement un contrat de maintenance pour assurer son fonctionnement durable. Malgré les recommandations des différentes missions précédentes, l'application est encore en panne. Actuellement, le suivi physique et financier est assuré à travers des tableaux Excel, souvent pas à jour, avec peu de coordination entre les différents services de mise en œuvre, financier et de suivi-évaluation et sans pour autant générer des informations nécessaires à l'évaluation des effets et impacts du projet. Ceci constitue une contrainte importante pour la réalisation l'objectif de

renforcement de capacités institutionnelles au point où qu'après la clôture du projet il serait peu probable que les quelques leçons apprises puissent alimenter la réflexion régionale voir nationale.

88. Les Etats du Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI), du premier et du deuxième niveau, sont élaborés annuellement et transmis à temps au FIDA, en mars de chaque année. Une situation de référence des indicateurs SYGRI (troisième niveau) a été élaborée en 2009 par un bureau contracté directement par le FIDA. Les résultats de troisième niveau seront également reportés à l'achèvement du projet. Des rapports trimestriels internes et des rapports semestriels et annuels sont élaborés et transmis au FIDA dans les délais contractuels. La version finale des PTBA est transmise au FIDA avec, parfois, un retard relatif. Sur le terrain, le suivi physique est assuré, partiellement, par les différents arrondissements et les structures locales du CRDA. Le suivi et l'accompagnement des contrats-programmes au niveau local a été sous-traité aux bureaux d'étude privés. Les insuffisances, particulièrement, en moyen humain qualifié, n'a pas permis au projet de disposer d'un suivi en temps réel ni d'entreprendre le suivi rapproché des prestataires de service et des entreprises attributaires des travaux, et par conséquent a privé la génération de leçons tirées et de réflexion stratégiques.

89. Afin de pouvoir capitaliser les différentes expériences acquises dans le cadre du projet et préserver la mémoire du projet, il est indispensable : (i) de rassembler toute la documentation et les études réalisées, les cartes et les photos ou autres supports et de les archiver d'une manière ordonnées pour faciliter leur utilisation par la suite. Il s'agit essentiellement des PDP et des rapports fournis par les bureaux d'études qui ont assurés l'accompagnement de leur mise en œuvre ainsi que les études et les rapports sur les actions menées en partenariat avec les autres intervenants; (ii) de Créer une base de données structurée sur les secteurs administratifs touchés par le projet permettant de renseigner le contenu des PDP et toutes les réalisations du PDAI 1 et PDAI-II et leurs localisations sur support cartographique numérique accessible aux utilisateurs ; (iii) développer une base de données structurée et synthétique permettant de capitaliser les données disponibles et les rendre plus accessibles et exploitables (y compris les supports cartographiques et les outils et les supports de communication).

90. **Parité hommes-femmes.** Le rapport de pré-évaluation préconisait que « Les jeunes promoteurs ayant déjà participé à la première phase du projet, seront ciblés par des activités de consolidation en matière de gestion de leurs entreprises. Le ciblage des femmes se fera par l'intégration systématique des femmes dans les activités agricoles et sylvo-pastorales. Pour les activités relatives à l'emploi, un quota de 40% des bénéficiaires est proposé ».

91. Les données disponibles permettent de dire que l'approche genre a été globalement respectée malgré le contexte et les contraintes de mobilité des femmes. Les femmes ont été représentées dans les CDI des 54 secteurs à raison de 2 femmes par CDI sur un total de 12 membres en moyenne. Elles ont participé au processus d'élaboration des PDP et ont bénéficié des différentes interventions et appuis réalisés dans le cadre du projet : (i) les réalisations d'amélioration des infrastructures de base (désenclavement, alimentation en eau potable) ont été profitables à tous les membres des familles et ont contribué à faciliter la mobilité des femmes et alléger certaines corvées (tel que l'approvisionnement en eau potable) ; (ii) les activités agricoles à l'intérieur de l'exploitation ont permis de valoriser la main d'œuvre familiale en général et le travail des femmes en particulier, compte tenu de leur rôle dans la réalisation des activités agricoles ; (iii) pour les activités de promotion des microprojets et de micro-entreprises, il est à noter que les projets féminins sont en infériorité numérique par rapport à ceux des hommes. Parmi les 4291 sensibilisé par le BRET 27% étaient des femmes. Sur les 501 microprojets installés, 26% ont été initiés par des femmes. Ceci n'est pas loin de la représentation des femmes dans la structure de la population active du gouvernorat de Siliana à l'époque de la pré-évaluation du projet soit (28%). Sur les 45 PME installées au moyen de l'appui de l'ODNO, seuls 19% étaient initiées par des femmes.

92. **Formation des cadres.** Aussi bien les cadres du UPLC que ceux du CRDA et ceux des différents partenaires régionaux ont bénéficié de plusieurs formation dans le cadre du projet: formation d'une trentaine de cadres de l'administration, des bureaux d'études et des ONG, dans le domaine de préparation des PDP qui a eu lieu au démarrage du projet et financée sur le don de préparation du projet FEM : (i) formation de 12 cadres sur le COSTAB qui a eu lieu au siège de l'UPLC ; (ii) deux sessions de formation ont été organisées dans la cartographie numérique et la gestion axée sur les résultats pour 21 cadres ; (iii) deux sessions de formation en anglais ont été organisées pour 24 cadres. ; (iv) l'exploitation du système de gestion des crédits FOSDAP a été

organisée pour 08 cadres ; (v) une session de formation sur l'application de l'approche participative pour 05 cadres et (vi) un voyage d'étude organisé pour la formation d'un cadre en matière de suivi évaluation et sur le Système de Gestion de Résultats et de l'Impact « SYGRI » qui a eu lieu au siège de FIDA.

93. Manifestations d'actualités en relation avec les activités du projet. A ce propos, l'UPLC a organisé, avec les différents partenaires régionaux les manifestations suivantes: (i) Un séminaire, avec l'AVFA, regroupant une centaine d'agriculteurs des cinq gouvernorats du nord-ouest de la Tunisie sur le développement des ressources fourragères et introduction des produits de la ferme pour la nutrition animale au Centre de Formation professionnelle à Siliana sud, en avril 2008 ; (ii) Un séminaire régional sur la céréaliculture a été organisé, avec le concours du CRDA de Siliana, l'ODNO, l'Union Régional de l'Agriculture et le Centre Technique des Céréales ; (iii) Organisation, avec les bureaux de l'emploi et l'ODNO, de journées de promotion de l'investissement privé au niveau des délégations de Rohia, Siliana sud et Bargou ; (iii) Organisation, avec l'OEP, de journées de sensibilisation dans les délégations de Siliana sud, Makthar et Bourouis sur l'introduction des cultures fourragères dans l'exploitation agricole, la reproduction des troupeaux, la qualité du lait ; (iv) Organisation, avec l'AVFA, d'une journée départementale sur la promotion de l'agriculture biologique ; (v) Organisation, avec l'ONG El-Wifak, l'UTAP et le Centre Technique de l'Agriculture Biologique d'une journée de sensibilisation sur le développement de l'agriculture biologique à Bargou et (vi) Le projet a également, le projet a organisé, au profit des artisanes de Siliana, des visites à des foires organisées dans d'autres gouvernorats Mahdia, Zaghouan et Nabeul.

Compte tenu de ce qui précède la mission juge que les produits et effets de la composante C sont modérément satisfaisants

Mesures correctives/recommandations

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Disposer de situation de suivi physique et financière en temps réel aussi bien pour le PDAI que pour la composante financée par le FEM.	UPLC / AT-FEM Responsables financiers du PDAI et du FEM	Temps réel
(i) Créer une base de données structurée et exploitable à des fins de planification régionale sur les secteurs administratifs touchés par le projet permettant de renseigner le contenu des PDP et, toutes les réalisations du PDAI-I et II et FEM et leurs localisations sur support cartographique numérique accessible aux utilisateurs (ii) Développer une base de données structurée et synthétique permettant de capitaliser les acquis et les bonnes pratiques et les rendre plus accessibles et exploitables (y compris les supports cartographiques et les outils et les supports de communication). Un appui externe peu être mobilisé pour appuyer l'UPLC à mieux structurer cette base de données.	UPLC	Avant la fin décembre 2014

Composante D: Gestion durable des Terres (GDT)

94. Le financement de cette composante est prévu, essentiellement, sur les ressources du Fonds Mondial de l'Environnement. Cette composante est liée au quatrième objectif du projet qui consiste à la gestion durable des terres qui doit être prise en compte comme un axe essentiel du développement local par l'ensemble des acteurs locaux et décideurs. L'entrée en vigueur, avec un retard de trois ans par rapport au démarrage du PDAI-II, du financement FEM, la complexité relative de la structure de coordination et de gestion du projet, et le recrutement tardif du coordinateur FEM, n'ont pas été en faveur d'une parfaite synergie et complémentarité des différentes interventions. Sur le plan conceptuel, le financement FEM a fait l'objet d'un projet qui vient s'appuyer sur le PDAI2 afin de renforcer la prise en compte de la dimension environnementale en général et la gestion durable des terres, en particulier en contribuant à l'objectif global d'apporter des solutions à la dégradation des terres et aux pertes en biodiversité dans les écosystèmes du nord du pays. Le projet FEM vise d'atteindre les objectifs spécifiques suivants:

- (i) Adopter une planification intégrée de l'utilisation des terres [une gestion de l'eau] ;
- (ii) Accroître la protection d'un type de système montagneux-forestier présent dans le système national d'aires protégées ; et
- (iii) Augmenter les investissements en GDT dans les zones productives pour améliorer les conditions de vie des ménages à faibles ou moyens revenus.

95. En termes de réalisations physiques dans les domaines de la GDT, les actions qui ont démarré ont concerné, : (i) des travaux pour la réalisation de 3,5 km de pistes d'accès à Djebel Serj ; (ii) des opérations de remembrement des terres agricole en sec morcelées sur 1500 ha ; (iii) des travaux d'amélioration pastorale sur les terres privées, à travers un contrat avec l'OEP, sur une superficie de 1050 ha ; (iv) la consolidation des ouvrages de CES sur environ 400 ha par des plantations d'olivier, (v) la conversion des terres céréalières en plantations agropastorales et agroforestières sur les terres marginales constamment exposées à l'érosion, (vi) l'aménagement de 4 pépinières forestiers et (vii) l'acquisition des petits équipements et des produits d'analyse des sols pour le laboratoire d'analyse des sols à Siliana. D'autres dossiers d'appels d'offres relatifs au reboisement, à la consolidation des travaux de CES, à l'acquisition des équipements d'incendie, à l'identification des activités prioritaires dans le parc, aux bonnes pratiques sont au niveau processus de passation des marchés.

96. Pour les activités gérées par le Ministère de l'Environnement, un plan de gestion participatif pour le parc national de Jebel Esserj a été élaboré et en cours d'exécution.

97. Selon la documentation disponible et sur la base de visites de terrain effectuées au cours de la mission, le projet a montré des améliorations pertinentes en termes de mise en œuvre et de gestion. Les travaux de construction du musée sont en cours, sur le budget national, et des supports de communication sur le parc Jbel Serj ont été élaborés. Les principales contraintes rencontrées dans la mise en œuvre de la composante GDT sont afférentes au manque de cadres dédiés aux activités spécifiques à cette composante et à l'insuffisance de coordination interne et entre les différents opérateurs concernés par la composante.

98. Bien que le taux de décaissement soit encore à 25%, les engagements ont atteint 52% du budget. Une amélioration de la gestion du projet a été constatée par rapport à la dernière mission de novembre 2013, notamment en termes de disponibilité de la documentation (rapport d'activité, support cartographique basic). Néanmoins, certaines contraintes et risques identifiés au cours des précédents missions de supervision et de la RMP persistent. Le système de Suivi et d'Évaluation du projet est encore fragile. Les documents de projet-qui justifient les approches, les stratégies et l'exécution des activités – sont insuffisants pour assurer une compréhension claire du projet et de son impact. L'absence de données sur indicateurs, prévus dans le document de projet (réf. 2008) et modifié pendant la RMP (réf. 2014), ne permet pas au projet et/ou aux superviseurs d'effectuer une suivi et une analyse objectifs des résultats et des impacts du projet sur la population cible et sur les politiques Nationales (réf. Cadre logique 2008/2014)

99. Bien que fondées sur une approche participative (réf. PDP), les actions sont éparpillées dans un vaste territoire et manquent d'intégration rendant leurs impacts peu perceptibles par rapport à l'objectif d'une gestion durable des terres. Il s'agit par exemple des actions de CES et des plantations de consolidation des ouvrages de lutte contre l'érosion. La mission a constaté que des banquettes ont été établies sur des terres de moins de 3% de pente et qui ont été consolidées par des plantations d'olivier. Cette opération ne correspond pas à une nécessité de CES mais plutôt à un objectif de conversion en arboriculture (d'anciennes) terres céréalières peu productives et sur sols dégradés (la CES justifiant somme toute une opération de conversion). Ce genre de conversion devrait ainsi au mieux faire partie d'un plan d'aménagement et de gestion intégrée.

100. En revanche, d'autres aménagements de parcours et de plantations de cactus et d'olivier et de figuier sur des sols en pentes sont bien conçus et de bonne qualité. La mission invite le projet à maximiser l'utilisation des techniques biologiques pour la stabilisation des sols, des ravins et des cours d'eau (berges) et à les étendre en allouant des fonds supplémentaires à cette action.

101. L'exécution des composantes "Soft", en particulier celles relatives au renforcement du cadre politique et législatif d'intégration de la gestion durable des terres, au renforcement des capacités en matière de gestion durables des ressources naturelles et des parcs et, la mise en place d'un système de suivi environnemental, est encore marginalisés et leur exécution ne semble pas être intégrée avec les autres les autres activités. La valeur ajoutée du FEM est donc peu perceptible. En effet, les

réalisations et les engagements à ce stade ont concernés surtout des actions physiques en négligeant le volet « renforcement des capacités ». qui constitue pourtant un aspect important du FEM

102. Les activités d'infrastructure tels que la route du Parc National de Jbeil Serj et l'Ecomusée ont été conçus et exécutés sans étude d'impact environnemental et le risque d'impact négatives sur les ressources naturelles et le territoire est tangible.

103. Sur la base des données SIG produit par la Direction Général des Forêts (délimitation officielle du Parc National de Jbeil Serj), la mission constate que l'écomusée et une grande partie (77%) de la route en construction sont inclus dans le domaine du Parc National. Aucun plan de mitigation et de gestion des infrastructures mentionnées n'a été présenté. Le plan de gestion participative approuvé par le comité de pilotage le 26/08/2013 et consigné lors de la RMP (ref.2014) ne semble pas en conformité avec les limites identifiés par la loi de 2010 (Création du Parc National).

104. En ce qui concerne les infrastructures et les autres interventions physiques prévue sur le Don FEM, la mission n'a pas pu apprécier des avancements majeurs depuis la dernière mission. Toutes les nouvelles activités, prévues par le PTBA 2014 sont au stade de préparation des DAO.

*Compte tenu de ce qui précède la mission juge que les produits et effets de la **composante D** sont **modérément insatisfaisants***

Mesures correctives/recommandations

Action approuvée	Responsables	Date convenue
Développer plus la cartographie du projet et produire une base de données géo-référencées adéquate au programme et qui peut fournir les éléments nécessaires à l'évaluation finale du programme et de la composante FEM.	UPLC	avant fin 2014
Assurer le développement et le financement d'un plan de mitigation de toutes les infrastructures financées par le projet dans le parc et les zones avoisinantes. Le plan doit comprendre toutes les justifications techniques et doit être formulé en tenant compte des exigences du parc et du territoire afférent.	UPLC DGEQV AT-FEM	fin septembre 2014
Maximiser l'utilisation de techniques biologiques pour la stabilisation des sols, des ravins et des cours d'eau (berges) + allocation des reliquats pour ce genre d'opérations	Arrondissement CES UPLC AT-FEM	Continu
Assurer le lancement de toutes les activités de "Knowledge Sharing", de développement des capacités et de connaissances, y compris le recrutement d'un expert dédié pour soutenir l'allocation de fonds du FEM, assurer l'intégration des activités "soft" dans le plan général du programme, assurer la valeur ajoutée du don FEM au programme et superviser les activités de la DGEQV En raison des difficultés signalées en matière de disponibilité de consultants qualifiés, il a proposé de faire recours à des spécialistes internationales dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et des aires protégées/naturelles.	UPLC AT-FEM DGEQV	fin septembre 2014
S'engager à ce que toutes les réalisations sur terrain soient géo-référencées et cartographiées et, que les actions du plan de mitigation des infrastructures réalisées dans le parc soient exécutées même après la clôture de projet.	DGFIOP CRDA	Continu

D. État d'avancement de l'exécution du projet

105. Depuis l'entrée en vigueur du financement du FIDA, en 2007, l'importance a été donnée à la mise en place des structures de gestion et de coordination du projet (UPLC, CRC, CNSC), à l'organisation de la population en CDI et l'élaboration des PDP, à la préparation des études thématiques et d'exécution des infrastructures de base (AEP, pistes) et de production (Périmètres irrigués) et à la finalisation des contrats et des conventions de partenariat avec l'ODNO, le BRETI,

l'OEP et à la de sous-traitance de la vulgarisation agricole et du suivi de la mise en œuvre des PDP et des CPA. Ce travail administratif et de passation des marchés important a pris près de deux ans pour pouvoir engager les premières réalisations physiques sur terrain. Les événements révolutionnaires du 14 janvier 2011 ont affecté négativement le rythme des engagements des travaux sur le terrain et la mise en exploitation des infrastructures de base réalisées (PI, pistes et AEP). Si la situation des engagements c'est sensiblement récupérée surtout sur les ressources du FIDA, le niveau de décaissement est resté faible par rapport aux prévisions, en particulier sur les ressources du FEM (25%). A ce jour, près de 94% des ressources prévisionnelles du FIDA et plus de 90% des fonds de contrepartie ont été engagés. Les engagements sur les ressources du FEM sont de l'ordre de 51%. Sur le PTBA 2014, les engagements sur les ressources du FIDA ont atteint 50% et ceux sur les ressources du FEM sont de l'ordre de 20%. Les taux globaux d'avancement des activités sur terrain sont de l'ordre, 70% pour les pistes d'accès, de 45% des travaux de conservation des eaux et des sols, de plus de 100% pour plantation arboricole (sec et irrigué) avec un taux de réussite de l'ordre de 80%, de plus de 100% pour le remembrement des terres agricoles, de 90% des travaux des PI sont achevés, alors que le niveau d'exploitation reste encore à concurrence de 60%. Sur 18 projets nouvellement créés et 14 réhabilités, 17 projets sont actuellement fonctionnels (55%) et alimentent 3750 habitants. Les AGR et PME mis en place au profit de 543 bénéficiaires dont 25% de femmes ont engendré environ 800 emplois. Ils leur manque l'accompagnement post-installation ce qui risque d'affecter leur durabilité. Les activités prévues sur le financement FEM ont démarré réellement en 2012 avec un niveau d'engagement de 51% du coût global. Ainsi, globalement le niveau d'engagement est satisfaisant, alors que le niveau de l'exécution sur le terrain et par conséquent le niveau de décaissement méritent plus d'effort de la part des entreprises contractées et de la part des structures techniques de l'administration pour achever le projet à temps et atteindre les objectifs assignés.

Compte tenu de ce qui précède la mission juge que l'état d'avancement de l'exécution du projet est modérément satisfaisant

Mesures correctives/recommandations

Action approuvée	Responsables	Date convenue
Inviter les entreprises contractées à accélérer le rythme d'exécution sur terrain et achever les travaux dans les délais contractuels.	UPL DRE	Continu
Augmenter la fréquence de suivi et de la supervision des travaux sur le terrain, en particulier, de la part des services de la direction régionale de l'équipement (DRE) et des arrondissements GR et PI du CRDA	DRH CRDA UPLC	continu

E. Aspects fiduciaires

106. **Gestion financière.** Le PDAI Siliana (phase2) est financé, essentiellement, à travers quatre sources de financement en l'occurrence, les prêts FIDA (Prêt initial 10,9 MDTs et Prêt supplémentaire 3,2 MDTs soit 14,1 MDTs au total), le Don FEM (5,0 M\$), le prêt de l'AFD (6,000 M\$) et la contribution de l'Etat (10 MDT). La gestion financière des prêts du FIDA est assurée directement par le service financier du projet au niveau de l'UPLC à Siliana. Celle du FEM, elle est assurée, en partie, par le comptable du FEM installé au niveau de l'UPLC à Siliana. La partie relative aux activités du Parc de Jbel Serj, elle est assurée au niveau central par la DGEQV. La gestion du prêt de l'AFD est assurée par la Direction Générale de l'Aménagement et de la Conservation des Terres Agricoles au niveau central. La contrepartie de l'Etat est gérée par le service financier du CRDA. La gestion financière est assurée, d'une manière satisfaisante et le suivi des situations des engagements et des paiements est assuré, jusqu'à fin 2010, à travers un système informatisé de suivi-évaluation. Ce dernier est en panne et des tableaux Excel sont utilisés actuellement. Concernant l'archivage des dossiers, toute la documentation demandée par la mission était disponibles. Concernant la tenue du registre des marchés, il a été relevé qu'il n'existe pas de registre spécifique au projet, essentiellement concernant le lancement des avis d'appels d'offres et réception des offres. Ce pendant, il existe un registre global pour l'ensemble des marchés au niveau du CRDA. Toutefois, l'Unité de projet dispose

de toutes les informations nécessaires et utiles concernant tous les marchés cofinancés par le FIDA et le FEM (à l'exception de la partie Jbel Serj qui est à la DGEQV).

107. **Décaissements.** Le décaissement sur les ressources du prêt du FIDA est assuré soit à travers le compte spécial du projet ouvert à la Banque Centrale de Tunisie (BCT) soit directement à travers le compte du projet au FIDA. Un autre compte spécifique, ouvert à la BCT, est destiné pour les paiements sur les fonds FEM. A ce jour, le montant total décaissé sur les prêts FIDA est de 9,299 millions de DTS, soit 85% du prêt initial et 66% du montant total des prêts. A confronter à la date de clôture prorogée au 30 juin 2015, et compte tenu du taux actuel des engagements (94%), ce rythme sera amélioré sensiblement les mois qui viennent pour décaisser la totalité des prêts dans les délais contractuels. Sur les ressources du FEM, gérées par le FIDA, 1,254 millions \$US ont été décaissés, soit un taux de 25% du montant total du don. Ce taux est appelé à être amélioré sensiblement compte tenu des engagements actuels sur ce don (51%).

108. **Fonds de contrepartie.** Le montant initial prévu comme contribution du Gouvernement est de l'ordre de 6.75 M\$ pour financer les taxes et les frais de fonctionnement. Il a été augmenté par un montant additionnel lors de l'approbation du financement supplémentaire. Depuis la mise en vigueur du prêt FIDA le 11 juin 2007, aucun problème n'a été constaté à propos de la contribution du budget de l'Etat. La contrepartie est toujours disponible et les engagements ont porté sur plus de 90% des prévisions. Le niveau actuel de décaissement est de l'ordre de 56% par rapport au coût actualisé. En plus de ce financement, le Gouvernement a mobilisé plus de 6 M\$ sur les ressources de l'Agence Française de développement pour financer les activités de conservation des eaux et des sols du PDAI-II. Sur ce dernier financement 100% des ressources ont été engagées et décaissées.

109. **Respect des accords de financement.** Conformément aux dispositions de l'accord des prêts FIDA, un compte spécial a été ouvert, en euros, auprès de la BCT. Pour le don FEM, un compte spécifique a été ouvert aussi à la BCT en dollars USD. Tous les deux comptes sont gérés par la BCT et ordonnés par le CRDA Siliana et, en partie par la DGEQV (500.000 \$USD du FEM). La réalimentation des comptes se fait au fur et à mesure de la consommation des fonds disponibles au niveau de ces comptes. L'autre procédure de décaissement consiste au paiement direct par le FIDA chaque fois où les montants des décomptes et des factures sont consistants (au moins 20.000 \$US). Par ailleurs et concernant les PTBA, ils ont été préparés et transmis à l'UNOPS, jusqu'à fin 2009, puis au FIDA, depuis le 1er janvier 2010, dans les délais contractuels (avant fin octobre de chaque année). Le PTBA 2014 relatif au financement FEM a accusé des retards et été actualisé lors de la mission d'examen à mi-parcours qui a eu lieu en janvier 2014. De même des rapports semestriels d'avancement des activités du projet sont remis au FIDA. A l'exception des petites consultations, tous les marchés engagés font l'objet de non objection préalable du FIDA. Globalement, toutes les dispositions de l'accord sont respectées, à l'exception de la transmission tardive des rapports d'audit des années 2010-2012 qui ont été remis au FIDA avec un retard de deux à neuf mois. Ceci est dû à la conjoncture spécifique de 2011 en Tunisie. Le rapport d'audit de l'exercice 2013 est en cours de finalisation par la CGF et sera disponible dans les délais contractuels.

110. **Passation de marchés.** Le processus de passation des marchés (lancement des appels d'offres, ouverture des plis, engagement et exécution des marchés) se fait conformément aux procédures Tunisiennes qui sont acceptées par le FIDA. En 2012 et 2013, les procédures Tunisiennes ont été revues dans un objectif d'améliorer la transparence et réduire les délais du processus de passation des marchés. La mission a constaté, une réduction significative des délais depuis la préparation du DAO jusqu'à l'attribution du marché, par rapport aux années 2011 et 2012. Elle a constaté, la concurrence limitée des entreprises et des prestataires de services surtout dans les derniers lots de pistes rurales, d'alimentation en eau potable. Les appels d'offres relatifs à la gestion des connaissances, à l'identification des activités prioritaires dans le Parc Serj, et à l'acquisition des équipements éoliens ont été déclarés infructueux et relancés pour une deuxième fois, probablement, par manque de compétences aisément mobilisables au niveau du pays. La mission a constaté aussi des retards dans la libération des cautions définitives et dans la présentation des dossiers de règlement définitif devant la commission des marchés compétente.

111. Aussi, à partir du 1^{er} juin 2014, une deuxième révision des procédures a été apportée dans le même objectif. A l'exception des petites consultations dont les montants sont inférieurs à 50.000 \$ pour les biens et travaux et 20.000 \$ pour les services de consultant, tous les marchés font l'objet de non objection du FIDA aussi bien sur les dossiers d'appels d'offres (DAO) que sur les rapports de dépouillement. Sur les ressources du FIDA, le dernier appel d'offres relatif au recalibrage de l'Oued Siliana (CES) a fait l'objet de trois publication avant d'être attribué à cause de la concurrence limitée.

De même, trois appels d'offres lancés par la DGEQV (financement FEM) relatifs à la gestion des connaissances, l'acquisition des équipements éoliens et l'identification des actions prioritaires pour le Parc Jbel Serj ont fait l'objet d'une première publication déclarée infructueuse. Une deuxième est en cours. L'inventaire et l'affectation des équipements sont gérés au niveau du CRDA

112. Suite à l'examen d'un échantillon de petites consultations qui ne font pas l'objet de non objection a priori, la mission a relevé des erreurs matérielles dans les dossiers de ces consultations qui n'ont pas d'impact sur l'attribution (correction des dates limite de réception, incohérence entre chiffres et lettres dans les délais de livraison, manque de lettre d'invitation dans le dossier de consultation). Elle a constaté aussi, que l'archivage des dossiers de paiement, en particulier sur le financement FEM, n'est pas bien structuré (une partie du dossier au niveau de la cellule des marchés au CRDA, une partie chez la cellule des consultations au PDAI et une autre partie chez la comptable). Le projet ne dispose pas de carnet d'inventaire spécifique.

113. **Audit.** Les rapports d'audit du Projet sont réalisés annuellement par le Contrôle Général des Finances (CGF). Ils sont de bonne qualité et examinent aussi bien les aspects financiers que les aspects organisationnels et les processus de passation des marchés. Une version provisoire est toujours remise à l'Unité du projet et les commentaires sont mentionnés exhaustivement dans la version finale. La transmission, par le Gouvernement, des deux derniers rapports d'audit 2012 (Prêts FIDA et Don GEF) au FIDA a accusé un retard respectif de près de trois mois. Les auditeurs ont soulevé certaines remarques relatives aux retards enregistrés dans les décaissements sur le don FEM et sur le prêt FIDA, à l'écart important entre certaines prévisions de l'administration et la moyenne réelle des offres financières, aux lenteurs du processus de passation des marchés, au respect par certaines entreprises des délais d'exécution des marchés, au non remplacement du chef de service de suivi-évaluation qui a quitté le projet depuis plus de quatre ans, à l'abandon du système de SE mis en place au début du projet, à la non mise à jour des états d'avancement physique et financier, à la mauvaise application des taux de financement dans deux cas de consultation et, à la concurrence limitée des entreprises²⁵. La préparation des rapports d'audit de l'exercice 2013 pour les financements FIDA et GEF a été engagée et seront, fort probable, disponibles avant fin juin 2014.

Compte tenu de ce qui précède la mission juge que les aspects fiduciaires du projet sont modérément satisfaisants

Mesures correctives/recommandations

Action approuvée	Responsables	Date convenue
Accélérer le rythme de décaissement sur les ressources du FIDA et du FEM et actualiser le plan de décaissement du projet (FIDA et FEM)	UPLC	Avant fin juin 2014
Respecter les clauses contractuelles dans la remise des rapports d'audit au FIDA pour l'exercice 2013 (FIDA et FEM)	UPLC CGF	Avant fin juin 2014
Organiser et structurer les dossiers financiers et de paiement, en particulier les dossiers du FEM)	UPLC	Continu

F. Durabilité

114. **Durabilité institutionnelle.** La pratique de l'API, comme mode opératoire, visant à mettre en place et promouvoir une dynamique de développement local durable a été opérée selon une vision et une logique « de projet » sans perspective réelle d'institutionnalisation de ce mode opératoire. En effet malgré les efforts déployés l'ancrage de l'API n'a pas été assuré ni au sein de la population, ni au sein du CRDA et des cadres de concertation. Bien que les PDP soient validés au sein des cadres de concertation et considérés par les différents intervenants comme des outils très utiles, ils sont restés « la propriété du projet » sans ancrage réel dans le dispositif de la planification local et régionale (Le contexte post révolutionnaire ayant certainement aussi contribué à la perturbation de ce processus de consolidation).

115. La légitimité et la viabilité des CDI, créés dans le cadre du projet pour servir d'interface entre les populations et les intervenants et qui ont joué un rôle « d'interlocuteur » représentant les

²⁵ Voir les rapports d'audit des Prêts FIDA et du Don GEF pour l'exercice 2012

communautés, ne sont pas assurées compte tenu de leur caractère informel et l'absence d'un ancrage réel de l'API au sein du CRDA et des cadres de concertation. En effet, ces CDI informels, fortement affaiblis pendant la période post-révolution, risquent de disparaître consécutivement à l'achèvement du projet, c'est à dire au moment où leur rôle essentiel devrait « normalement » commencer pour préserver et consolider les acquis.

116. L'initiative récente du projet pour encourager quelques CDI à mettre en place des GDA²⁶ ou des associations locales, bien qu'elle permette d'avoir une structure locale formelle, ne permettra pas d'assurer la continuité de la dynamique de développement à l'échelle du secteur administratif. Les statuts de ces structures ne sont pas adaptés pour le pilotage et la gestion du développement local à l'échelle d'un secteur administratif. Les GDA, créés pour gérer l'eau et les équipements dans les périmètres irrigués et dans les systèmes d'alimentation en eau potable, n'ont pas à ce jour les capacités nécessaires pour jouer pleinement leur rôle (manque /absence de formation, d'encadrement et de moyens de travail).

117. **Durabilité technique.** La qualité des réalisations des infrastructures hydrauliques est satisfaisante alors que le niveau d'exploitation et de mise en eau des PI et des projets d'AEP reste encore modeste. Les pistes réalisées sont de qualité moyenne et certains tronçons ont été endommagés puis réparés faute de qualification de l'entreprise et de budget d'entretien suffisant. Le tissu communautaire et les organisations de base responsables de la gestion des infrastructures hydrauliques encore fragiles, la pression conjoncturelle exagérée de la population, et les structures administratives, conjoncturellement affaiblies, risquent de compromettre le processus de développement local.

118. **Durabilité économique et financière.** Il est prématuré de parler d'une durabilité économique et financière à travers une infrastructure de base et des PI qui viennent d'être réceptionnés et une mise en valeur en cours de démarrage. Toutefois, les bénéficiaires des microprojets et les petites et moyennes entreprises se sont engagés à réussir leurs activités et garantir la continuité de leurs projets voir leur extension. A ce niveau, la durabilité peut être appréciée à travers le taux acceptable de remboursement des crédits contractés par les jeunes promoteurs (80%) et l'adoption de certains types de projets (miel de label bio, séchage de tomate, exploitation des marbres, unités d'entreposage frigorifique, etc.) par les femmes et les jeunes. On peut noter, à ce propos, que la plupart des microprojets et petites et moyennes entreprises mis en œuvre ont réussi (80-90%). Certains sont même en cours d'expansion (55%). L'amélioration de l'environnement socio-institutionnel et socio-économique pourrait aider à pérenniser les projets jugés actuellement peu rentables tels que les projets d'élevage bovin laitier qui souffrent du coût élevé des aliments (orge, son, foin, paille) et surtout des difficultés d'écoulement du lait, les projets de cuniculture souvent dimensionnés au dessous du niveau viables à cause des réticences des fournisseurs de crédits.

119. **Durabilité environnementale.** Les plantations arboricoles, réalisées dans les périmètres irrigués, sont de plus en plus exposées aux risques des événements climatiques destructrices en particulier la grêle, événement devenu fréquent ces dernières années. De par leur coût, les filets de protection ne sont pas à la portée des petits et moyens agriculteurs. Les assurances, conscientes de l'importance de ce risque, n'acceptent pas d'assurer les plantations de ces agriculteurs.

120. Le projet n'a pas cherché à trouver des solutions locales et ses contraintes (collecte du lait et protection des plantations arboricole en irrigué) qui sont considérées de portée nationale.

121. **Durabilité économique.** Elle est aussi concrétisée par l'aspect pécuniaire des microprojets initiés qui ont contribué à générer un revenu ou un complément de salaire et à occuper les promoteurs une bonne partie de leur temps. Le taux d'occupation moyen est estimé à 300 jours par an. En matière d'emploi supplémentaire généré, certains promoteurs font appel, de temps à autre, à une main d'œuvre familiale non rémunérée, et certains promoteurs recourent à une main d'œuvre salariale temporaire (séchage de tomate, service mécanisation agricole, élevage bovin laitier, poulet de ferme, etc.).

Compte tenu de ce qui précède la mission juge que la durabilité des acquis est modérément insatisfaisante

²⁶ Les lois en vigueur, notamment la loi n° 2004-24 du 15 mars 2004, stipulent l'adoption et la généralisation de l'application d'un statut unique de GDA pour la promotion des organisations socioprofessionnelles impliquées dans la gestion des ressources naturelles.

Mesures correctives/recommandations

Action approuvée	Responsables	Date convenue
Continuer à redynamiser les GDA et les inviter à entreprendre leurs conseils d'administration et à renouveler leurs membres pour assurer une meilleure représentativité de la population	UPLC CRDA DGFIOP	Dans les plus brefs délais
Prévoir un budget suffisant pour l'entretien des infrastructures de base réalisées, en particulier les pistes non classées	CRDA DRH DGFIOP	2014
Suivre et accompagner les PME et les microprojets au-delà de l'installation de leurs projets pour garantir la durabilité des acquis.	UPLC ODNO BRET	2014

G. Autres

122. **Accent mis sur la pauvreté.** Dans l'ensemble, le projet est intervenu dans les zones les plus démunies du gouvernorat de Siliana. Les projets d'AEP et de pistes, en particulier, ont participé à désenclaver et à équiper des zones très démunies (zones montagneuses à terres peu fertiles et où les exploitations sont morcelées et de petites tailles). Les expériences de vulgarisation ont pu, par des interventions sur des exploitations moyennes, parvenir à intéresser les petits exploitants et à améliorer sensiblement les rendements céréaliers, oléicoles et sur les légumineuses y compris dans les petites exploitations (dans 17 secteurs sur les 54 secteurs de la zone du projet et dans des proportions encore réduites vu la date de démarrage de l'expérience). Elles ont ainsi démontré la possibilité d'une contribution réelle à l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des petits exploitants. La création de PME n'a pas créé le nombre escompté de postes d'emploi qui auraient pu profiter aux moins nantis. Les actions du projet ne semblent pas avoir contribué à améliorer la situation du gouvernorat de Siliana par rapport à la moyenne nationale en matière de pauvreté. En septembre 2012, le taux de pauvreté du Gouvernorat demeure supérieur à 17% alors que la moyenne nationale se situe à 15,5%. Seules les délégations de Siliana Nord et de Gaafour se situent au dessous de la moyenne nationale. Les trois délégations du sud du gouvernorat (Rouhia, Makthar et Kesra) demeurent les plus pauvres du gouvernorat et se situent, nettement au dessus de la moyenne nationale. Kesra affiche en septembre 2012 un taux supérieur à 20% et Rouhia un taux supérieur à 25% selon les données fournies par le Ministère du Développement Régional et de la Planification.

123. **Efficacité du ciblage.** Le PDAI Siliana (Phase II) vise l'amélioration de vie d'une population rurale représentée par 76 000 personnes réparties en 15 000 ménages dont 7 000 ménages de bénéficiaires indirects, et concerne environ 12800 exploitants. Les composantes du projet ont favorablement touché le groupe cible composé d'hommes, de femmes et de jeunes : le partenariat entre le CRDA, l'ODNO et l'ANETI a été matérialisé par un processus de promotion d'investissement et d'encouragement ayant abouti à l'installation de projets initiés par des jeunes promoteurs

124. Le projet a cherché à cibler les populations pauvres ou déshéritées, en conformité avec la stratégie du FIDA, à travers ses diverses interventions agricoles et non agricoles dans un objectif d'amélioration durable de leurs revenus et de leurs conditions de vie. Il a concerné une population rurale d'environ 76 000 personnes réparties en 15 000 ménages. Ce contingent comprend les populations rurales les plus pauvres des 54 secteurs, intégrant ceux qui ont le moins accès aux services, le plus grand pourcentage de petits exploitants et ceux qui souffrent fortement du chômage. De ce fait, la zone est marquée, depuis longtemps, par une émigration économique vers les villes côtières, principalement Tunis (emplois précaires sur les chantiers de bâtiment) et, à un degré moindre, les villes du Sahel (bâtiment et agriculture).

125. Le ciblage, dans le cadre du PDAI-II, a pris les mesures qui visent à garantir que les individus et les ménages les plus défavorisés bénéficient réellement des interventions du projet. Dans ce sens, les structure de coordination et de gestion du projet ont adopté la démarche du FIDA qui adopte les trois niveaux de ciblage, à savoir, le ciblage géographique; le ciblage intra-communautaire; et l'adéquation de l'offre de services aux moyens d'existence des ménages les plus défavorisés.

126. Pour le ciblage géographique qui consiste à intervenir, en matière de développement local, en priorité dans les Imadas les plus défavorisées, et avant l'intervention sur terrain, le projet a exploité les études préparatoires, les statistiques régionales et les connaissances locales du terrain pour

classer les 54 Imadas par ordre de priorité. Cette priorisation a été validée au sein des cadres de concertation (conseil local et conseil régional) en concertation avec l'ensemble des intervenants et un programme d'élaboration des PDP sur une période de 3 ans a été adopté et consigné dans un procès verbal (voir PV du conseil régional du 26 juin 2007). Selon le même principe, les PDP ont été également validés systématiquement au sein du conseil régional (avant la révolution) et les décisions ont été consignés dans des PV (disponibles au niveau du projet).

127. Les PDP ont été mise en œuvre dans le cadre des Contrat-programmes annuels établis entre le CDI, le CRDA, les autorités locales et le président du conseil local. Les actions retenues et l'arbitrage des priorités et des investissements ont été arrêtés dans le cadre d'une concertation associant l'ensemble des parties prenantes ainsi que les services techniques concernés.

128. Il faut noter que plusieurs actions structurantes et leurs budgets ont été préalablement identifiés lors dans le document d'évaluation (préparation du projet) tels que les pistes, les périmètres irrigués et les projets d'alimentation en eau potable. Ces actions ont été identifiées sur la base des résultats de l'évaluation du PDAI-I. sur la base la Le ciblage socio-économique au sein de chaque Imadat. A ce niveau, les ménages les plus vulnérables ont été identifiés sur la base d'un diagnostic communautaire et participatif. Dans le cadre du projet, ce sont les agglomérations enclavées et ne disposant pas de source d'eau potable de proximité qui ont bénéficié des actions d'infrastructure de base. 33 projets d'au potable mis en eau et en cours pour alimenter 2730 familles et une dizaine de secteurs ont bénéficié de 60 km de pistes de désenclavement et dans les PI.

129. Pour les actions individuelles, le choix des bénéficiaires est effectué par les membres des CDI sur la base des critères préalablement convenus. Il y avait des mécanismes informels mais opérationnels de gestion des doléances des populations aux différents niveaux. Les plantations arboricole ont a touché, essentiellement, les petites et moyennes exploitations (08 ha par bénéficiaire, en moyenne). Les bénéficiaires des activités génératrices de revenu sont essentiellement les jeunes et les femmes. La moyenne des exploitations des petits périmètres irrigués réhabilités et réalisés dans le cadre du projet est de l'ordre de 2 ha.

130. Le troisième principe est lié à la parité et à une certaine « discrimination positive » en direction des femmes et des jeunes. A l'exception des infrastructures de base qui touchent toutes les catégories, hommes, femmes, et jeunes, le projet s'est attaché à orienter le plus possible d'actions en faveur des catégories les plus fragiles, en particulier en matière de formation et d'appui à la création de micro- projets et micro -entreprises. Ainsi, 4143 jeunes, dont 27% de femmes, ont été sensibilisés et formés dans les divers et cursus proposés par le BRETl en soutien à la création de microprojets. 501 microprojets ont été installés (parmi 1164 étudiées) pour les jeunes, dont 26% de projets initiés par des femmes. 43 petites et moyennes entreprises ont été installées (parmi 206 étudiées) au profit de jeunes depuis le démarrage du projet.

Tableau de répartition des bénéficiaires du projet

Catégories selon le rapport d'évaluation	Groupe cible selon le rapport d'évaluation	Nombre de personnes atteint jusqu'ici (cumulatif)	
		Total	% Femmes
Ménages sans terres bénéficiaires des AGR et PME (les plus pauvres)	1000 (5 000 bénéficiaires) (max. 10%)	1 164 (formation et installation AGR)	314 (27%)
Ménages bénéficiaires des activités agricoles (Moyennement pauvres)	5000 (25 000 bénéficiaires) (Max : 40%)	5 593 (Plantation arbo+CES+Conseil+ vulgarisation+remembrement+ Elevage+AEP+désenclavement)	Toute la famille équitablement homme/femme
Ménage bénéficiaires des PI (plus stables et moteurs de développement)	2000 (10 000 bénéficiaires) (Max : 30%)	774 (périmètres irrigués+PME)	Toute la famille équitablement homme/femme (26% femmes pour les PME)
Bénéficiaires indirects	7000 (35 000 bénéficiaires) (Max : 20%)	4750 (pistes + vulgarisation de masse + conseil de masse)	Toute la famille équitablement homme/femme

131. **Stratégie de désengagement.** La stratégie de sortie était présente depuis la conception du projet, au niveau de la constitution de la structure de gestion du projet, au niveau de l'implication des structures administratives existantes dans la conception et la mise en œuvre des infrastructures de base, et au niveau de l'adoption d'une approche participative impliquant la population dans la préparation, l'exécution, le suivi des réalisations, et la prise en charge de la mise en valeur des infrastructures hydrauliques et de gestion des ressources naturelles.

132. Dans le montage institutionnel du projet, on a opté à la création d'une unité de gestion par objectif avec un personnel ayant le statut de fonctionnaires publics relevant du CRDA de Siliana. Même les quelques contractuels recrutés dans le cadre de cette unité ont été intégrés au CRDA depuis début 2012. Tout ce personnel restera même après l'achèvement du projet. Aussi, la mise en œuvre et la supervision de toutes les activités du projet, en particulier, les infrastructures de base ont eu lieu à travers les arrondissements techniques du CRDA, à l'exception de la supervision des pistes qui a été réalisé avec le concours de la Direction Régionale de l'Équipement. Ceci donnera plus de chance de durabilité à ces infrastructures. Par ailleurs, l'adoption d'une approche partenariale basée sur l'implication d'autres acteurs institutionnels publics (ODNO, BRET1, l'OEP, DRE) est une mesure de nature à faciliter la consolidation et la durabilité des impacts après le retrait du projet.

133. En ce qui concerne l'implication de la population, l'adoption d'une approche participative pour la préparation et le suivi de mise en œuvre des PDP a travers les CDI ainsi que l'organisation des bénéficiaires des infrastructures d'AEP et d'irrigation en GDA et leur responsabilisation sur l'exploitation et la maintenance de ces infrastructures est un atout pour garantir la pérennité de la mise en valeur. Depuis mi-2012, le CRDA a opté à expérimenter la conversion des CDI en Association de développement par Imadat. Cinq associations ont été créées et cinq sont en cours. Cette conversion sera continuée et elle est menée par des structures de sous-traitance dans le cadre des marchés de l'accompagnement de la mise en œuvre des PDP.

134. Néanmoins, la réussite du retrait du projet nécessite la prise de dispositions supplémentaires visant essentiellement : i) l'amélioration de l'efficacité des organisations de base créées et/ou redynamisées (CDI, GDA, associations) et ce, à travers un programme consistant d'appui et de suivi sur le terrain. Il s'agit de compléter les actions de sensibilisation/formation sommaires par des actions consistantes d'encadrement pratique et de suivi-évaluation sur le terrain ; ii) réfléchir d'avantage sur les possibilités et les modalités d'institutionnalisation et de pérennisation des CDI tout en optimisant leurs aires d'intervention. Ces CDI pourraient préparer le terrain à l'émergence de collectivités locales démocratiquement élues ; iii) une meilleure harmonisation un renforcement de la coordination avec les partenariales et l'élargissement du partenariat à d'autres acteurs, notamment dans le domaine de promotion des AGR, des microprojets et des PME ; iv) l'élaboration et la mise en œuvre avant la fin du projet d'un programme consistant de renforcement des capacités des partenaires-clefs qui souffrent d'un manque de moyens humains qualifiés et de moyens logistiques adéquats ; v) la

préparation d'un programme de transfert aux partenaires et des bénéficiaires, des acquis matériels (ouvrages, équipements, bâtiments etc.) et immatériels (savoirs, études, outils, enseignements tirés etc.). La mise en œuvre de ce programme de transfert devra avoir lieu avant la clôture du Projet. Ce processus devrait être couronné par l'organisation d'un atelier officiel de passation des avoirs et des savoirs.

135. En ce qui concerne, les initiatives individuelles, le projet financera et veillera à la conduite d'une mission de diagnostic des AGR et des PME créés dans le cadre du partenariat avec le BRETl et l'ODNO. Cette mission fera d'abord un recensement exhaustif des AGR et des PME créés et s'assurera de la continuité ou non de leur fonctionnement et fera le point de manière systématique sur la question du taux de mortalité des projets. Elle analysera avec les promoteurs les causes de la « mortalité ». Elle fera pour chaque projet encore fonctionnel, une liste analytique des difficultés qu'il rencontre ou auxquelles il serait susceptible d'être confronté. Elle proposera un regroupement des projets selon les difficultés qui leur sont communes et proposera, pour chaque groupe, un programme de remise à niveau comprenant les actions de renforcement financier et les programmes de restructuration et de requalification des promoteurs.

136. Enfin, dans le cadre de l'équité inter-régionale et le développement des zones intérieures, le Gouvernement a lancé, en plus du rapport d'achèvement, une étude d'identification d'un nouveau projet dans le Gouvernorat de Siliana qui aura pour objectif de consolider les acquis des réalisations de la première et la deuxième phase du PDAI et du programme national et, de continuer l'investissement en vue d'améliorer le niveau de satisfaction des actions identifiées dans le cadre des PDP préparés en concertation avec la population.

*Compte tenu de ce qui précède la mission juge que les aspects de **pauvreté, ciblage et stratégie de sortie sont modérément satisfaisants***

H. Impact

137. Les premiers impacts des actions des différentes composantes viennent de se manifester, compte tenu du retard accusé dans l'exploitation de la plupart des activités d'aménagement hydraulique et d'infrastructure de base, de la mise à profit des aménagements antiérosifs et de mobilisation des eaux, et de l'émergence tardive des AGR et des microprojets. De même, le système de suivi-évaluation instauré à l'UPLC, de par sa conception, ne permet pas de dégager des indicateurs objectifs d'impact.

138. Bien qu'il soit prématuré de se prononcer définitivement sur l'importance des impacts du projet, qui seront appréhendés à l'achèvement du projet au niveau de neuf domaines établis dans le guide d'évaluation FIDA, les enquêtes et les entretiens²⁷ avec plusieurs partenaires et acteurs du projet dont les représentants des bénéficiaires (membres des GDA et CDI), ont permis d'apprécier quelques impacts.

139. **Avoirs matériels.** Les premiers impacts du projet à ce niveau se sont concrétisés par l'amélioration des conditions d'accès aux moyens de production, aux technologies et aux biens des ménages. L'action de remembrement foncier, a touché 3000 ha où le coût à l'hectare s'est multiplié par cinq à dix. Le renforcement des infrastructures routières, en plus du désenclavement et de la dynamique économique, a favorisé de nouvelles acquisitions et transaction en particulier dans les zones de PI où l'augmentation des revenus commence à se manifester. Aussi, l'aménagement des pistes a contribué à l'augmentation du nombre d'autorisations de transport rural délivrées (2 à 4 autorisations selon 90% des enquêtés) ce qui a atténué les contraintes d'accès aux services publics (santé, éducation, etc.).

140. **Sécurité alimentaire** consisterait à assurer au ménage une nourriture de qualité, en quantité suffisante et sans interruption. Cette finalité a été respectée par le projet dans le sens où les composantes productives, en particulier dans les PI, la plantation arboricole, et les actions génératrices de revenus, ont tendance à contribuer à atteindre l'objectif de la sécurité alimentaire par les ménages les plus vulnérables.

141. **Accroissement des revenus.** Les prémisses d'un accroissement des revenus sur les exploitations agricoles et chez les femmes et les jeunes du fait des réalisations du projet (vulgarisation, plantations arboricoles, remembrements, AGR et PME, améliorations quantitatives et

²⁷ Rapport d'examen à mi-parcours du CNEA-juillet 2012

qualitatives de la production laitière) existent. Cependant, pour la plupart elles ne peuvent être objectivement mesurées pour plusieurs raisons, notamment :

- le retard accusé dans l'exploitation de la plupart des activités d'aménagement hydraulique et d'infrastructure de base,
- l'absence d'encadrement et d'appui aux promoteurs,
- le fait que les améliorations introduites sont très récentes pour que l'on puisse admettre qu'elles aient déjà eu un impact certain et objectivement quantifiable sur les revenus,
- le fait que le système de suivi-évaluation de l'UPLC, ne permet pas de dégager des indicateurs d'impact, et est plus conçu pour la saisie et la restitution des paramètres de suivi des réalisations physiques et financières.

142. **Impact sur les politiques.** Le projet PDAI Siliana II a été un vaste champ d'expérimentation d'approches et de modalités de conception et de mise en œuvre de Plans de développement rural intégré. Il fournit déjà des indices permettant de reconsidérer et de repenser la politique de désengagement de l'état de l'exécution des activités de développement. Il fournit aussi des indices permettant d'apprécier avec plus d'objectivité l'aptitude des institutions régionales et nationales à la contribution à la prise en charge d'activités de développement rural local. Ainsi, les différences observées entre les réussites enregistrées sur le partenariat avec l'OEP et celles enregistrées avec les institutions régionales telles le BRETl et l'ODNO incite à entreprendre une politique de mise à niveau des institutions régionales que confirment d'ailleurs tous les mouvements révolutionnaires appelant à une mise à niveau des institutions régionales et en particulier celles des régions défavorisées et marginalisées de l'intérieur de la Tunisie. Le projet, comme d'autres projets de développement rural, a également et en particulier depuis la révolution, permis de mettre à jour les insuffisances du système de financement des AGR, et des PME. Une révision de la législation a déjà eu pour effet de reconsidérer le rôle et l'ampleur financière des ONG de microcrédit. Il a engagé une réflexion soutenu et engagé déjà des travaux de restructuration de la principale institution de microcrédit, la BTS.

143. Sur un autre plan le PDAI est censé, notamment à travers sa composante du FEM, impacter les politiques environnementales moyennant la mise en œuvre de mesures et d'activités qui devraient permettre (i) d'intégrer la GDT et la conservation de la biodiversité dans les activités agricoles et agropastorales, ainsi que de (ii) renforcer les politiques environnementales moyennant l'adaptation et l'amélioration du Système National de suivi environnemental. Toutefois, la concrétisation d'un tel impact tarde à venir en raison des retards enregistrés dans la mise en œuvre des mesures et activités en question.

Compte tenu de ce qui précède la mission juge que l'impact du projet est modérément satisfaisant

I. Conclusion

144. Sep ans après le démarrage du projet qui a été prorogé de 18 mois pour un achèvement en décembre 2014 (pour le financement FIDA) et en septembre 2015 pour le financement FEM, et malgré la conjoncture difficile durant les trois dernières années, l'Unité du projet et les structures techniques régionales ont déployé un effort important en matière de réalisation physique qui ont intéressé la quasi-totalité des composantes, à l'exception des actions financées sur les ressources du Fonds Mondial pour l'environnement qui n'ont démarré, effectivement qu'en fin 2012 et accusent des retards relatif. Des retards dans la réception des travaux, par rapport aux délais contractuels, de certains tronçons de pistes, de périmètres irrigués, et des projets d'alimentation en eau potable et dans la mise en valeur des infrastructures de base ont été constatés. Le maillon important dans la gestion du projet et la préparation de décision à court termes et stratégique, relatif à la mise en place d'un système de suivi-évaluation, n'a bien fonctionné et sa mission est restée restrictive au suivi physique et financier, sans pouvoir produire les informations nécessaires à l'évaluation des effets et impacts du projet ni la capitalisation des acquis à étendre à plus grande échelle. Le niveau global des engagements est de l'ordre de 87% par rapport au coût total actualisé (62 MD). Le rythme d'exécution sur le terrain a été ralenti surtout en 2011 et en 2012 à cause de la conjoncture révolutionnaire exceptionnelle en Tunisie et de l'insuffisance de moyens humains de l'UPLC, de l'arrondissement Génie Rural (GR) du CRDA et de la Direction régionale de l'Equipement. Le rythme des engagements a été rétabli en 2013/2014, alors que le niveau de décaissement est encore modeste sur les ressources du FEM. Le projet risque de ne pas décaisser tous les fonds à temps. Sur les ressources

financières du FIDA, le taux cumulé des décaissements est de l'ordre de 66% alors que sur les ressources du FEM, il n'est que de 25%. Les taux de change du DTS et du dollar au moment de l'évaluation étaient respectivement de 2,0 pour le DTS et 1,3 pour le dollar. A ce jour, ils sont de l'ordre de 2,5 et 1,65, ce qui a engendré des excédents de plus de 5,0 MD sur les prêts FIDA et 1,5 MD sur le don GEF. Des actions additionnelles d'infrastructure de base, de conservation des eaux et des sols et, de gestion durable des terres ont été proposées dans le PTBA 2014 pour consommer ces reliquats. Pour pouvoir récupérer les retards enregistrés et achever tous les travaux et prestations avant fin 2014, date d'achèvement du projet, la mission a indiqué aux responsables du projet et autorités régionales les domaines qui nécessitent une attention particulière afin d'accélérer le niveau d'exécution et de mise en valeur des infrastructures réalisées et en cours, et d'assurer la durabilité des acquis et leur impact sur l'amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires, notamment en œuvrant à :

- Achever et réceptionner tous les travaux et prestations en cours et à engager avant la date d'achèvement du projet, en particulier les infrastructures de base (Pistes, AEP, PI, protection des berges O Siliana) : Avant fin décembre 2014 pour le FIDA et avant septembre 2015 pour le FEM ;
- Mobiliser une assistance externe, en synergie avec les programmes en cours, pour consolider et renforcer le tissu socio-professionnel et assurer sa durabilité et, initier, en collaboration avec les autres partenaires et projets similaires, une réflexion sur l'avenir des CDI et leur relation avec les structures socioprofessionnelles en vigueur surtout après l'achèvement du projet. Cette réflexion est à inscrire dans une vision stratégique d'organisation de la population en milieu rural dans une perspective de décentralisation et de promotion du développement local : Avant fin décembre 2014 ;
- Veillez à la réalisation des évaluations thématiques identifiées lors de la mission (Expérience de la vulgarisation privée, la composante relative à la promotion et la création de l'emploi, approche conseil aux petits et moyens éleveurs) : Avant fin décembre 2014 ;
- Créer une base de données structurée sur les secteurs administratifs touchés par le projet permettant de renseigner le contenu des PDP et, toutes les réalisations du PDAI-I et II et FEM et leurs localisations sur support cartographique numérique accessible aux utilisateurs qui peut fournir les éléments nécessaires à l'évaluation finale du programme et de la composante FEM et alimenter les réflexions stratégiques ;
- Assurer le développement et le financement d'un plan de mitigation de toutes les infrastructures financées par le projet dans le parc et les zones avoisinantes. Le plan doit comprendre toutes les justifications techniques et doit être formulé en tenant compte des exigences du parc et du territoire afférent : Avant fin septembre 2014 ;
- Assurer le lancement de toutes les activités de partage de savoir (Knowledge Sharing), de développement des capacités et de connaissances, y compris le recrutement d'un expert dédié pour soutenir l'allocation de fonds du FEM, assurer l'intégration des activités "soft" dans le plan général du programme, assurer la valeur ajoutée du don FEM au programme et superviser les activités de la DGEQV. En raison des difficultés signalées en matière de disponibilité de consultants qualifiés, il a été proposé de faire recours à des spécialistes internationales dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et des aires protégées/par naturelles : Avant fin septembre 2014 ;
- Prendre les dispositions nécessaires pour accélérer le rythme de décaissement aussi bien sur les ressources du FIDA que sur celles du don FEM et, veiller à la réalisation, à temps, des activités prévues pour pouvoir décaisser les allocations avant la clôture du projet ; Avant fin décembre 2014 pour le FIDA et avant septembre 2015 pour le FEM ;
- Veiller au respect des échéances contractuelles des audits annuels FIDA et FEM (2013) et les transmettre au FIDA à temps : avant fin juin 2014.

145. Le FIDA et le Gouvernement (Projet de développement agricole intégré dans le gouvernorat de Siliana - phase-II) entérinent les conclusions de la mission de supervision.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Tunisie	No. du projet	1299	No. du prêt/don DSF	687
Projet	Projet de développement agricole intégré dans le Gouvernorat de Siliana – Phase II			Prêt/don DSF suppl.	864
Date de mise à jour	14/06/2014				
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	7	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	3		
Dernière Supervision	02/06/2014	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	14/04/2012		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	13/12/2005			Coût total	43.94	
Accord	17/01/2006	Délai d'entrée en vigueur	18.2	FIDA Total	20.49	
Entrée en vigueur	11/06/2007	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	20.49	66
Premier décaissement	11/02/2008			Don DSF		
Examen à mi-parcours	14/01/2013	Dernier amendement	09/08/2012	Don FIDA		
Achèvement initiale	30/06/2013	Dernier audit	02/09/2013	Financement national total	12.88	
Achèvement	31/12/2014			Bénéficiaires	2.16	60
Clôture initiale	31/12/2013			Gouvernement (National)	6.75	56
Clôture	30/06/2015			Other Domestic	0.88	0
Nbre de prolongations	1			Domes. Fin. Inst.	3.08	63
				Cofinancement total externes	10.57	
				France/AFD	5.55	100
				GEF	5.02	25

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	3	4	2. Exécution du S&E	3	3
3. Fonds de contrepartie	4	5	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	4
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	3	3
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	3	4	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
			8. Prise en climat et environnement		3

REPUBLIQUE TUNISIENNE

Projet de développement agricole intégré dans le gouvernorat de Siliana - Phase-II

Rapport de supervision - Dates de la mission: du 02 au 14 juin 2014

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Gestion durable des sols	3	3	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	3	3
2. Renforcement institutionnel	3	3	2. Autonomisation	3	3
3. Appui à l'emploi et à l'investissement privé	3	4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
4. Développement local intégré	4	4	4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

Le taux global des engagements, tout financement confondu, est de l'ordre de 87%. Celui sur les ressources du FIDA, il est de 94%. Le niveau des engagements sur le financement FEM a atteint 51%. Le niveau de décaissement sur les ressources du FIDA et du FEM a substantiellement augmenté durant le premier semestre 2014. Ils sont respectivement de 66% par rapport au coût actualisé sur le prêt FIDA et, de 25% sur le don FEM. Les fonds de contrepartie, prévus par le projet, ont été mobilisés sans problème et le projet a drainé d'autres financements complémentaires sur les différents programmes régionaux. Le processus de passation des marchés et de réception des travaux a été sensiblement amélioré, ce qui a permis d'améliorer le niveau d'exécution sur terrain. Le système de suivi-évaluation, mis en place au début du projet, est verrouillé et a été remplacé par des tableaux sur Excel à performance très limitée. Le rapport d'audit des financements FIDA et FEM pour l'exercice 2013 ont été remis au FIDA avec, respectivement, avec un retard de deux et trois mois. Le rapport de 2014 a été engagé et sera disponible à l'échéance, avant fin juin 2014. En ce qui concerne les activités de gestion durable des terres, prévues sur les ressources du FEM ont accusé des retards significatifs et auront à consolider la protection de la flore et de la faune existante. L'aménagement des accès en bitume et la construction du l'ecomusée à l'intérieur du Parc de Jbel Serj, concentreront les visites touristiques et de la population limitrophe, ce qui pourrait engendrer plus de dépôt solide dans la zone protégée.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique		4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Après sept ans de mise en œuvre et malgré la conjoncture spécifique en Tunisie, depuis 2011, l'état d'exécution physique des activités du projet est globalement satisfaisant. La mise en valeur commence à se manifester surtout dans les premiers périmètres irrigués réalisés. Les réalisations physiques ont intéressé la totalité des composantes du projet, à l'exception des actions programmées sur le don FEM qui accusent un retard relatif à cause de leur mise en vigueur tardive et de leur spécificité environnementale peu maîtrisée par l'administration Tunisienne. Le taux d'engagement global des réalisations est de l'ordre de 87%. La création et la réhabilitation des périmètres irrigués, dont plus de 60% sont en production, la plantation arboricole en sec et en irrigué sur une superficie de plus de 9000 ha, l'aménagement et l'entretien de plus de 28000 ha de travaux de conservation des eaux et du sol et, et l'installation de 501 micro-projet et 42 petites et moyennes entreprises créant plus de 795 nouveaux emplois auront un effet positif sur l'actif naturel et la résilience climatique.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Les événements sociopolitiques survenus depuis 2011 et les perturbations socio-économiques suivies jusqu'à ce jour ont causé des retards dans la mise en valeur des investissements et risquent de retarder l'atteinte des objectifs assignés au projet. Toutefois, les objectifs de développement ont commencé à se manifester, essentiellement, par le désenclavement des zones difficiles, l'alimentation en eau potable des localités assoiffées (gérer par des GDA), le démarrage de l'exploitation des périmètres irrigués (gérés par des GDA) et par l'installation d'un nombre important de PME et d'AGR. Le tissu socioprofessionnel est encore fragile ce qui pourrait entraver la durabilité des acquis.

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Le taux de décaissement sur les ressources du FIDA est de 66% et la date de clôture prévue est pour juin 2015. De même, les décaissements sur le FEM est de 25% contre une date de clôture prévue en mars 2016. A défaut d'un suivi rapproché du processus de passation des marchés et de réception des travaux dans les délais contractuels, le projet risque de ne pas consommer la totalité des fonds disponibles à temps. La mobilisation des fonds de contrepartie n'a jamais posé problème et ne présente aucun risque.
Avancement de l'exécution du projet	Rapportées à la durée restante du projet, les réalisations physiques et financières accusent un retard relatif, dû, essentiellement, à la conjoncture exceptionnelle, à l'entrée en vigueur tardive du financement FEM et à la spécificité des activités de gestion durable des terres prévues sur ce dernier financement. A

	ce jour, certains travaux d'infrastructure financés sur les ressources du FIDA accusent des retards et ne sont pas encore achevés. Aussi, la capacité limitée des entreprises nationales à réaliser un programme très ambitieux dans les zones de l'intérieur du pays est un risque qui peut entraver le rythme d'exécution à Siliana. Si ce risque n'est pas majeur sur l'engagement des travaux, il est probable sur leur achèvement à temps.
Produits et réalisations	Les principales réalisations physiques sur terrain, à ce jour, ont concerné la création de 220 ha de PI autour du barrage collinaires (100%) pour 85 irrigants, la création et la réhabilitation de 445 ha de PI sur forages (120%) pour 353 irrigants avec 17 km de pistes dans ces PI. l'achèvement des travaux de 300 ha de périmètre d'épandage (75% des prévisions) au bénéfice de 50 irrigants, l'achèvement des travaux de création et de réhabilitation de 17 projets d'AEP pour 3750 habitants, l'engagement des travaux de 15 autres projets d'AEP pour 9905 bénéficiaires (avancement entre 10 et 95%), la construction de 225 citernes pour la collecte des eaux pluviales pour 225 familles, et l'engagement de 60 km de pistes rurales (100% des prévisions : 19 km achevés et 41 en cours) pour le désenclavement de plus de 1800 familles. La plantation arboricole a concerné plus de 9000 ha en pluvial et en irrigué (plus de 100% des prévisions globales). La gestion durable des terres a porté sur l'engagement des travaux de remembrement en sec sur une superficie de 3000 ha (300% des prévisions) dont 1500 achevés à 100% pour 708 bénéficiaires et 1500 ha sont en cours, l'engagement de la construction de l'écomusée à Jbel Serj (avancement 90%), l'aménagement de 5200 ha de travaux de CES sur les ressources de l'AFD, soit 55% des prévisions. Augmenté des réalisations sur le programme national dans la zone du projet, ce taux a dépassé 100% des prévisions. Concernant la création d'emplois, 501 microprojets (95%), dont 131 pour les femmes rurales et 42 PME (17% pour les femmes), plus que les prévisions, ont été créés et installés depuis le démarrage du projet, mais nécessitent un suivi et un accompagnement rapprochés durant les premières années de leur installation pour garantir leur durabilité.
Durabilité	La qualité des réalisations des infrastructures hydrauliques est satisfaisante, alors que le niveau d'exploitation et de mise en eau des PI et des projets d'AEP reste encore à améliorer. La qualité des pistes réalisées est moyenne et certains tronçons ne sont pas bien entretenus faute de budget d'entretien suffisant. Le tissu communautaire et les organisations de base responsables de la gestion des infrastructures hydrauliques encore fragiles, la pression conjoncturelle exagérée de la population, et les structures administratives conjoncturellement affaiblies, risquent de compromettre le processus de développement local. Toutefois, les premiers indicateurs relatifs à l'association de la population, l'ancrage de l'approche participative et la constitution des comités de développement sont prometteurs et s'ils sont consolidés durant les années prochaines de mise en œuvre, ils assureront la pérennité des actions du projet.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Exécution du projet et Produit	Achever et réceptionner tous les travaux et prestations en cours et à engager avant la date d'achèvement du projet, en particulier les infrastructures de base (Pistes, AEP, PI, protection des berges O Siliana)	CRDA UPLC DRH	31 décembre 2014 pour les prêts FIDA et 30 septembre pour le don FEM
	Accélérer le rythme de décaissement aussi bien pour les Prêts du FIDA que sur le Don GEF	UPLC AT-FEM	80% pour les prêts et 50% pour le don FEM avant fin 2014
	Soumettre au FIDA le rapport d'achèvement du projet (en particulier sur les ressources du FIDA)	UPLC	avant fin décembre 2014
Aspects fiduciaire	Accélérer le rythme de décaissement sur les ressources du FIDA et du FEM et actualiser le plan de décaissement du projet (FIDA et FEM)	UPLC	Avant fin juin 2014
	Respecter les clauses contractuelles dans la remise des rapports d'audit au FIDA pour l'exercice 2013 (FIDA et FEM)	UPLC CGF	Avant fin juin 2014
	Organiser et structurer les dossiers financiers et de paiement, en particulier les dossiers du FEM)	UPLC	Continu
Durabilité	1. Engager une réflexion sur l'avenir des CDI et leur relation avec les structures socioprofessionnelles en vigueur surtout après l'achèvement du projet. Celle-ci fera partie de la stratégie de sortie à finaliser avant l'achèvement du projet. 2. Suivre et accompagner les PME et les microprojets au-delà de l'installation de leurs projets pour garantir la durabilité des acquis.	UPLC DGFIOF ODNO BRETI	Courant 2014.

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Résumé descriptif	Indicateurs de performance objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Suppositions/risques
Objectifs de développement			
l'amélioration durable des revenus et des conditions de vie de la population rurale dans le gouvernorat de Siliana.	<p>Nombre de ménages défavorisés, dont l'indice d'accumulation de biens a augmenté</p> <p>Réduction de la prévalence de la malnutrition infantile</p> <p>Nombre de ménages bénéficiant d'une plus grande sécurité alimentaire</p> <p>Nombre de ménages bénéficiant des interventions du projet, par groupe socio-économique</p> <p>Diminution de l'écart entre la rémunération des hommes et femmes ouvriers agricoles.</p>	<p>Statistiques des programmes 26/26</p> <p>Enquête de base du CNEA, 2005</p> <p>Enquête socio-économique à mi-parcours et finale</p>	<p>Maintien du taux de croissance de l'économie</p> <p>Maintien de la priorité accordée à un développement économique et social</p>
Objectifs du projet			
<p>1. Engager à partir de l'échelle communautaire un processus de développement local capable de stimuler l'initiative et l'investissement des populations rurales dans l'agriculture, élevage et conservation des ressources naturelles.</p> <p>2. Diversifier et accroître les possibilités d'emplois et d'investissements en milieu rural, en particulier pour les femmes et jeunes, pour contribuer à créer un tissu économique local durable.</p> <p>3. Développer les capacités institutionnelles du CRDA à engager un développement intégré, participatif, équitable et répondant à la parité hommes-femmes.</p> <p>4. Assurer que la gestion durable des sols soit prise en compte comme un axe essentiel du développement local par l'ensemble des acteurs locaux et par les décideurs au niveau national.</p>	<p>- Nombre de ménages faisant état d'un accroissement de la marge brute de leur production agricole et animale</p> <p>- Augmentation de la part de financement privé et des collectivités dans la gestion durable des terres.</p> <p>- Degré d'autonomie des comités de développement d'imadat et de groupements d'intérêt</p> <p>- Nombre de jeunes filles et garçons ayant trouvé un emploi (ou auto-emploi) grâce au projet</p> <p>- Ratio des emplois saisonniers aux emplois permanents (pour les jeunes filles et garçons).</p> <p>- Rentabilité moyenne des entreprises établies.</p> <p>- Mécanismes mis en place par le CRDA pour favoriser la programmation intégrée des investissements et l'attention aux questions d'équité et parité</p> <p>- Coordination horizontale et verticale améliorée concernant planification et mise en œuvre de conservation eaux et sols</p> <p>- Mesures d'incitation et de sanctions mises en place en faveur de la gestion durable des sols</p>	<p>Enquêtes socio-économiques de base, mi-parcours et d'achèvement</p> <p>Modèles d'exploitation à la revue à mi-parcours et finale</p>	<p>Processus de programmation participative a un ancrage institutionnel dans le mode de fonctionnement et programmation/ budgétisation au niveau du CRDA et administration locale.</p> <p>Mécanismes de gestion de la sécheresse déclenchés à temps en cas de sécheresse.</p> <p>Cadre réglementaire de la conservation de l'environnement maintenu en place.</p>
Résultats du projet pour l'objectif 1:			

Résumé descriptif	Indicateurs de performance objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Suppositions/risques
<p>R 1.1. Communautés organisées en comité de développement d'imadat représentatif</p> <p>R.1.2. Activités sont programmées en fonction de la demande de la population et ciblage en faveur des ménages pauvres, hommes et femmes.</p> <p>R.1.3. Effet multiplicateur des investissements sélectionnés au niveau des PDP et contrats programmes</p>	<p>- Nombre de comités fonctionnels</p> <p>- Nombre de femmes dans les comités</p> <p>- Nombre de ménages défavorisés, femmes, et jeunes ayant bénéficié des activités des contrats programmes</p> <p>- Nombre total de bénéficiaires PDP</p> <p>- Taux de rentabilité de l'investissement</p> <p>- Effets directs à court terme sur accroissement des revenus des ménages pauvres et des emplois pour hommes et femmes dans la zone</p>	<p>PV et suivi des comités de développement</p> <p>Classification selon le niveau socio-économique des bénéficiaires</p> <p>Analyse financière des coûts et bénéfices des investissements retenus par les comités de développement d'imadat</p> <p>Suivi des contrats programmes</p>	<p>Les actions de volontariat mobilisent la population locale.</p> <p>Appropriation de l'approche participative par les services du CRDA et de l'administration locale</p> <p>Gouvernement Tunisien et loi sur la passation des marchés donnent priorité à la sous-traitance et tâcheronnat pour les travaux au lieu de la régie.</p>
<p>Composante 1: Développement local intégré</p> <p>Activités pour l'objectif 1</p> <p>- Formation des comités et renforcement de leurs capacités</p> <p>- Appui conseil agricole.</p> <p>- Soutien à la polyculture en sec et irrigué</p> <p>- Soutien à l'élevage</p> <p>- Réhabilitation de périmètres irrigués</p> <p>- Construction de nouveaux périmètres</p> <p>- Consolidation des travaux CES</p> <p>- Construction de nouveaux travaux CES</p> <p>- Adduction en eau potable réaménagé ou construite</p> <p>- Entretien et construction de pistes</p> <p>- Parrainage auprès des autorités locales des</p>	<p>- Nombre et type des organisations de base établis ou renforcés</p> <p>- Nombre de membres, hommes et femmes, des groupements d'intérêt/ organisations de base formés.</p> <p>- Nombre d'exploitants agricoles et aide-familiales encadrés par le conseil agricole</p> <p>- Nombre d'exploitants agricoles et aide-familiales ayant adopté partiellement ou totalement le paquet technologique recommandé</p> <p>- Nombre d'ha plantés par espèces, en irrigué et en sec</p> <p>- Type et nombre d'animaux distribués, vaccinés</p> <p>- Taux d'intensification dans chaque périmètre réhabilité</p> <p>- Nombre des hectares sous périmètre irrigué</p> <p>- Taux d'intensification dans chaque nouveau périmètre</p> <p>- Nombre d'ha consolidés</p> <p>- Nombre d'ha sous CES</p> <p>- Coût moyen à l'hectare aménagé</p> <p>- capacité de rétention en eau</p> <p>- Taux de distribution de l'eau (en jours) par rapport aux besoins</p> <p>- Nombre et type de pistes</p>	<p>Suivi des contrats programmes</p>	<p>Adéquation entre investissements et capacités financières des ménages.</p>

Résumé descriptif	Indicateurs de performance objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Suppositions/risques
activités du PDP non financées par le projet - Appui aux communautés dans la formulation de plans de développement participatifs et de leur présentation aux pouvoirs locaux	- Taux de réalisation des activités parrainées par le projet auprès d'autres instances. - Nombre de PDP et CP par an		
Résultats du projet pour l'objectif 2:			
R 2.1. Adéquation réalisée entre formation des demandeurs d'emplois et opportunités de travail. R 2.2. Nouvelles entreprises créées R.2.3. Entreprises existantes renforcées	- Nombre de jeunes filles et garçons par type de formation professionnelle. - Nombre d'entreprises (micro-petites-moyennes) installées et en activité. - Types d'activités des entreprises - Nombre d'hommes et femmes employés - Nombre d'entreprises renforcées par type d'entreprises, et par sexe du chef d'entreprise - Taux d'accroissement du chiffre d'affaires et d'emplois dans les entreprises renforcées.	Suivi des contrats programmes. Suivi du BRET et ODNO.	Politique de soutien de l'emploi et de l'égalité des chances est poursuivie. Prospection constante sur les marchés de l'emploi et leur degré d'expansion
Composante 2: Appui aux entreprises et à la promotion de l'investissement privé: Activités pour l'objectif 2 - Décentralisation de l'encadrement des demandeurs d'emploi et du suivi de la micro-entreprise au niveau du BRET. - Dotations du BRET de fonds de formation et d'études. - Renforcement des capacités de l'ODNO dans les activités de suivi économique et de prospection de marchés et des investisseurs privés. - Aménagement des zones de petits métiers	- Nombre de promoteurs et promotrices recevant appui conseil, par type de lieu d'installation (urbain, péri-urbain, rural) - Nombre de cadres du BRET formés (% femmes). - Nombre de cadres de ODNO formés (% femmes) - Taux de satisfaction avec étude ODNO de faisabilité et de marché - Nombre de personnes (hommes, femmes) bénéficiaires pour chaque zone de petits métiers/ artisanat	Suivi des contrats programmes Suivi BRET et ODNO	Budget de fonctionnement et d'équipement du BRET et ODNO sont renforcés
Résultats du projet pour l'objectif 3:			
R. 3.1. Compétences accrues des services du CRDA à intégrer aspects techniques, socio-	- Nombre de cadres techniques qui valident les propositions des comités de développement sur critères	Suivi des contrats programmes	Accent mis au CRDA sur la valorisation des investissements et de la

Résumé descriptif	Indicateurs de performance objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Suppositions/risques
économiques (équité sociale et parité hommes-femmes) R 3.2. Système de suivi et évaluation est opérationnel	techniques, socio-économiques et équité/ parité - Rapport de suivi des réalisations physiques, financières, et des résultats acquis soumis à temps	Suivi par UPLC de la validation des actions des PDP par services techniques. Rapport de supervision	production agricoles. Volonté claire du Ministère de l'Agriculture et FIDA pour établir un SSE approprié.
Composante 3: Renforcement institutionnel: Activités pour l'objectif 3: - Etablissement de l'Unité de Planification Locale et Coordination (UPLC). - Formation continue des cadres du CRDA et de l'administration locale sur l'approche participative et l'analyse genre. - Priorisation des imadats sur la base de leur degré de vulnérabilité.	UPLC établie et son personnel a les qualifications requises. % décaissement sur le budget Nombre de cadres (hommes, femmes) CRDA formés par type de formation Programmation effective des imadats selon niveau de vulnérabilité.	Suivi des contrats programmes Suivi par UPLC (aspects formations) Rapports de supervision (compétences UPLC et gestion financière)	La réglementation autorise l'appui apporté aux organisations informelles (les comités de consultation et les groupements d'exploitants).
Résultats du projet pour l'objectif 4:			
R 4.1. Plan d'action régional de gestion durable des sols assorti du financement nécessaire, outils de décision, et mécanisme de partenariat R. 4.1. Etablissement d'un système de suivi, outil de décision en matière de gestion durable des sols.	- Taux de réalisation des actions du plan - % d'adoption de techniques de production agricole ou exploitation des ressources naturelles conservatrices des sols. - Système de suivi fonctionnel	Rapports de suivi. Etude de base et des effets amplifiés (incremental effects).	Le cadre réglementaire pour la conservation de l'environnement est en place. Le scénario de base est maintenu.
Composante 4: Gestion durable des terres: Activités pour l'objectif 4: - Promotion de mécanismes de coordination (et mise en réseau intersectoriels et interinstitutionnels dans le domaine de la Gestion Durable des Sols (GDS). - Système de suivi de la dégradation des sols et de ses conséquences et de capitalisation des expériences en matière de GDS	A élaborer au cours du PDF-B	Document du projet FEM.	Projet soumis au FEM est accepté.

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Achever et réceptionner tous les travaux et prestations en cours et à engager avant la date d'achèvement du projet, en particulier les infrastructures de base (Pistes, AEP, PI, protection des berges O Siliana)	CRDA UPLC DRH	31 décembre 2014 pour les prêts FIDA et 30 septembre pour le don FEM
Accélérer le rythme de décaissement aussi bien pour les Prêts du FIDA que sur le Don GEF	UPLC AT-FEM	80% pour les prêts et 50% pour le don FEM avant fin 2014
Soumettre au FIDA le rapport d'achèvement du projet (en particulier sur les ressources du FIDA)	UPLC	avant fin décembre 2014
Actualiser le planning détaillé de réalisation des travaux en cours sans dépasser le 31 décembre 2014 pour le FIDA et 30 septembre 2015 pour le FEM comme date de réception de toutes les prestations	UPLC Les services techniques du CRDA La Direction Régionale de l'Equipeement	30 juin 2014
Renforcer des moyens de suivi et de contrôle des projets de pistes et alimentation en eau potable qui sont en cours d'exécution et qui ont accusé des retards sensibles. Des réunions mensuelles associant les entreprises les entreprises adjudicataire sont bien recommandées	UPLC Les services techniques du CRDA La Direction Régionale de l'Equipeement	mensuel
Agir pour résoudre le problème de la collecte du lait qui risque de compromettre les acquis importants en termes de production additionnelle résultant de l'accompagnement rapproché des éleveurs	Autorités régionales CRDA	Juin 2014
(i) Actualiser la situation sur le fonctionnement des organisations locale des populations (CDI, GDA, associations locales) (ii) Apporter le soutien nécessaire pour restructurer et redynamiser aux organisations locales qui sont en difficultés. (ii) initier, en collaboration avec les autres partenaires et projets similaires, une réflexion sur l'avenir des CDI et leur relation avec les structures socioprofessionnelles en vigueur surtout après l'achèvement du projet et inscrire cette réflexion dans une vision stratégique d'organisation de la population en milieu rural dans une perspective de décentralisation et de promotion du développement local	UPLC CRDA-AFE DGFIOP	Organisation d'un séminaire à l'occasion de la clôture du projet (contenu et organisation à préparer avant la fin septembre 2014. Le séminaire peut être financé par le FEM
Réaliser : (i) une évaluation externe de l'expérience de la vulgarisation et le conseil agricole privés et exploiter les résultats pour alimenter les réflexions sur la stratégie de la vulgarisation agricole et (ii) une évaluation de l'expérience de l'appui conseil en élevage, réalisée en partenariat avec l'OEP afin de tirer des orientations stratégiques pour adapter et étendre l'approche à d'autres éleveurs et l'inscrire dans une stratégie globale d'amélioration durable de l'élevage chez les petits et moyens éleveurs.	UPLC / AVFA /OEP	S'assurer que les résultats de cette évaluation seront disponibles avant fin décembre 2014
Préparer un rapport complet sur les actions de recherche-développement et le transmettre au FIDA	UPLC et le pôle de recherche	avant la fin du mois de juillet 2014.
Assurer une formation des jeunes de la région dans le domaine de la taille des arbres fruitiers et	UPLC / CRDA	Avant fin décembre 2014

établir un plan d'appui conseil de base permettant aux agriculteurs d'assurer la conduite et la gestion appropriées de leurs plantations.		
Présenter une requête au FIDA pour envisager la possibilité de financement d'une étude hydro-géologique des nappes de Rouhia.	CRDA RE UPLC	Avant fin juin 2014
Engager une évaluation spécifique de la composante promotion de l'investissement privé et des PME. Les résultats de cette évaluation peuvent servir les projets futurs et contribuer à l'amélioration de la stratégie de l'emploi	UPLC BRETI ODNO	Avant fin septembre 2014
Disposer de situation de suivi physique et financière en temps réel aussi bien pour le PDAI que pour la composante financée par le FEM.	UPLC / AT-FEM Responsables financiers du PDAI et du FEM	Temps réel
(i) Créer une base de données structurée sur les secteurs administratifs touchés par le projet permettant de renseigner le contenu des PDP et, toutes les réalisations du PDAI-I et II et FEM et leurs localisations sur support cartographique numérique accessible aux utilisateurs (ii) Développer une base de données structurée et synthétique permettant de capitaliser les acquis et les bonnes pratiques et les rendre plus accessibles et exploitables (y compris les supports cartographiques et les outils et les supports de communication)	UPLC	Avant la fin décembre 2014
Disposer de situation de suivi physique et financière en temps réel aussi bien pour le PDAI que pour la composante financée par le FEM.	UPLC / AT-FEM Responsables financiers du PDAI et du FEM	Temps réel
Développer plus la cartographie du projet et produire une base de données géo-référencées adéquate au programme et qui peut fournir les éléments nécessaires à l'évaluation finale du programme et de la composante FEM.	UPLC	avant fin 2014

Assurer le développement et le financement d'un plan de mitigation de toutes les infrastructures financées par le projet dans le parc et les zones avoisinantes. Le plan doit comprendre toutes les justifications techniques et doit être formulé en tenant compte des exigences du parc et du territoire afférent.	UPLC DGEQV AT-FEM	fin septembre 2014
Maximiser l'utilisation de techniques biologiques pour la stabilisation des sols, des ravins et des cours d'eau (berges) + allocation des reliquats pour ce genre d'opérations	Arrondissement CES UPLC AT-FEM	Continu
Assurer le lancement de toutes les activités de "Knowledge Sharing", de développement des capacités et de connaissances, y compris le recrutement d'un expert dédié pour soutenir l'allocation de fonds du FEM, assurer l'intégration des activités "soft" dans le plan général du programme, assurer la valeur ajoutée du don FEM au programme et superviser les activités de la DGEQV. En raison des difficultés signalées en matière de disponibilité de consultants qualifiés, il a proposé de faire recours à des spécialistes internationales dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et des aires protégées/naturelles.	UPLC AT-FEM DGEQV	fin septembre 2014
Prendre les dispositions nécessaires pour que toutes les activités de gestion durable des terres et environnementales soient poursuivies même après la clôture du projet.	DGFIOP CRDA	Continu
Inviter les entreprises contractées à accélérer le rythme d'exécution sur terrain et achever les travaux dans les délais contractuels.	UPL DRE	Continu
Augmenter la fréquence de suivi et de la supervision des travaux sur le terrain, en particulier, de la part des services de la direction régionale de l'équipement (DRE) et des arrondissements GR et PI du CRDA	DRH CRDA UPLC	continu
Accélérer le rythme de décaissement sur les ressources du FIDA et du FEM et actualiser le plan de décaissement du projet (FIDA et FEM)	UPLC	Avant fin juin 2014
Respecter les clauses contractuelles dans la remise des rapports d'audit au FIDA pour l'exercice 2013 (FIDA et FEM)	UPLC CGF	Avant fin juin 2014
Organiser et structurer les dossiers financiers et de paiement, en particulier les dossiers du FEM)	UPLC	Continu
Continuer à redynamiser les GDA et les inviter à entreprendre leurs conseils d'administration et à renouveler leurs membres pour assurer une meilleure représentativité de la population	UPLC CRDA DGFIOP	Dans les plus brefs délais
Prévoir un budget suffisant pour l'entretien des infrastructures de base réalisées, en particulier les pistes non classées	CRDA DRH DGFIOP	2014
Suivre et accompagner les PME et les microprojets au-delà de l'installation de leurs projets pour garantir la durabilité des acquis.	UPLC ODNO BRETI	2014

Projet de Développement Agricole Intégré de Siliana (Phase II)					
Réalizations physiques du PTBA 2014					
Composantes	Indicateurs	Unité	PTBA 2014		
			Prévisions	Réalisations	%
A. DEVELOPPEMENT LOCAL INTEGRE					
1- Elaboration des PDP et CP					
A-Elaboration des PDP *	Nombre de PDP	PDP			
B-Accompagnement à la mise en œuvre des PDP	Nombre de PDP	PDP			
C-Appui technique aux GDA (locaux et équipement)	Nombre de GDA	GDA	5		
2- Conseil agricole aux producteurs					
A-Référentiels techniques					
B-Conventions de recherche développement		unité			
C-Conseil en agriculture et en élevage					
Encadrement de l'élevage bovin laitier		éleveur			
Formation méthodologique	Nombre de personnes	pers			
Conseil vulgarisateur privé		%			
Etude d'évaluation du conseil Vulgarisateur privée	Etude		1		
3- Soutien à la production agricole et pastorale					
A- Soutien à l'arboriculture					
Plantations d'arbres fruitiers en irrigué	Superficie	Ha	100		
Plantations d'arbres fruitiers au pluvial	Superficie	Ha	700		
B-Formation des agriculteurs					
C-Journées de formation et d'information	Nombre de personnes	pers			
D-E Actions de démonstration	Superficie	Ha			
F-Remembrement des terres		ha			
Autres actions de soutien					
4 - Conservation et protection des RN					
A- ces					
1-Lutte contre le ravinement					
Ouvrages de recharge	Nombre d'ouvrage	Nombre			
Ouvrages de protections	Nombre d'ouvrage				
Correction des ravins	Nombre d'ouvrage		380		
Végétalisation des ravins	Superficie				
Lacs collinaires					
Etudes	Nombre d'étude				
Travaux	Nombre de lac				
équipement Lac collinaires					
2-Traitement des interfluves					
Banquettes mécaniques	Superficie				
Banquettes manuelles					
Cordons en pierres sèches	Superficie		300		
Seuil en pierre sèche					
Technique douces					
Cuvettes individuelles pour arboriculture	Superficie				
3- plantation arboricole de consolidation					
4 Sauvegarde et entretien des ouvrages	Superficie		2200		
5-Aménagement d'Oued Siliana	Superficie	ff	ff		
Piste GRN					
B- L'amélioration des parcours privé					
Périmètres pastoraux					
Amélioration de parcours	Superficie	ha			
Autres actions	Superficie	ha			
Cultures fourragères					

C- Protection et dev. du domaine forestier					
Création de périmètres sylvo-pastoraux	Superficie	ha			
Entretien de périmètres sylvo-pastoraux	Superficie	ha			
Eclaircies forestières					
Reboisement	Superficie	ha			
Entretien Trachées P F	longueur	km			
Réhabilitation de 04 périmètres	Nombre de périmètre	Unité			
5- Aménagements hydro-agricoles					
A-Périmètres irrigués sur forages:					
Création des périmètres	Superficie	ha			
Electrification des PI		stations			
Réhabilitation des périmètres	Superficie	ha			
Equipement des périmètres	stations	stations	8	8	100,0
Etudes	ff	FF			
Brise vent	ff	FF			
création de forage		forage			
équipement hydrauliques		ff			
B-Périmètres irrigués sur barrages collinaires:					
Création des périmètres	ha	ha			
Equipement des périmètres					
C-Périmètres irrigués par épandages:					
Création des périmètres	Superficie	ha			
Réhabilitation des périmètres		ha			
Etudes					
D-Périmètre irrigué individuel					
Construction bassin de stockage		U			
Curage et approfondissement de puits	Nombre de puits	unité			
Equipements hydrauliques et abris	ff	FF			
Matériel d'économie d'eau	Superficie	ha			
6- Alimentation en eau potable					
Etude de projet d'AEP					
Création de projets AEP	Nombre de projet	étude			
Réhabilitation des projets AEP	Nombre de projet	étude			
Réalisation des travaux et équipements:					
Création de projets AEP	Nombre de projet	Projet	2	2	100,0
Réhabilitation des projets AEP	Nombre de projet	Projet	6	6	100,0
électrification des stations de pompage d'AEP		stations			
Citernes pluviales					
7- Pistes rurales					
Etudes d'aménagement des pistes rurales		étude			
Travaux d'aménagement des pistes rurales	longueur	km	18,7	18,7	100,0
Ouvrages de franchissement	Nombre	unité			
Piste GRN					

B. APPUI A L'EMPLOI					
1- Promotion de l'investissement privé et des PME					
Acquisition de véhicules TT	Nombre	Véh.			
Postes informatiques	Nombre	Unité			
Organisations des séminaires	Nombre	Unité			
Formation des cadres		FF			
Perfectionnement du personnels		ff			
Réhabilitation de la zone des petits métiers MAK TAR	Nombre				
Réhabilitation de la zone des petits métiers BOUARADA					
Fonds d'étude et de conseil					
Création des entreprises	Nombre de PME	PME			
Renforcement des entreprises existantes					
Etudes thématiques	Nombre de thème				
2- Appui aux micro-entreprises et à l'emploi					
Matériel et équipement	lot	lot			
Acquisition de véhicules TT	Nombre de véhicules	véhicule			
Perfectionnement des conseillers					
Diagnostic et mise à niveau des micro- entreprises					
Formation des cadres		ff			
Encadrement des promoteurs installés					
Voyages d'étude et stages		ff			
Etudes des micros projets		ff			
Installation de micro-projets		ff			
Formation des promoteurs		ff			
Projets créés		ff			
Etude d'évaluation de la composante B	etude		1		
C. RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL					
1- Renforcement des moyens des CRDA					
Matériels et équipements		ff			
Ordinateurs		unité			
Moyens de transports GR		Unité			
Formation		ff			
2- Fonctionnement de l'unité du projet					
Matériels et équipements					
Moyens de transports					
Ordinateurs					
Personnel contractuel		personne			
Système de suivi-évaluation		ff			
Formation des cadres		ff	20		0,0
Missions et stages à l'étranger		ff			
Rapport d'achèvement et étude préparatoire	étude		1		
Fonctionnement		ff			

Projet de Développement Agricole Intégré de Siliana (Phase II)				
Contenu physique du PTBA 2012				
Composantes	Unité	Objectif lors de la pré-évaluation	Réalisations cumulées	%
A. DEVELOPPEMENT LOCAL INTEGRE				
1- Elaboration des PDP et CP				
A-Elaboration des PDP *	PDP	54	54	100
B-Accompagnement à la mise en œuvre des PDP	PDP	54	42	78
C-Appui technique aux GDA (locaux et équipement)	GDA	10	5	50
2- Conseil agricole aux producteurs				
A-Référentiels techniques		5		0
B-Conventions de recherche développement	unité	6	6	100
C-Conseil en agriculture et en élevage				
Encadrement de l'élevage bovin laitier	éleveur	500	500	100
Formation méthodologique	pers	300	400	133
Conseil vulgarisateur privé	%	100	100	100
Etude d'évaluation du conseil Vulgarisateur privée				
3- Soutien à la production agricole et pastorale				
A- Soutien à l'arboriculture				
Plantations d'arbres fruitiers en irrigué	Ha	150	600	400
Plantations d'arbres fruitiers au pluvial	Ha	5000	8749	175
B-Formation des agriculteurs				
C-Journées de formation et d'information	pers	130	20	15
D-E Actions de démonstration	Ha	150	149	99
F-Remembrement des terres	ha	1200	3000	250
Autres actions de soutien				
4 - Conservation et protection des RN				
A- ces				
<i>1-Lutte contre le ravinement</i>				
Ouvrages de recharge	Nombre	100	56	56
Ouvrages de protections				
Correction des ravins		500	1903	381
Végétalisation des ravins		1000	1060	106
Lacs collinaires				
Etudes			13	
Travaux			6	
équipement Lac collinaires				
<i>2-Traitement des interfluves</i>				
Banquettes mécaniques		4500	750	17
Banquettes manuelles		1000	0	0
Cordons en pierres sèches		1250	1435	115
Seuil en pierre sèche			361	
Technique douces		1000		0

Seuil en pierre sèche			361	
Technique douces		1000		0
Cuvettes individuelles pour arboriculture		1000		0
3- plantation arboricole de consolidation		3600	750	21
4- Sauvegarde et entretien des ouvrages		6500	550	8
Piste GRN				
B- L'amélioration des parcours privé				
Périmètres pastoraux		1000		
Amélioration de parcours	ha	600	685	114
Autres actions	ha			
Cultures fourragères				
C- Protection et dév. du domaine forestier				
Création de périmètres sylvopastoraux	ha	600		
Entretien de périmètres sylvopastoraux	ha	1000		
Eclaircies forestières				
Reboisement	ha	1000		
Entretien Trachées P F	km	65		
Réhabilitation de 04 périmètres	Unité	4		
5- Aménagements hydro-agricoles				
A-Périmètres irrigués sur forages:				
Création des périmètres	ha	200	200	100
Electrification des PI	stations		18	
Réhabilitation des périmètres	ha	150	206	137
Equipement des périmètres	stations		9	
Etudes	FF	10	10	100
Brise vent	FF			
création de forage	forage	3		
équipement hydrauliques	ff	ff	20	
B-Périmètres irrigués sur barrages collinaires:				
Création des périmètres	ha	450	230	51
Equipement des périmètres		400	400	100
C-Périmètres irrigués par épandages:				
Création des périmètres	ha	600	400	67
Réhabilitation des périmètres	ha	1200		0
Etudes		1	1	100
D-Périmètre irrigué individuel	U			
Construction bassin de stockage		25		0
Curage et approfondissement de puits	unité	50	22	44

Equipements hydrauliques et abris	FF	50		0
Matériel d'économie d'eau	ha	250	78	31
6- Alimentation en eau potable				
Etude de projet d'AEP				
Création de projets AEP	étude		14	
Réhabilitation des projets AEP	étude		3	
Réalisation des travaux et équipements:				
Création de projets AEP	Projet	8	19	238
Réhabilitation des projets AEP	Projet	5	14	280
électrification des stations de pompage d'AEP	stations	ff		
Citernes pluviales		0	250	
7- Pistes rurales				
Etudes d'aménagement des pistes rurales	étude	1	1	
Travaux d'aménagement des pistes rurales	km	58	63,7	110
Ouvrages de franchissement	unité			
Piste GRN	km	ff	3,5	
B. APPUI A L'EMPLOI				
1- Promotion de l'investissement privé et des PME				
Acquisition de véhicules TT	Véh.	1	1	100
Postes informatiques	Unité	4	4	100
Organisations des séminaires	Unité	ff	4	
Formation des cadres	FF			
Perfectionnement du personnel	ff	ff		
Réhabilitation de la zone des petits métiers MAK TAR		1	1	
Réhabilitation de la zone des petits métiers BOUARADA				
Fonds d'étude et de conseil				
Création des entreprises	PME	33	44	133
Renforcement des entreprises existantes		5		0
Etudes thématiques		ff	4	
2- Appui aux micro-entreprises et à l'emploi				
Matériel et équipement	lot	4	6	150
Acquisition de véhicules TT	véhicule	3	3	100
Perfectionnement des conseillers				
Diagnostic et mise à niveau des micro- entreprises				
Formation des cadres	ff	ff		
Encadrement des promoteurs installés		ff		
Voyages d'étude et stages	ff			

Etudes des micros projets	ff	ff	901	
Installation de micro-projets	ff			
Formation des promoteurs	ff	ff	802	
Projets créés	ff	540	470	87
Etude d'évaluation de la composante B				
C. RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL				
1- Renforcement des moyens des CRDA				
Matériels et équipements	ff			
Ordinateurs	unité	6	9	150
Moyens de transports	Unité	6	7	117
Formation	ff			
2- Fonctionnement de l'unité du projet				
Matériels et équipements				
Moyens de transports		17	17	100
Ordinateurs		17	20	118
Personnel contractuel	personne		23	
Système de suivi-évaluation	ff	1	1	100
Formation des cadres	ff	ff	145	
Missions et stages à l'étranger	ff	ff	1	
Evaluation mi-parcours	étude	1	1	100
Rapport d'achèvement et étude préparatoire		1		
Fonctionnement	ff			

REPUBLIQUE TUNISIENNE

Projet de développement agricole intégré dans le gouvernorat de Siliana - Phase-II

Rapport de supervision - Dates de la mission: du 02 au 14 juin 2014

Appendice 3 Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Suivi PTBA 2013, Composante GDT-GEF				
	Engagements physiques			
	Unité	Prévision	Réalisation	%
COMPOSANTE1: POLITIQUE DE RENFORCEMENT ET CADRE DE PLANIFICATION POUR L'INTEGRATION DE LA GDT				
Conduite de l'étude (consultation) sur l'adaptation de l'environnement institutionnel en vue d'intégrer la GDT et la biodiversité	Etude	1		
Préparation des TdR et recrutements d'un consultant d'appui à la DGEQV pour la mise en œuvre de la sous-composante 1.1	Consultation	1		
Conduite de l'étude sur la conception du système de gestion des connaissances sur la GDT (Observation de la GDT: base de données sites web)	Etude	1		
Mise en place test et fonctionnement du système au niveau du projet (CRDA)	Forfait	0,6		
Campagne d'information et de sensibilisation	Campagne	1		
Conduite de l'étude de la modernisation et du perfectionnement du système nationale de S&E environnementale	Etude	1		
Acquisition du matériel pour le renforcement du laboratoire d'analyse du	consultation	1	1	100%
Mise en place et test du système au niveau du Gouvernorat de Siliana et établissement de liens avec d'autre région	Forfait	0,6		
1.2 Sous-composante 1.2: renforcement institutionnel de la gestion durable de terres				
Réalisation des formations par des consultants	Consultation	5		0%
Formation des opérateurs CRDA	Session (4 jours)	4		
Sous composante 1.3 les activités de la GDT sont renforcées dans les PDP				
Assistance technique ponctuelle pour le renforcement de l'intégration des activités de GDT dans les PDP	consultation	1		
Etude et adaptation du système S&E de l'IADP-II	Etude	1		
Sous total composante 1				
COMPOSANTE2: INTEGRATION DE LA GDT AUX ACTIVITES AGRICOLES				
2.1 Sous composante 2.1: Investissements dans la GDT dans les activités agricoles				
Elaboration et mise en œuvre d'un programme de promotion de l'agriculture biologique	Etude et assistance tech	0,6		
Formation et appui aux agriculteurs pour la promotion de l'agriculture biologique	Groupe d'agriculteur	5		
Préparation et appui à la mise en œuvre d'un programme de démonstration et de développement de la conservation de la biodiversité locale	Etude et assistance techn	0,6		
Formation et appui aux agriculteurs pour la promotion de la biodiversité locale	Groupe d'agriculteur	5	5	100%
Préparation d'un programme d'essai	Etude et assistance techn	1		
Formation et appui aux agriculteurs pour la promotion des techniques de l'agriculture de conservation	Groupe d'agriculteur	5	0	0%
Préparation d'un programme d'essai pour la démonstration des techniques d'adaptation aux CC (Brise vent) changement utilisation des terres	Etude et assistance techn	1	0	0%
Formation et appui aux agriculteurs pour la promotion des techniques d'adaptation aux CC	Groupe d'agriculteur	5	0	0%
Conservation de la Biodiversité locale	Ha	250		
Agriculture organique / biologique	Ha	50		
Agriculture de conservation	Ha	300		
Adaptation aux changements climatiques	Ha	25	0	0%
2.3 Sous composante 2.3: Consolidation des investissements dans la CES				
Réalisation des actions de consolidation des ouvrages	Ha	500		
Sous total composante 2				
COMPOSANTE 3: INTEGRATION DE LA GDT AUX ACTIVITES SYLVO-PASTORALES				
3.1 Sous composante 3.1: Promotion des systèmes Communautaires				
Réalisation de l'amélioration pastorale dans les zones retenues	ha	1050	105	
Conduite des études de la création et l'accompagnement de 2 systèmes de GDT (2GDA/SMSA) dans les zones sylvo-pastorale retenues (plan de développement participatif et appui)	Etude et appui	1	0	
Techniques d'amélioration pastorale et gestion des ressources pastorales: Mise en place de parcelles de démonstration	parcelle	3	0	
Consolidation biologique des ouvrages de CES par des espèces pastorales: Mise en place de parcelles de démonstration	parcelle	3	0	
Formation sur le tas des agro-pasteurs sur les techniques de GDT dans les zones sylvo-pastorale	journée	6	0	
3.2 Sous composante 3.2: Amélioration des terres de parcours				
Conduite de la consultation pour la préparation et l'appui à la mise en œuvre d'un plan d'aménagement de gestion participative de 500 ha de parcours de droit communautaire dans le cadre de la création d'un GDA	Etude et appui			
Elaboration et mise en œuvre d'un plan de réaménagements des pépinières et d'un programme de production des plants	Unité	2		
3.3 Sous composante 3.3: développement de micro entreprise				
Assistance technique et renforcement des micro-entreprises retenues	Forfait	1	0	
Sous total composante 3				
COMPOSANTE4: CONSERVATION DE BIODIVERSITE DJEBEL ESSERJ				
4.1 Sous composante 4.1: Elaboration d'un plan de gestion participatif pour le PN				
Etude d'élaboration du plan de gestion participatif du PN de Jbel Esserj	Etude	1		
4.2 Sous composante 4.2: Renforcement des capacités				
Formation de 5 membres du personnels de PN de Jbel Esserj	session	1		
Etude de la conception d'un système S&E du PN de Jbel Esserj	consultation	0,8		
Conception et édition des documents d'information et de sensibilisation	Forfait	1		
Systèmes hydriques	Pièce	2		
Etude technique de la piste d'accès au PN et des ouvrages de protection	Etude	1		
Aménagement et protection de la piste d'accès au PN	KM	3,5		
Sous total composante 4				
Composante 5: GESTION DU PROJET				
Installation des bureaux de la coordination du projet FEM et acquisition des matériels et équipements prévus pour le bon	Forfait	1		
Véhicule	Unité	1		
Appui au fonctionnement de l'unité de coordination	Forfait	1		
Communication voyages et divers (déplacements)	Forfait	1		
Mission de supervision	mission	1		
Sous total composante 5				
Total coûts d'investissement				

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A:Exécution des obligations de financement par source de financement

Source de financement	Montant approuvé (en milliers d'USD) y compris le financement supplémentaire	Décaissements (en milliers d'USD)	Montant décaissé (en %)
Prêt du FIDA	20490	13523	66%
Co financeur (FEM)	5024	1254	25%
Gouvernement (y compris AFD)	14940	8375	56%
Bénéficiaires	5250	3687	70%
Total	45704	26839	59%

Tableau 5B:Exécution des obligations de financement par source de financement et par composante (en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA			Don du FIDA			Cofinanceur (FEM)			Gouvernement +AFD			Bénéficiaires 1			Total		
	Approuvé	Effectif	%	Approuvé	Effectif	%	Approuvé	Effectif	%	Approuvé	Effectif	%	Approuvé	Effectif	%	Approuvé	Effectif	%
A. Développement local intégré	18421	12659	68	0			3069	811	26	11667	6098	52	5250	3687	70	38407	23255	61
B. Appui à l'emploi	1355	290	21	0			105	0	0	1063	52	4	0	0		2523	342	13
C. Renforcement institutionnel	714	574	80	0			445	60	13	2210	2225	100	0	0		3369	2859	84
D. Gestion durable des terres	0	0	0	0			1405	383	27	0	0	0	0	0		1405	383	27
Total	20490	13523	66	0			5024	1254	25	14940	8375	56	5250	3687	70	45704	26839	59

Tableau 5C: Décaissements du prêt du FIDA (en DTS à la date du 12.06.2014)

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation	Allocation révisée (2)	Décaissement (3)	Paiement (4)	Solde (2)-(4)	% décaissé	
		initiale (1)					(3)/(1)	(3)/(2)
Avance BCT				1081071				
I	Génie Civil	6700000,00	9710000,00	5435686	5435686	4274314	81	56
II	Matériel et équipement	190000,00	1250000,00	610190	610190	639830	321	49
III	Plants	1270000,00	1200000,00	973394	973394	226606	77	81
IV	Véhicules	190000,00	200000,00	167438	167438	32562	88	84
V	AT et études	540000,00	600000,00	514034	514034	85966	95	86
VI	Formation	940000,00	340000,00	212459	212459	127541	23	62
VII	Conseil agricole	610000,00	610000,00	305280	305280	304720	50	50
	Non alloué	460000,00	190000,00			190000		0
Total		10900000,00	14100000,00	9299532	8218461	5881539	85	66

Tableau 5C bis: Décaissements du don du FEM (en CNT et \$USD à la date du 12.06.2014)

Désignation		Prévision par catégorie Initiale (1)		Prévision par catégorie Actualisé après mi parcours (1)		Décaissement (2)			Engagement (3)			Paiement en DT (4)		
Categ	Désignation de la catégorie	Montant en \$	Montant en DT	Montant en \$	Montant en DT	en \$	en DT	%	en \$	en DT	% (3/1)	en \$	en DT	% (4/3)
<i>I</i>	Véhicules, équipements et matériels	250 000	400 000	1 345 000	2 017 500	1 253 657	1 880 485		48 039	76 320	4	42 614	68 182	89
<i>II</i>	Assistance technique, étude et formation	1 440 000	2 304 000	922 000	1 383 000				174 465	273 586	19	61 949	99 118	36
<i>III</i>	Travaux d'aménagement	1 860 000	2 976 000	2 238 000	3 357 000				1 660 786	2 612 889	74	778 272	1 245 235	48
<i>IV</i>	Contrats de prestation de services	950 000	1 520 000	495 000	742 500				536 250	858 000	108	213 343	341 348	40
<i>V</i>	Non alloué	500 000	800 000		0				0			0		
<i>Total</i>		5 000 000	8 000 000	5 000 000	7 500 000	1 253 657	1 880 485	25	2 419 540	3 820 795	51	1 096 177	1 753 884	46

Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section 2.03	Le Gouvernement doit ouvrir et administrer un compte spécial du projet (en euros) au niveau de la BCT pour le prêt FIDA et un compte spécial à la BCT pour le don FEM	Au démarrage du projet	Compte FIDA ouvert et alimenté en janvier 2008 et compte FEM et alimenté en mars 2010	
Section 3.02	L'Agent principal du projet soumet au FIDA le PTBA de chaque année 60 jours au plus tard avant le commencement de l'année suivante	31 octobre de chaque année	Les PTBA 2010-2014 ont été soumis au FIDA à temps et parfois mis à jour au cours de l'année	Jusqu'à fin 2009 les PTBA sont soumis à l'UNOPS
Section 3.05	Les marchés de biens, de travaux et de services doivent être passés conformément aux procédures énoncées à l'annexe 4 de l'accord de prêt	Pour toute la durée du projet	Les procédures Tunisiennes sont appliquées et acceptées par le FIDA	Les procédures Tunisiennes ont été amendées en 2012 puis en 2014 pour réduire les délais du processus et assurer plus de transparence et d'efficacité
Section 4.02	L'Agent principal du projet soumet au FIDA des rapports semestriels au plus tard trois mois suivant chaque semestre	Fin septembre et fin mars de chaque année	Les rapports semestriels sont soumis à temps	
Section 5.02, Section 11.10 b)	Présentation du rapport d'audit annuel au FIDA au plus tard dans les six mois suivant chaque année fiscale	Avant fin juin de chaque année	Les rapports d'audit sont soumis avec un retard de neuf mois pour l'exercice 2010 et de trois mois pour ceux de 2011 et 2012	Ces retards sont dus à la conjoncture spécifique de la Tunisie depuis la révolution du 14 janvier 2011. Le rapport de l'exercice 2013 est déjà engagé et on espère l'avoir avant fin juin 2014
Section 7.01	Conditions préalables à la mise en vigueur	Dans les 180 jours après la signature	Toutes les conditions sont satisfaites pour le prêt initial du FIDA et le don du FEM, alors que l'entrée en vigueur du financement supplémentaire du FIDA a accusé des retards et n'a été mis en vigueur qu'en mai 2013.	

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

1. Le projet a comporté dans sa conception plusieurs innovations dont en particulier:
 - La planification participative au niveau du secteur (Imadat);
 - La sous-traitance de l'élaboration des PDP, de l'accompagnement à la mise en œuvre et de la vulgarisation aux BE privés; et
 - Le partenariat.
2. **La planification participative au niveau du secteur** est en soi un paquet d'innovations. Elle a consisté à travailler dans un nouveau cadre institutionnel qui garantissait avant janvier 2011 la coordination avec les cadres de concertation au niveau régional (Conseil Régional au niveau du gouvernorat) et local (Conseils Locaux de Développement au niveau des Délégations) et à coordonner de manière formelle avec les autres intervenants (services régionaux des autres départements ministériels, Offices, ONG). L'évolution a consisté à planifier au niveau des Imadats (secteurs administratifs) et non plus au niveau de structures informelles et sans statut juridique appelées, à l'époque, UST (Unités Socio Territoriales). Cette évolution devait être suivie par une autre qui consistait, une fois le CDI créé, lui donner une existence juridique en le faisant évoluer vers un statut de GDA doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Ceci devait donner la légitimité et la viabilité à la représentation des populations locales dans le dispositif et le paysage institutionnel en charge du développement et permettre au GDA de s'engager au nom de la population et de contracter en son nom des engagements administratifs et financiers. Ces avantages ont tous été remis en cause dans le contexte post-révolution. En effet, tout l'édifice institutionnel régional et local a été remis en cause sans qu'il soit encore remplacé par de nouvelles structures ni au niveau de l'organisation administrative du territoire ni au niveau du lien entre cette organisation et la gestion du développement local et régional. La majorité des organisations locales formelles (GDA) ou informelles (CDI) ont été remis en causes et sont actuellement peu ou pas fonctionnelles. Les Conseils Locaux (CLD au niveau de la Délégation) et les Conseils Régionaux (au niveau des Gouvernorats) ont été dissous par décret présidentiel en 2011. L'intégration des Plans de Développement des Imadas dans les stratégies locales et régionales du développement économique ne peut plus être conduite comme elle a été conçue par le rapport de pré-évaluation du projet. Le partenariat avec le Conseil Régional et tous les profits qui auraient pu en découler en termes de financement de certaines des composantes du développement communautaire local sur les budgets régionaux n'est plus à considérer de la même manière. De ce fait, certaines étapes essentielles du processus d'élaboration et de mise en œuvre des PDP ne sont plus possibles. Il s'agit : de la validation des PDP et des contrats-programme respectivement au niveau du conseil régional et du conseil local, qui visait : (i) à créer des synergies entre les intervenants et à mobiliser des financements complémentaires à ceux du projet et assurer progressivement l'ancrage de l'API au sein des CRDA et au sein du dispositif institutionnel.
3. La reconstitution et le redémarrage du travail avec les CDI et les GDA s'insèrent dans l'esprit de la circulaire du Ministre de l'Agriculture en 2011 qui invite les services spécialisés des CRDA à œuvrer pour que tous les GDA procèdent à la tenue de leurs Assemblées Générales et renouvellent leurs comités dans le cadre des statuts en vigueur. Très souvent cette directive demeure un simple vœu pieux sur le terrain où il n'est pas encore aussi évidemment simple de la passer à la pratique. Cette première innovation (planification au niveau des secteurs administratifs) ne peut donc dans les conditions actuelles être objectivement évaluée. On ne pourra se prononcer sur l'option définitive à prendre en matière d'intégration des PDP dans le système de planification locale et régionale que lorsque les orientations nationales en matière d'organisation et d'administration du territoire auront été fixées par le système politique qui sera mis en place au terme de la période de transition démocratique que traverse la Tunisie.
4. Dans ce contexte, le projet a continué à mettre en œuvre les PDP sans recours à la signature des contrats-programmes avec les CDI /GDA tout en respectant les principes de l'implication des ces structures dans l'accompagnement de l'exécution des PDP et en exigeant la participation des bénéficiaires aux investissements et à la prise en charge des aménagements réalisés. bénéficiaires. La restructuration et la redynamisation des CDI et des GDA ont été partiellement et timidement effectuées. Ceci est dû au fait que l'accompagnement et le renforcement des ces structures ont été confiés aux bureaux d'études et aux ONG qui ne sont pas parvenus à assurer leurs prestations d'une manière efficace dans le nouveau contexte et le CRDA n'a pas les capacités nécessaires pour assurer ce travail.

5. **En matière de désengagement de l'administration par la sous-traitance des PDP**, de l'accompagnement et de la vulgarisation aux BE privés, certains éléments d'information donnent à penser qu'il reste encore à travailler pour tirer tout le bénéfice potentiel de cette innovation. La tradition des attributions non régaliennes de l'administration aux bureaux spécialisés bien que, assez bien ancrée dans les esprits des deux côtés, maintenant, n'a ni entraîné un réel renforcement des capacités de l'administration en matière de contrôle et de pilotage d'un processus de développement à caractère participatif et intégré. , ni aidé à promouvoir un secteur privé réellement compétent et jouissant de toutes les capacités techniques et des compétences en matière d'animation sociale et de communication nécessaires. L'application de la règle du moins disant pour le recrutement des BE, selon les procédures des marchés publics a, écarté les BE ayant ou pouvant mobiliser des compétences de haut niveau et donc chères. Les BE qui proposent des prix compétitifs le font parce que, souvent, ils comptent sur un personnel occasionnel, employé à la tâche ou à temps partiel et ne pouvant donc assurer la continuité nécessaire à une vision intégrée du développement. Souvent aussi, la compétitivité financière est associée à des services fournis par un personnel constitué de cadres et de techniciens débutants au coût salarial réduit à la mesure de son expérience.

6. **Pour ce qui concerne le partenariat.** Nonobstant les gains méthodologiques et l'élargissement catégoriel et géographique du champ d'intervention du projet que le partenariat a permis, cette innovation présente quelques insuffisances à combler. La conjoncture a eu les mêmes effets de freinage sur l'ensemble des intervenants. Les moyens mis à la disposition des partenaires (financements, équipements etc.) ne se sont pas révélés suffisants pour inciter tous les partenaires à assurer une participation suffisante aux travaux d'élaboration de PDPs. Le partenariat avec l'ANETI et l'ODNO, principal outil de mise en œuvre d'une politique audacieuse de création d'emplois, d'AGR et de PME, n'est pas suffisamment encadré par des structures qui lui sont spécialement dédiées au niveau de l'UPLC. Par manque de moyens humains, l'UPLC ne peut pas assurer la relève pour garantir un suivi des projets installés dans le cadre du partenariat (501 micro-projets ANETI et 42 PME /ODNO). L'ANETI et l'ODNO n'ont ni la tradition ni les moyens humains d'assurer un tel suivi de terrain. Les recommandations d'insertion de l'activité du BRET et de l'ODNO dans le système de suivi-évaluation du projet, formulées par les précédentes missions de supervision, n'ont pas été suivies d'effets.

7. Le partenariat avec l'OEP est une expérience réussie qui gagnerait à être soutenue jusqu'à son terme (à la fin de 2014). Ses réussites techniques génèrent une adhésion de la population qui y a trouvé un intérêt économique certain. La population montre des signes de volonté d'appropriation de ces résultats qu'il s'agit à présent d'encadrer et d'organiser en préparation de la stratégie de sortie du projet. Les problèmes d'organisation de la collecte du lait qui, à un certain moment menaçaient de compromettre les réussites techniques de ce partenariat, n'ont pas été résolus. Les résultats techniques positifs et l'adhésion de la population qui en découle commencent à générer une production additionnelle et une qualité du lait qui militent en faveur d'une meilleure organisation de la population par la création de SMSA, au moins 2 sur toute la zone du projet qui prendraient une part à la collecte future et contribueraient à offrir les services dont les producteurs auraient de plus en plus besoin au fur et à mesure du développement ascendant que ce partenariat a créé.

8. Le partenariat avec le pôle de recherche du Nord-Ouest dans le domaine de la recherche-développement n'a pas été concluant.

9. Le partenariat avec l'AFA a permis d'aboutir au remembrement de 1500 ha dont les travaux ont été achevés; un deuxième contrat a été conclu avec l'AFA pour une superficie de 1500 ha et dont les travaux ont démarré.

10. D'autres partenariats aurait du être conclus qui auraient amené d'autres valeurs ajoutées au projet, notamment un partenariat direct du projet avec les fournisseurs de crédits et d'investissements et en particulier la BTS et la BFPME qui aurait permis l'injection de plus de crédits du fait de la garantie morale qu'aurait constitué le cautionnement des projets étudiés et encadrés par le BRET et l'ODNO et cautionnés par le Projet. Citons également un partenariat direct avec l'AVFA qui aurait fourni un meilleur encadrement de l'expérience de sous-traitance de la vulgarisation et du conseil agricoles aux BE privés.

Appendice 8: Etat d'avancement des travaux des projets d'alimentation en eau potable

Etat d'avancement des travaux des projets d'alimentation en eau potable

N°	Nom du projet	Secteur	Délégation	Financement	Réalisation				
					Nbre habitants	Coût (MDt)	% Avancement	Année	Etat d'avancement
Création d'AEP									
1	Aouled Ezahi	El Gaara	Maktar	FIDA	183	266	100	2011	
2	Aouled Tili	El Fdhoul	Kessra	FIDA	53	70	100	2011	
3	Bennouria	Lagssab	Gaafour	FIDA	50	59	100	2011	
4	Khankat Zgallas	Hbabsa -S	Rouhia	FIDA	156	288	100	2010	
5	Msilib-Souoidia	Saiar	Maktar	FIDA	286	205	15	2012	La SONEDE a donné son accord sur le point de piquage sur son réseau en Mai 2014;l'entrepreneur a reçu l'ordre de service de reprise des travaux et doit renforcer ses moyens (humains et matériels) pour achever les travaux au plus tard en décembre 2014.
6	Marget El Ejla-Aouled Mrabet	Hamam-Kesra	Kessra	FIDA	152	137	15	2012	Le projet est pris en charge par la SONEDE et les procédures de résiliation du contrat, déjà signé avec l'entrepreneur retenu, sont en cours
7	Mjadbia	Hbabssa	Rouhia	FIDA	750	266	100	2012	Les travaux ont été achevés en Mars 2014 et la réception provisoire a été déclarée.
8	El boumia	Soualem	Maktar	FIDA	240	273	100	2012	L'achèvement des travaux a été prononcé en mois d'Avril 2014 conformément à la planification de la dernière mission.
9	Ras Eloued	Ras Eloued	Maktar	FIDA	200	155	15	2012	La SONEDE a donné son accord sur le point de piquage sur son réseau ; la reprise des travaux est programmée, par le CRDA, vers la deuxième quinzaine du mois de juin 2014. Les travaux devront être terminés au plus tard en Décembre 2014
10	Bit Issa	Ellouza	Kessra	FIDA	60	46	100	2012	
11	Bit Abdessalem	Ellouza	Kessra	FIDA	90	49	100	2012	
12	Aouled Slama	Sfina	Bargou	FIDA	530	305	100	2012	Les composantes du projet FIDA (conduites et ouvrages) ont été réalisées à 100%; par contre l'équipement de la station de pompage est programmé sur le financement BAD; La STEG a reçu l'ordre de service pour l'électrification de la station. On note une forte demande additionnelle des habitants de la zone rurale de Faouar El Jibs qui demande leur raccordement sur le nouveau réseau.
13	Erraainine	Aouled Zzag	Siliana Sud	Piseau II	280	413	75	2012	La nouvelle organisation et le renforcement d'encadrement technique sur le chantier de l'entrepreneur sont les causes de l'avancement constaté des travaux. L'achèvement des travaux est visé vers le mois de Septembre 2014; actuellement les travaux sont en arrêt à cause de l'opposition de certains agriculteurs de traverser leurs parcelles avant la récolte.
14	Ain jeddra	S-Hamada	Siliana Sud	FIDA	139	91	100	2012	La réception a été prononcée en Mars 2014 conformément à l'objectif visé par la dernière mission.
15	Sfaya - Aouled Amor	Ain Boussadia	Bargou	FIDA	90	53	100	2012	La réception avait été programmée en Décembre 2013 et effectivement elle a été prononcée qu'en Février 2014.
16	Babboucha	Msahla	Rouhia	FIDA	850		40	2014	L'ordre de service a été notifié à l'entrepreneur le 18 février 2014 et pour une durée des travaux fixée à 10 mois. Une mauvaise planification de l'exécution des travaux risquerait la non achèvement du projet avant le 31 décembre 2014 date limite d'achèvement du prêt FIDA. Le CRDA doit suivre de près le déroulement des travaux afin d'éviter tout retard dans l'achèvement des travaux
17	Bennouria	Lagssab	Gaafour	FIDA	2500	271	35	2013	Le délai du marché est de 6 mois et l'ordre de démarrage du projet a été remis à l'entrepreneur le 8 janvier 2014; des oppositions et les conditions climatiques avaient conditionnées l'arrêt des travaux durant 3 mois. Les travaux ont repris en mai et la réception doit être prononcée en Septembre 2014.
18	Errahla	Ain Zrig	Gaafour	FIDA	1500	353	100		Les travaux ont été terminés en janvier 2014 et achevés en avril 2014.
19	Aouled Aarfa	Drija	Bargou	FIDA	80		10	2014	L'ordre de service a été notifié à l'entrepreneur le 30 Avril 2014 pour un contrat de 5 mois; l'achèvement des travaux doit être programmé au plus tard en Octobre 2014.

Réhabilitation D'AEP								
1	El Mfathia	Saiar	Maktar	FIDA	825	311	100	2009
2	Ouled Abda	Siliana S	Siliana Sud	FIDA	650	272	100	2009
3	Jabnoun	H-Kessra	Kessra	FIDA	560	143	100	2009
4	Dhouaouda	Kessra	Kessra	FIDA	150	189	100	2011
5	Dkhila - Sodga	Sodga	Bargou	FIDA	670	193	100	2010
6	Elbayadhe		Bargou	FIDA	220	271	55	2013
7	Dkhila	Sodga	Bargou	FIDA	100	170	0	
8	Errouissine	Sidi Bourouis	Sidi Bourouis	FIDA	350	449	55	
9	Jenoua	Mansoura Sud	Kessra	FIDA	150	326	10	2014
10	Aouled Ben Amor		Bargou	FIDA	800	149	10	
11	Sodga	Sodga	Bargou	FIDA	240	272	10	
12	Sejja	Sejja	Siliana Sud	FIDA	280	107	75	
13	Bouebdellah	Bouebdellah	Kessra	FIDA	250		25	
14	Mansoura	Mansoura Sud	Kessra	FIDA	220	362	15	

L'ordre de service a été donné, à l'entrepreneur, le 27 Janvier 2014; le délai de réalisation est de 100 jours et l'achèvement Août 2014.

L'entrepreneur a signé le marché et les travaux n'ont pas été démarrés; les délais du marché est de 100 jours.

Le démarrage du projet a été donné le 8 Janvier 2014, pour un délai contractuel de 180 jours; arrêt des travaux de 3 mois suite à l'opposition des agriculteurs qui ont demandé la reprise des travaux après la récolte. Les travaux restants seraient entre Juillet et Septembre 2014.

L'ordre de service a été donné le 31 Mars 2014; les délais du marché est de 180 jours; Suite à la demande des agriculteurs les travaux ont été arrêtés pendant 2,5 mois et la reprise est visé début Juillet juste après la récolte; l'achèvement des travaux est visé en Septembre 2014.

Les travaux ont démarré en Mai 2014; le marché est de 100 jours; la mise en eau du système est programmée en Septembre 2014.

Le démarrage du projet a été notifié à l'entrepreneur le 7 Avril 2014; la durée des travaux est de 210 jours; la réception devrait été engagée en novembre 2014.

La mise en eau du système est programmée en Juillet 2014.

La réception du projet est programmée en octobre 2014.

Le commencement des travaux a été donné à l'entrepreneur le 31 Mars 2014; La réception du projet est visée en Octobre 2014 compte tenu des moyens matériels disponible de l'entrepreneur.

Appendice 9: Etat d'avancement des travaux des Périmètres irrigués

Etat d'avancement des travaux des Périmètres irrigués															
N°	Périmètres	Sources d'eau	Secteur	Délégation	Financement étude/travaux	Objet	Etudes		Réalisation					Etat d'avancement	
							Année	Coût (MDt)	Superf. (ha)	Coût (MDt)	% Avancement	Année	Nbre irriguants		
Création															
1	Sidi Mouallah	Forage	Haria	Rouhia	FIDA	Création	2008	93	26	303.000	100	2009	26		
						Electrification				35.975	100				
						Equipement				145.422	100				
2	Oued Zguifa	Forage	Rouhia	Rouhia	FIDA	Création	2008		29	260.509	100	2009	30		
						Electrification				82.250	100				
						Equipement				135.033	100				
3	Bled Debbich	Forage	Rouhia	Rouhia	FIDA	Création	2008		50	287.016	100	2009	42		
						Electrification				309.750	100				
						Equipement				112.313	100				
4	Sodga VII	Forage	Bhirine	Bargou	FIDA	Création	2008		40	821.172	100	2009	47		
						Equipement				106.099	100				
						Electrification				28.437	100				
5	Sidi Ennawi	Forage	Sidi H'mada	Siliana sud	FIDA	Création	2008		20	267.044	100	2009	35		La station de pompage est raccordée sur le réseau de la STEG. Le système d'irrigation est non fonctionnel encore à cause d'une casse au niveau des conduites de refoulement et de distribution survenue suite à des fortes crues d'un oued; une consultation a été lancée pour la réparation des 2 conduites et la mise en eau est programmée en Septembre 2014.
						Equipement				71.041	100				
						Electrification				55.125	95				
6	S'mati	BC S'mati	J'milette	Rouhia	FIDA	Création	2008		2180.000	100	2009	85			
						Electrification			233.378	100					
7	Oued ElAoud	Epdang e	Haria	Rouhia	AFD	Création	2009	13.57	300	835.000	100	2011	50	Suite à l'opposition d'un nombre d'agriculteurs d'une zone de 100 ha, le périmètre d'épandage s'est limité à l'aménagement de 300 ha.	
8	H'babsa 1 et 2	Forage	Haria	Rouhia	FIDA	Electrification	2008		60	309.750	100	2009	40		
Réhabilitation															
9	Touir Ellil	Forage	Sidi Morched	Siliana sud	FIDA	Réhabilitation	2009	13.5	45	411.230	95	2010	38	L'achèvement des travaux de finition des ouvrages est programmé en Aout 2014 compte tenu des moyens financiers limités de l'entrepreneur.	
						Equipement	2011			40.22965	100				
10	Kharrouba	barrage Lakhme s	Sidi Mansour	Siliana sud	FIDA	Réhabilitation	2009	13.5	71	908.495	95	2011	24	L'opposition d'un groupe d'agriculteurs, se trouvant à l'extérieur du périmètre, du passage de la conduite d'adduction, dans leurs parcelles a été résolue. L'achèvement des travaux est visé en Juillet 2014.	
						Equipement	2011			39.49425	100				
11	S.Hmada-Fdadine	Forage	Sidi H'mada	Siliana sud	FIDA	Réhabilitation	2009	13.5	45	265.282	100	2010	38		
						Equipement	2011			42.58583	100				
12	Sodga III	Forage	Bhirine	Bargou	FIDA	Réhabilitation	2009	13.5	45	514.602	100	2010	78		
						Equipement	2011			107.2791	100				
13	Soualem	Forage	Soualem	Makthar	FIDA	Réhabilitation	2009	13.7	50		0		35	Le projet a été annulé par le CRDA. Le forage creusé sera réservé totalement pour l'alimentation en eau potable de 1038 habitants.	

Appendice 10: Etat d'avancement des travaux des pistes

Etat d'avancement des travaux des pistes									
N°	Localités		Secteur	Délégation	Réalisation				Etat d'avancement
	Départ	Arrivée			Long. (km)	Coût (MDT)	% Avancement	Année	
1	Hammem	Jebnoun	Hammem	Kesra	5.2	384	100	2008	
2	GP4 Makthar	Fej	Sidi Mansour	Siliana sud	3.5	338	100	2009	
3	Ras Maa	Zitouna	Sidi Morched	Siliana sud	2	272	100	2009	
4	Faouar snoussi	Route sodga	Sidi H'mada	Siliana sud	2.3	184	100	2009	
5	Nouamchia	Njaimia	Ras El Oued	Makthar	4.85	859	90	2013	Les travaux du corps de la chaussée ont été achevés et le revêtement est programmé en Juin 2014 en Avril 2014.
6	Chouarnia	Houamed	Chouarnia	Makthar	2	940	90	2011	Il reste la mise en œuvre du revêtement en bicouche qui nécessite des conditions climatiques favorables; ces travaux seront achevés à partir de la deuxième quinzaine du mois de Juin 2014 et par conséquent la réception pourrait être programmée à partir du mois de Juillet 2014.
7	Msilib	Argoub	Sayar	Makthar	1.0				Mêmes conditions d'achèvement que le projet Chouamia
8	Ajeijia Haria	Tarfaoui	Haria	Rouhia	2.77	1078	65	2013	Le corps de la chaussée est réalisé et les travaux de construction de l'ouvrage de traversé sur un oued sont en cours. L'achèvement des travaux est visé en Aout 2014, sont en cours de réalisation et l'entrepreneur vise à les terminer vers Mai 2014.
9	Ouled Khedher	Rte J'milette	Haria	Rouhia	10			2013	Le marché a été signé pour un délai contractuel des travaux de 5 mois; l'entrepreneur a remis le projet d'exécution pour approbation. La réception de la piste pourrait être déclarée en Septembre 2014.
10	Kharrouba	El Gabel	Gabel	Siliana sud	5.96	1507	100	2011	
11	Ramlia	El Gabel	Gabel	Siliana sud	3.84		45		L'avancement des travaux est faible compte tenue des moyens limités de l'entrepreneur.
12	Zoghba	Ain Forna	Forna	Bargou	2.37	815	90	2011	Mêmes conditions d'achèvement que le projet Chouamia
	Aouled Rajeh			Sidi Bourouis	2.5				
13	S,H'mada	Parc serj	S,H'mada	Siliana sud	3.563	1816	60	2013	Les actions réalisées: corps de la chaussée et un cassis; les ouvrages d'évacuation des eaux de ruissellement sont en cours. L'achèvement est programmé en Aout 2014.
14	Jmilette	Pl s'mati	Jmilette	Rouhia	8	1829	70	2013	Les actions réalisées: corps de la chaussée et les ouvrages sur les cours d'eau. L'achèvement est visé en Aout 2014.

Appendice 11: Etude hydrogéologique des nappes de la plaine de Rouhia – Termes de Référence

1. Introduction. Afin d'avoir un inventaire exhaustif et précis de tous les points d'eau captant les nappes souterraines dans la plaine de Rouhia, ainsi que la situation de leurs exploitations, le C.R.D.A de Siliana se propose de réaliser, par appel d'offre, une étude hydrogéologique des nappes dans cette plaine de dont le périmètre est délimité par le CRDA, sur la carte annexée au présent dossier d'appel d'offres.
2. L'étude demandée, vise une meilleure connaissance du bilan des nappes ayant accusé, au cours des dernières années, des créations de puits de surface et de forages, ce qui s'est traduit par une augmentation de leurs exploitations. L'actualisation du nombre de points d'eau, actuellement, est réalisée par les services techniques du CRDA, sur la base d'une estimation se référant aux demandes d'encouragement et des subventions accordées pour la création ou l'équipement des puits, ainsi que sur le suivi des points d'eau publics. Cette approche laisse échapper de l'inventaire, une partie des créations réalisées par les privés (forages illicites, puits et points d'eau mixtes : puits-sondages). D'après les données du CRDA, la nappe phréatique est exploitée par 4130 puits de surface, alors la nappe profonde est captée par 59 forages autorisés. Ces chiffres sont données à titre indicatif et sans compter les puits et forages illicites.
3. **Objectifs de l'étude.** Les objectifs de l'étude sont :
 - Identifier tous les points d'eau et déterminer leurs caractéristiques : équipements, usage, régime d'exploitation, débits prélevés et volumes, résidu sec de l'eau,... ;
 - Evaluer le bilan et la situation de l'exploitation des nappes phréatique et profondes ;
 - Constituer une banque de données informatisée, consultable à l'aide de plusieurs entrées, qui sera mise à jour périodiquement. Cette banque sera gérée par un système d'information géographique ;
 - évaluer le bilan des deux nappes, pour plusieurs hypothèses (prélèvements, alimentation des nappes). Cette évaluation sera simulée par un modèle mathématique ;
 - définir les mesures préventives afin d'éviter la dégradation progressive des ressources mobilisables durant les prochaines années ;
 - Définir des actions pour favoriser l'alimentation naturelle des nappes.

Le bureau d'étude doit préciser, dans son offre, sa méthodologie pour répondre à ces objectifs.

4. **Déroulement de l'étude.** L'étude comportera deux phases :
 - phase 1 : inventaire des points d'eau
 - phase 2 : évaluation des bilans et scénarios de protection

Phase 1 : inventaire des points d'eau (délai = 4 mois)

5. Travaux de TERRAIN. Pour chaque point d'eau inventorié, le bureau d'études devra installer sur une plaque en aluminium (10 cm x10 cm) les informations suivantes (ministère de l'Agriculture-Direction Générale des Ressources en Eau, n°000000, année). Une fiche d'inventaire conformément au modèle du CRDA sera remplie portant toutes les données (identification, caractéristiques, équipement, utilisation, régime d'exploitation, qualité chimique et toutes observations utiles). ces fiches devront être adaptées a un support informatique qui sera géré par le gestionnaire de base de données Access permettant de consulter, modifier, extraire ou ajouter les données relatives à un ou plusieurs types d'ouvrages de nature différente, et ce à partir des indicateurs suivants :

- Le numéro d'inventaire, (délégation, imadat, région,...) ;
- Le nom du point d'eau ;
- La carte de localisation du point d'eau ;

- La nappe captée par le point d'eau (Nom et Code) ;
 - Les coordonnées géographiques du point d'eau ;
 - La date de réalisation ;
 - Le numéro DRE du point d'eau ;
 - La nature de la réalisation du point d'eau (par autorisation ou illicite) ;
 - Toutes autres données.
6. Les coordonnées géographiques (longitude, latitude et altitude) des points d'eau seront définies sur terrain à l'aide d'un GPS et devront être fournies sur la fiche signalétique en système Degré et en Grades dans des tableaux annexes. L'altitude du point d'eau doit être fournie en se référant au terrain naturel.
7. Constitution de la base de données. Le bureau d'études est appelé à concevoir et présenter une base de données développée sous le gestionnaire de base de données client-serveur (ACCESS) qui permet la gestion des informations par un système d'information géographique. Cette base doit contenir :
- Les copies conformes, de toutes les fichiers d'inventaire des points d'eau, qui peuvent être consultées, modifiées ou imprimées selon différentes clés de recherche (N° d'inventaire, type du point d'eau, nom du propriétaire du point d'eau, délégation, Imadat, exploitation de la nappe, niveau prévisionnel du plan d'eau dans le point d'eau, prévisions des prélèvements annuels, bilans annuels,.....) ;
 - Des tableaux interconnectés combinant toutes les données des fichiers de l'inventaire et permettant de visualiser ou d'éditer au choix, les données recueillies ;
 - Des applications destinées à :
 - Visualiser à l'écran ou éditer sur imprimante, une fiche d'un point d'eau, une liste des points d'eau par Délégation ou Imadat ;
 - Faire des calculs statistiques simples (débit total exploité par nappe, salinité moyenne, taux d'équipement des puits, nombre de points d'eau de chaque type, prélèvements annuels, bilans,.....).
8. Il est à noter que la base de données sera ajustée par le technicien responsable ou consultée par différents utilisateurs avec le gestionnaire de bases de données SQL server et l'interface ACCESS. Une copie accessible sous WINDOWS sur micro-ordinateur devra être fournie. Une interface cartographique numérique doit être aussi fournie par le bureau d'études.
9. Présentation des résultats de l'inventaire. Tous les points d'eau inventoriés seront reportés, selon le type de point d'eau, sur un fond cartographique (support numérique) à l'échelle 1/12.500 (agrandissement de la carte EM disponible) ou toute échelle convenable pour une visualisation exploitable. Le bureau d'études est tenu de présenter les documents suivants :
- Toutes les fiches de l'inventaire des points d'eau ;
 - La carte des points sur fond topographique à l'échelle exploitable comportant tous les points d'eau inventoriés à l'intérieur des limites du périmètre d'intervention (15 copies tirages papiers et 5 copies numériques sur CD) ;
 - Les fichiers numériques des points d'eau;
 - La base de données ;
 - Tout document établi, sur le terrain, lors de l'inventaire (cartes, carnets, fiches, supports cartographiques...).
10. Estimation des caractéristiques des nappes. Sur la base des données collectées et évaluées relatives aux nappes, le bureau d'études évaluera les caractéristiques des nappes : potentialités, prélèvements, rabattements, alimentations naturelles,.....
11. notice explicative de la fiche d'inventaire. L'inventaire doit être basé sur une fiche élaborée par le CRDA et qui comportera les informations principales suivantes :
- Identification du point ;
 - Caractéristiques de l'ouvrage ;
 - Type d'ouvrage : (puits simple, puits-sondage, forage, Piézomètre ou source) ;
 - Les données de terrain: La hauteur et le diamètre intérieur de l'ouvrage, la profondeur du plan d'eau, la profondeur de l'ouvrage. Pour un puits –sondage, les caractéristiques du puits-sondage (évaluation de la profondeur du sondage et son diamètre). Pour une source l'altitude de l'émergence doit être mesurée ;
 - Type de pompe installée (Diesel ou électrique) et puissance ;

- Utilisation : à partir d'un questionnaire auprès du propriétaire ou de l'utilisateur du point d'eau, le bureau d'études doit indiquer l'usage du point d'eau : (AEP, Agricole, Industriel, commercial, autres...), le nombre d'hectares irrigués, et les types de cultures pratiquées (Arboriculture, maraîchage ou grandes cultures) ;
- Régime d'exploitation. : Le débit instantané de pompage devra être estimé in situ. Il sera demandé à l'agriculteur des renseignements concernant le nombre d'heures d'utilisation par jour et selon les saisons permettant d'évaluer le nombre de jours d'exploitation et la durée de pompage annuel. Le volume d'exploitation annuel est calculé sur la base des données précédentes qui doivent être explicitées ;
- Qualité chimique : La conductivité électrique de l'eau et le pH de l'eau seront mesurées in situ ;
- Observations générales. Les remarques qui seront jugées intéressantes seront reportées en observations. Plus particulièrement en ce qui concerne : l'accès, l'état des équipements (permanent ou provisoire) et les accessoires du point d'eau (abreuvoir, abri moteur, citerne, réservoir, bassin, potence, borne fontaine, branchement à domicile,...).

Phase 2 : évaluation des bilans et scénarios de protection (délai = 3 mois)

12. Sur la base des résultats de la phase 1, le bureau d'études étudiera et développera les aspects suivants :

- Estimation des potentielles des nappes ;
- Evaluation des prélèvements pour différentes hypothèses (court, moyen, et long termes) d'évolution des besoins pour différents usagers (agriculture, AEP, et autres) ;
- évaluation des bilans des nappes, pour plusieurs hypothèses (prélèvements, alimentation des nappes). Cette évaluation sera simulée par un modèle mathématique ;
- définir les mesures préventives afin d'éviter la dégradation progressive des ressources mobilisables durant les prochaines années ;
- Définir des actions pour favoriser l'alimentation naturelle des nappes, pour cela le bureau d'étude doit identifier les différents sites de recharge des nappes le long des oueds traversant la plaine ou ceux qui ont un impact sur la recharge ; cet aspect sera étudié à partir des données géologiques existantes. Ces ouvrages doivent assurer l'alimentation des nappes ;
- Estimation des couts des ouvrages à réaliser et leur impact économique.